

هكذا من الجاهل

« Sans Visa » : le dernier Eldorado des Yanomanis

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14735 - 6 F

SAMEDI 13 JUIN 1992

Nouveau déboire pour M. Bush

LES déplacements à l'étranger ne réussissent décidément plus au tout président américain, qui a pourtant bien besoin de voir sa cote de popularité - actuellement au plus bas - remonter, pour espérer obtenir un second mandat en novembre. Les sélections américaines ont ouvert jeudi 11 juin leurs journaux avec les images d'un George Bush larmoyant sous l'effet des gaz lacrymogènes utilisés pour disperser des manifestants et contraint de quitter la tribune d'honneur de la place centrale de Panama, d'où il devait prononcer le principal discours d'une brève visite, la première depuis l'intervention des forces américaines, en décembre 1989, qui renversa le régime dictatorial du général Noriega.

Ces images ont d'autant plus frappé que le dernier voyage du président à l'étranger, l'hiver dernier au Japon - considéré comme un fiasco sur le plan économique - avait donné lieu à une scène tout aussi inhabituelle : M. Bush, souffrant d'une grippe intestinale, avait, un court instant, perdu connaissance et dû quitter un lieu officiel.

EST-CE en signe de mauvais augure ? M. Bush a été empêché par les manifestants, en majesté de gauche, de célébrer la « renaissance de la démocratie » sur tout le continent. L'installation au Panama du président élu Guillermo Endara, l'arrivée au pouvoir au Chili de M. Patricio Aylwin, l'élection au Honduras du général Carlos Roberto Reina, celle du président par intérim au Venezuela, ont été toutes marquées par des incidents constants en 1991 : les dictatures, sauf à Cuba, avaient toutes disparu d'un continent qui vécut trop longtemps sous la coupe des militaires. A l'exception du Guatemala, les guerres civiles qui ravagèrent l'Amérique centrale s'achevaient par ailleurs ailleurs au passé.

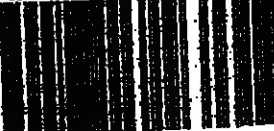
Néanmoins, les récents événements démontrent la grande fragilité de la démocratie avec laquelle le sous-continent vient de peine de renouer. L'arrivée est de nouveau aux commandes à Port-au-Prince - l'embargo, décrété par les Etats-Unis notamment, a jusqu'à présent été de peu d'utilité pour rétablir la légalité ; le président péruvien Alberto Fujimori s'est livré à un « putsch civil » l'autorisant à toutes les dérives ; et d'innombrables rumeurs sur la possibilité d'une nouvelle tentative de coup d'Etat au Venezuela font craindre le pire.

DE nouveau, les Etats-Unis disent au banc des accusés. On leur reproche d'avoir leur trop grand interventionnisme, en vertu notamment de la fameuse doctrine de Monroe, la guerre froide à peine terminée, on les tance maintenant pour leur indifférence. L'appel à l'aide lancé la semaine passée par les chefs d'Etat d'Amérique centrale pour empêcher que les processus de démocratisation n'échouent devant les graves difficultés économiques qu'ils affrontent n'en est que la dernière illustration.

Cet appel a peu de chances d'être entendu : à l'heure où M. Bush se voit reprocher d'avoir négligé les maux d'une société américaine en récession, tragiquement soulignée par les émeutes de Los Angeles. Si l'administration est convaincue que les intérêts des Etats-Unis commandent plus de coopération avec leurs voisins du Sud, la Congrès, lui, se montre de plus en plus pernicieux. Les pays du sous-continent devront-ils se faire une raison et ne compter que sur eux-mêmes ? Ils n'ont, en tout cas, pas à attendre plus de largesses des autres candidats à la Maison Blanche.

Lire page 6 l'article de BERTRAND DE LA GRANGE

M0147 - 0613 0 - 6 00 F



Au Sommet de la Terre

Les pays riches se posent en champions de l'écologie

Le Sommet de Rio est l'occasion pour chaque pays de faire valoir son rôle en faveur de l'environnement. M. Bush devait confirmer l'engagement des Etats-Unis de verser 25 millions de dollars pour l'étude des conséquences de l'effet de serre dans le tiers-monde. M. Mitterrand annoncera, le 13 juin, de nouvelles aides, alors que le Japon, lui aussi, tente de s'affirmer comme une grande « puissance verte ».

« Leçons » japonaises

TOKYO

de notre correspondant

Au cours des années 60, une expansion économique effrénée a conduit l'archipel au désastre écologique. Les grandes maladies de pollution (Minamata, Itai-itai, asthme de Yokkaichi) ont fait des milliers de victimes et l'atmosphère des grandes villes était parmi les plus polluées du monde. Afin d'apaiser un mécontentement populaire qui s'était traduit sur le plan politique (les principales municipalités étaient passées à l'op-

position), le gouvernement prit des mesures qui ont fait de l'industrie japonaise l'une des plus avancées en matière de normes anti-pollution et d'économie d'énergie. Tokyo met désormais l'accent sur la protection écologique dans les pays en voie de développement : la part de l'aide publique destinée à cet effet s'est élevée à 1,2 milliard de dollars en 1990, soit 12 % du total, et elle devrait atteindre 30 %.

PHILIPPE PONS
Lire la suite et l'article
d'ALAIN ROLLAT page 15

Lire également page 14 le quatrième volet de l'enquête :
La France « écote » : Prohiber maïs ? Non - produire mieux

La nouvelle politique de l'immigration

Forte réduction du nombre des demandeurs d'asile

Le nombre des demandeurs d'asile a baissé de manière spectaculaire entre 1989 (61 000) et 1992 (30 000 attendus), et l'accélération de l'examen des dossiers (50 jours en moyenne) est célébrée par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), à l'occasion de son quarantième anniversaire. Mais cette évolution s'explique aussi par de nouvelles entraves au droit d'asile, sévèrement réglementé.



Lire page 10 l'article de PHILIPPE BERNARD

Des missiles à la casse

Le programme Hadès est définitivement arrêté

par Jacques Isnard

La délégation générale, pour l'armement (DGA) a notifié à son constructeur, le groupe Aérospatiale, l'arrêt immédiat et définitif du programme Hadès de missile sol-sol nucléaire préstratégique destiné à l'armée de terre française. Cette décision a été transmise le 4 juin aux intéressés et elle se traduira par le fait que des missiles Hadès seront mis à la casse, au lieu d'être stockés, comme il avait été annoncé.

A ce jour, la notification de la DGA n'a pas fait l'objet d'une information officielle. Il semble que cette initiative ait été prise par le conseil de défense présidé, le 27 mai, par le chef de l'Etat à l'Elysée, en même temps que la décision d'alléger l'alerte nucléaire à laquelle est en permanence soumis tout le dispositif nucléaire et dont M. François Mitterrand vient de fixer les nouvelles astreintes.

Lire la suite page 13

L'Asie centrale aux enchères

Le déclin russe dans les Républiques musulmanes de l'ex-URSS, riches en pétrole, ouvre une zone de turbulence

ACHKABAD
(Turkménistan)

de notre envoyé spécial

Six mois après la « mort » de l'URSS, la question se pose toujours : qui peut prendre la relève de l'« ours russe » dans ses six Républiques musulmanes, occupant ce qui devient un immense vide stratégique aux confins de la Chine et du Moyen-Orient ? Vu du Tur-

kménistan, la seule République d'Asie centrale frontalière de l'Iran, il s'agit clairement d'une course entre Téhéran et sa rivale de toujours, la Turquie. A défaut de frontières communes, les Turcs partagent en effet avec ces Etats - à l'exception du Tadjikistan persanophone - une parenté ethnique et une langue presque commune. Avantage qu'ils ajoutent à celui d'être, en tant qu'Etat laïc, poussés par les Américains, à la diplomatie ici très active,

comme antidote d'une influence iranienne. A Achkabad, ville sortie du désert et typiquement soviétique, à 50 kilomètres de la frontière iranienne, le premier magasin étranger à avoir ouvert ses portes est turc. Il vend, en dollars, à quelques privilégiés, des produits apportés par avion, par-dessus l'Iran ou l'Afghanistan.

SOPHIE SHIHAB
Lire la suite page 4

Montand, et lui seul

« IP5 » est le cinquième film de Jean-Jacques Beineix et le dernier d'Yves Montand. Souvenirs et regrets, à la pelle

par Danièle Heymann

Raison garder. Ne pas se laisser submerger par les souvenirs et les regrets. Savoir que Montand, là, sur l'écran, ne vit pas sa mort, mais la joue, et qu'un acteur qui joue sa mort, vit sa vie. Voir IP5 (1), le nouveau film de Jean-Jacques Beineix, pour ce qu'il est, un grand chrono naïf, mitonné à l'air du temps. Sentimentalement écologiste, d'une philosophie assez naïve mêlant dans un magma poético-sylvestre les élans anachroniques du « new age », les thérapies « fraternalistes » d'un éphémère ministre de la ville, et l'utopie attendrissante d'une possible réconciliation entre les générations.

Jean-Jacques Beineix est un auteur. C'est-à-dire qu'il a un univers à lui, en l'occurrence hyper-réaliste, ultra-coloré, à la fois sincère et maniéré. Il est l'objet d'un culte branché sur le courant alternatif. On l'aime (à retardement) pour Diva, on le déteste pour la Lune dans le caniveau, on l'adore pour 372 le matin, on l'ignore (à tort) pour Roselyne et les lions, très belle et pure réflexion sur le danger, sur le fatal attachement de l'artiste à sa cage, à son public. Jean-Jacques Beineix est un auteur, c'est-

à-dire qu'il raconte sous des masques divers, toujours la même chose, une quête, une aspiration, une recherche, le plus souvent vouées à l'échec, à la folie, à la mort.

Mais la tragédie, quel que soit le thème choisi, n'est pas son fort. Quels que soient les auteurs qu'il adapte, Delacour, David Goodis, Philippe Djian ou Jacques Fogasse, il se les approprie avec une énergie enfantine, il repointe les maisons et les coeurs, il fait glisser sous des cieux trop bleus ou trop noirs des bagnoles rutilantes, toujours cantonnées dans le rôle flatteur mais lassant d'instruments du destin, il s'obstine à saupoudrer ses drames d'une pincée d'humour lourd, un peu flamand, dirait-on. Mais bon, les auteurs, finalement, y en a-t-il tellement ?

Son IP5, donc, est une quête, le parcours initiatique d'un beau tagueur têtard et d'un petit rapper black, accessoires humains très mode, pêchés aux marges de la grande ville.

Lire la suite page 16

(1) IP5 : 1 pour IP, P pour psychédélique. Les psychédéliques en question dans le vieux arabe. Quant au chiffre 5, il signale que le film est le cinquième réalisé par Jean-Jacques Beineix. Frédéric Fétini a usé du même code pour son 8 V.



Oriana Fallaci

INCHALLAH

«...est Goya... madame... à merveille... terreur et...»
J. J. Balon / Le Figaro
« Fallaci... un nouvel... au courage...»
A coups de mots virevoltants, puissants, violents et beaux...
Catherine Arvillaz / Lire

GALLIMARD

Le débat sur le traité de Maastricht

- Les critiques d'un groupe d'économistes allemands page 7
- Les Verts français divisés page 8
- Essai de compromis au Sénat avec le gouvernement page 8

Les combats en Bosnie-Herzégovine

Selon M. Boutros-Ghali, la situation humanitaire est « désespérée » page 4

Chômage et maladie

Une enquête auprès des missions locales pour l'emploi des jeunes page 20

Euro 92

La surprise danoise au championnat d'Europe de football page 15

SANS VISA

La bataille du Horn

A Saint-Servan, près de Saint-Malo, un musée raconte l'histoire des hommes qui, au-delà du détroit de Magellan, fréquentèrent le cap où se heurtent l'Atlantique et le Pacifique.

Peuples : le dernier Eldorado des Yanomanis « Paroques : Fauves de Collioure » La table « Jeux » pages 27 à 34

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 26

A L'ETRANGER : Afrique, 450 DA; Asie, 500 Y; Europe, 200 M; Amérique, 200 \$; Australie, 40 F; Canada, 2,25 \$ CAN; Asie-Pacifique, 9 F; Océanie, 450 F CFA; Danemark, 14 KR; Espagne, 100 PTA; Grèce, 500 Dr; Hongrie, 200 H; Italie, 2.000 L; Japon, 100 ¥; Norvège, 140 Kr; Pays-Bas, 2,75 F; Portugal, 170 Esc; Suède, 450 F CFA; Suisse, 15 RSB; Taiwan, 150 NT; USA (NY), 25 \$; USA (autres), 250 \$.

DÉBATS

Culture

L'immense minorité

par Jack Ralite

Samedi 13 juin, de 14 heures à 24 heures, par de La Villette, les États généraux de la culture avec trois cents artistes et écrivains donnent un réajustement de printemps de la création et de la culture à l'intention des professions artistiques et de leurs publics.

Ce sera une fête du sens, de la vie, menant l'apprit à la chose, choisissant les nouvelles contre la routine, la prévision, comme dirait Delteil, contre les pilules verbales, les arts contre leurs retoucheurs, les femmes et les hommes contre le mercantilisme dominant, le cadre créateur contre les statistiques et les bilans fatalisant des «comptables supérieurs» qui ne connaissent pour gérer que le réalisme du statu quo.

En trente lieux, de la Grande Halle au canal, les États généraux offriront «créations artistiques» et «paroles citoyennes». On sait que ce mouvement original et libre, dont la devise pourrait être «ensemble, chaque restant soi», s'est inventé en 1987 quand l'argent devint une nouvelle vertu publique bissant en profondeur la culture et les hommes.

En ces temps de recherche de nouveaux commencements, ce côté-à-côté artistique a su se donner une nouvelle intelligence et des façons d'être et d'intervenir qu'il a mises en œuvre dans les régions de France, mais aussi à Santiago du Chili, Bogota, Lausanne, Prague, Lisbonne, Bologne, au Parlement de Strasbourg, à Moscou, Berlin, Cotonou, Brazzaville, et à Chantelle, village de l'Allier dont la

population quasi unanime refuse lucidement, dès 1987, le règne de la publicité qui donne toujours l'avantage au travail plus connu sur le travail mieux fait.

Ainsi ce 13 juin à la Villette, le sursaut éthique de 1987 continuera, plus fort, plus résolu, plus décidé à se dégager de ceux dont François Mauriac disait : «Il y a du litot dans ces hommes-là».

Des professions menacées

Non qu'il ne faille pas de l'argent. Il en faut. L'argent remplit une vraie fonction quand il finance la création artistique. Le marché est un mécanisme efficace, mais Octavio Paz le note : «Il n'a ni conscience ni miséricorde».

En ce printemps 1992, au milieu de journées étonnantes de la science, de la poésie, du cinéma, de la musique qui deviennent ainsi reines d'un jour, il y a ce que j'appellerai «les brûlés de la culture».

Au cinéma, un film peut être produit et pas distribué. En littérature, un livre édité peut connaître le pilon rapide. En chanson, une jeune voix mise en télévision et en radio est souvent jetée au mois plus tard. En musique, un instrumentiste est obligé de plus en plus de mimer son jeu sur le petit écran; quelquefois, il doit même abandonner sa place à un figurant mimant son mime. Une jeune compagnie de théâtre ou de danse louange dix jours dans des salles off, minuscules et pleines, est trop souvent laissée ensuite sans lendemain. La profession du spectacle dans son ensemble est menacée d'être redéfinie : elle était spécifi-

que ; elle deviendrait atypique et dans cette muse réclamée par le CNPP, les ASSÉDIC seraient brisés dans leur principe et minorés dans leur taux.

Il y a plus grave. Considérons la seule télévision qui regarde le peuple entier. Là, se sont constitués des groupes importants pour rivaliser avec l'étranger. Mais ils ne concernent avant tout que la distribution et la publicité, laissant la production d'images aux Américains et la fabrication des matériels électroniques aux Japonais.

TF 1, Canal Plus, les câblo-opérateurs, Gaumont-Pathe «remarqués», ont pour objectif essentiel de disputer aux Américains des parts de marché de distribution, mettant la production française en état de survie, la technique française aussi comme le prouvent les difficultés du D2-Mac.

Des lunettes et des livres

L'argent, roi de la presse, de la Bourse, de la télévision, veut le devenir du subconscient avec l'art comme décoration.

Bien sûr qu'il se passe des choses plus positives. Il y a notamment une floraison de jeunes talents créant artistiquement l'insaisissable. Il y a une législation française considérant la culture de Beaumarchais jusqu'à aujourd'hui.

Bien sûr qu'il y a des mutations-révolutions qui obligent, en science, dans la production, en politique, dans l'intimité des individus, dans l'art (Paul Valéry et Walter Benjamin ont annoncé, il y a longtemps, «des changements très profonds dans l'antique industrie du

beau»), tout cela constituant un monde qui devient une intercommunication des multiples, un peu à la manière de Cunningham, substituant au danseur étoile centre du ballet et soutenu par lui, un ballet où chaque danseur devient centre.

Bien sûr que nous sommes avec «la culture de flos» (images et sons) comme à une fracture dans l'histoire culturelle de l'humanité qui ne connaissait jusqu'ici que «la culture de stocks» (les autres disciplines).

Mais précisément, il faudrait des élan, renoncer aux voix cérébrales d'hier pour aborder ces questions du présent-avenir, coopérer avec l'ennemi et massivement par dialogues, hybridations, co-évolutions, accroissements d'échanges culturels entre États, entités, politiques, ethnies, spiritualités, arts.

Un ministre slovaque polémiquait récemment avec un de ses collègues ébloui par le capital pour tout dire à l'égard de l'Europe slovaque : «Je ne suis pas d'accord que le livre est une marchandise comparable aux lunettes. Les lunettes sont produites pour qu'on lise les livres».

À La Villette, on parlera beaucoup des lunettes et des livres dans neuf débats où se confronteront artistes et chercheurs. Les États généraux ont d'ailleurs dès 1987 mis en avant l'idée neuve et capitale d'une responsabilité publique et sociale en culture.

Pour cela, il faut d'abord renoncer à la politique de ces marins qui restent à quai, les yeux tournés vers la seule et immédiate rentabilité financière, et ne décident pas le départ vers la haute mer.

Il faut ensuite faire vivre la res-

ponsabilité publique et sociale autour d'un ensemble de finalités, comme l'aude de la création, l'élan du pluralisme, l'obligation de production, la maîtrise de la distribution, l'about d'un large public, la nécessité de la coopération internationale, le tout traité en transparence selon les règles de la démocratie, et avec pour référence, l'efficacité sociale.

Il faut encore un secteur public fort et profondément renoué, un secteur privé renoué à l'affairisme (aujourd'hui la France doit s'opposer au GATT, à la préférence américaine de faire de la culture une marchandise), un vaste et nouvel espace public, et en Europe, la clause de la législation culturelle la plus avancée.

Cauchemar commun

Il faut enfin, et les États généraux n'ont cessé de le faire, agir sur tous les problèmes culturels et en tous lieux de la «pompe ronde» comme dit Claudel de son Tarte. C'est ainsi que depuis le traité de Rome, grâce au «Train nommé Culture», en 1989 pour la première fois, une directive européenne a été retirée par la Commission de Bruxelles. La France et l'Europe, toute l'Europe sans exception, ont besoin de ce mouvement multipolaire pour les libérer des dogmes financiers et mettre les femmes et les hommes au centre de tout. C'est un immense travail-processus, une somme d'actes concrets de coopération.

Je ne saurais, évoquant l'international, rester muet sur la question du Sud-Nord. Le Sud doit être

débuté, entendu. C'est du Sud-Amérique latine qu'Edouardo Galeano, en 1988, aux États généraux de la culture à Santiago, s'est écrié : «Nous sommes contre la médiocrité comme destin. Nous voulons nous compromettre avec la personne humaine». Depuis, il est allé plus loin. Traitant des «pays socialistes et du Nord capitaliste, il leur trouve un cauchemar commun : «Le développement qui méprise la vie et adore les choses».

Il se demande si cela mérite les vies du Sud. C'est un cadeau de pensée du Sud de portée historique.

Dans un de ses ouvrages, Claudel parle de voyageurs d'un train du début du siècle. Ils sont de deux catégories : ceux de la banquette avant et ceux de la banquette arrière. Les premiers découvrent le paysage une fois qu'il est dépassé et se contentent de porter des jugements. Les seconds reçoivent les escaliers et voient le paysage se former avec leurs regards comme co-auteurs, bref se mêlent au monde qui vit.

C'est cela que nous ferons à la Villette, une véritable pétition d'humanité agissante, pensante, aimante, ayant à l'esprit cette dédicace d'un poète à une dame qui trouvait son écriture trop difficile : «L'immense minorité».

Jack Ralite est ancien ministre. Auteurs des États généraux de la culture, il est maire (PCF) d'Aubervilliers.

TRAIT LIBRE



EN février, dans un entretien à l'Express, M. Jack Lang déclarait que le comportement des médias pose, au-delà de la polémique, un véritable problème de civilisation. Évoquant certains graves dérapages des médias, il invitait les journalistes à une réflexion collective. «Il faudrait, disait-il, que les médias se dotent de vraies règles du jeu. Ce sont les journalistes eux-mêmes qui devraient les fixer pour protéger les libertés individuelles, celles de la presse comme celles des citoyens. Je rêve d'un nouveau Beuve-Méry qui s'écarterait : «Ça suffit. Pour l'honneur de notre

Démocratiser les médias

par Jean Schwob

métier, nous devons nous auto-organiser».

M. Lang a eu parfaitement raison de rappeler l'importance du rôle joué dans la presse d'aujourd'hui, la seconde guerre mondiale par Hubert Beuve-Méry en incarnant des valeurs d'indépendance, de rigueur, de probité et de lucidité qu'on célèbre d'autant plus aujourd'hui dans les milieux de l'information que ceux-ci s'en inspirent de moins en moins.

La télévision, à l'expansion étonnante, est à la tête de la médiation avec le pouvoir de dicter sa norme à la presse écrite et de faire de quelques-uns de ses journalistes des ambassadeurs à la redoutable puissance.

Les hommes politiques supportent mal ce pouvoir médiatique qui les dépasse quelque peu de leur. Mais qu'ont-ils fait pour contrebalancer cette évolution si peu démocratique et accomplir leur principal devoir en matière d'information : défendre précisément «le droit à l'information» des citoyens comme leur «droit à l'expression»? Le respect de ces droits aurait exigé des pouvoirs publics une défense beaucoup plus vigoureuse. L'absence de médias, cette dernière exigeant elle-même l'adoption d'un statut des journalistes assurant leur indépendance et leur participation collective aux décisions importantes dans les entreprises d'information.

L'appel du général de Gaulle

Les journalistes se sont battus longtemps pour cette démocratisation de l'information, promise à la Libération. Ceux du Monde parvinrent dès 1951 à obtenir des propriétaires une large participation aux décisions importantes. En 1967, une trentaine de sociétés de rédacteurs créées sur le modèle du Monde constituèrent une Fédération française des sociétés de journalistes qui, grâce à l'appui du général de Gaulle, obtint du gouvernement la création d'une commission dont le rapport concluait : «Chaque entreprise d'information devrait adopter un statut interne organisant un droit de regard du personnel et notamment des journalistes sur les décisions majeures touchant la vie du journal».

Le successeur du général de Gaulle mit ce rapport au placard et soutint l'OPA de Robert Hessant sur Paris-Normandie dont l'indépendance était défendue par sa société des rédacteurs. C'en était fini de ce mouvement, pour des années. Toutefois et à l'initiative des socialistes tentèrent bien, en

1984, de faire reconnaître par la loi les équipes rédactionnelles dans chaque entreprise d'information, mais l'opposition annula cette loi dès son retour au pouvoir en 1986.

Le règne du veau d'or

Le règne du veau d'or s'installait dans un Occident grisé par la prospérité. Avec l'effacement de l'ennemi du mal, l'avenir paraissait assuré à jamais par le système libéral. Cette vision n'a guère duré, la guerre du Golfe ayant créé davantage de problèmes qu'elle n'en a résolus.

Parfois manquent désespérément une vision éthique et mondiale des problèmes et une volonté réelle de s'en inspirer dans l'action; une vision également écologique ou plus exactement cosmique, c'est-à-dire tenant compte de la terre dont nous sommes faits et qui se vit propre.

Le monde est donc la responsabilité de la plupart des médias, dont les structures comme la vision sont largement archaïques et paternalistes, et qui, par connivence ou soumission, continuent trop souvent à s'exprimer dans une langue de bois, comparable à celle de nombre de politiciens. Elle permet en fait de justifier, entretenir et même renforcer dans le monde cette sorte d'apartheid économique et social qui persiste entre le Nord et le Sud.

Une réflexion et un débat national s'imposent sur ce grave problème de l'information. M. Jack Lang l'a demandé aux journalistes, sachant sans doute qu'il ne pouvait lancer ce défi à personne d'autre. En tout cas pas aux maîtres actuels de l'information nullement disposés, en dépit d'échecs et de déficits qui se multiplient, à accepter une démocratisation qui limiterait leur pouvoir absolu. Denis Pélissier-Deville, président de la Fédération française des sociétés de journalistes (FFSJ) et moi-même, fondateurs et présidents d'honneur de cette fédération, avons décidé de relancer ce débat en réactivant cette fédération afin qu'elle reprenne, avec un bureau renouvelé, l'effort entrepris il y a vingt-cinq ans.

Nous allons prendre contact avec toutes les sociétés de journalistes afin de préparer, avant les législatives de mars 1993, un débat de l'automne prochain, une assemblée des sociétés de rédacteurs et journalistes pour un débat national sur l'information.

Notre objectif est de mettre au point des projets concernant les nouvelles structures à promouvoir et de nouvelles règles du jeu. Des pro-

jets qui seront discutés ensuite avec toutes les organisations de la profession (syndicats de journalistes, commission de la carte, Reporters sans frontières, etc.) et avec les associations de personnes qui sont proches de nos sociétés et bien entendu avec les directeurs des entreprises d'information d'intérêt général.

Un projet de statut pourrait être envisagé qui s'inspirerait de celui qui fut élaboré en 1972 par la FFSJ et qui prévoyait de réserver l'aide publique à l'information, aux seules entreprises de presse, dites d'intérêt général; celles qui consacrent pour une large part (50 % au moins) à l'information politique, économique, sociale et culturelle du public, qui tirent une part substantielle (40 % au moins) de leurs ressources des produits de la vente des documents et de souscriptions ou collectes publiques et qui assurent effectivement la participation des journalistes aux prises de décision touchant la mission actuelle de la presse.

Pour une nouvelle Cinq

La même assemblée devra aussi rechercher ce que doit être l'information de demain. Car ce n'est pas tant de déontologie, telle à la crème d'hier, qu'il faut parler désormais, que de la démocratisation des entreprises d'information et d'une vision lucide et courageuse de l'information moderne.

C'est égard, une mesure spectaculaire pourrait être immédiatement prise à propos de La Cinq. Le président du CSA a annoncé qu'il allait lancer un appel d'offres pour les émissions diurnes de La Cinq. Il faudrait surseoir à toute décision avant que la Fédération française des sociétés de journalistes en cours de relance soit saisie d'un projet de candidature et offre aux journaux dont les équipes rédactionnelles participent aux décisions importantes de la presse.

La nouvelle Cinq serait autonome et financée en grande partie par les citoyens eux-mêmes et les associations civiles de toutes sortes qui s'efforcent de constituer un tissu de solidarité mondiale. Que risque-t-on à tenter un tel pari? N'aurait-il pas cet avantage précieux de dépolitiser l'information? La Cinq et de lui enlever sa présence actuelle?

Jean Schwob est fondateur et président d'honneur de la Société des rédacteurs du Monde, de la Fédération française des sociétés de journalistes.

le mur de Cartier

ORGANISENT

UNE VENTE DE BIJOUX ET OBJETS

"HORS COLLECTION"

À PRIX EXCEPTIONNELS

AU PROFIT DE LA

CROIX-ROUGE FRANÇAISE

SAMEDI 13 JUIN

DE 9H À 18H30

ET

DIMANCHE 14 JUIN

DE 10H À 16H30

À PARIS, PAVILLON KLEBER, 7, RUE CIMAROSA, 16'

À PARIS, HOTEL LUTETIA, 45, BD RASPAIL, 6'

À NICE, HOTEL PLAZA CONCORDE, 12 AVENUE DE VERDUN

À LYON, PALAIS DU COMMERCE, PLACE DES CORDELIERS

À STRASBOURG, CIAL, QUARTIER DU WACKEN, 31 RUE JEAN WENGER VALENTIN

À RENNES, HOTEL ALTÉA, PARC DU COLOMBIER, RUE DU CAPITAINE MAIGNANT

LE PROFIT DE CETTE VENTE SERA VERSÉ

À LA CROIX ROUGE FRANÇAISE POUR SES ACTIONS AU BÉNÉFICE DE L'ENFANCE MALHEUREUSE

هكذا من الجدل

ÉTRANGER

La Thaïlande à la conquête de l'économie cambodgienne

Plaçant leurs pions dans l'industrie, le tourisme, les mines ou la banque, les hommes d'affaires de Bangkok sont devenus les principaux partenaires commerciaux de leurs voisins

BANGKOK

de notre correspondant

Ancré à la hauteur du ministère des affaires étrangères, My Pacific Queen, navire de 130 mètres de long réaménagé en hôtel flottant, a ouvert ses portes le 16 mai. Il est équipé pour recevoir la télévision par satellite et compte 130 chambres, une piscine, des restaurants, une discothèque et même une salle de conférence qui pourrait, le cas échéant, être transformée en casino. Son propriétaire, M. Olarn Asawachitkul, un Thaïlandais, projette d'aménager deux autres bateaux en hôtels flottants. Il deviendrait ainsi, avec 600 chambres, le premier hôtelier de Phnom-Penh.

M. Olarn, du groupe Bangkok, a déjà repéré le My Calhoun, un navire de ligne chypriote de 224 cabines, pour le prix d'environ 20 millions de dollars. M. Olarn a aussi des intérêts dans SK Air, une compagnie aérienne qui relie Bangkok à Phnom-Penh. SK Air est une société mixte, mais les deux principaux associés de M. Olarn sont thaïlandais : MM. Ekachai Burapachai, spécialiste du matériel lourd, et Sompon Sahawit, du groupe Vana-

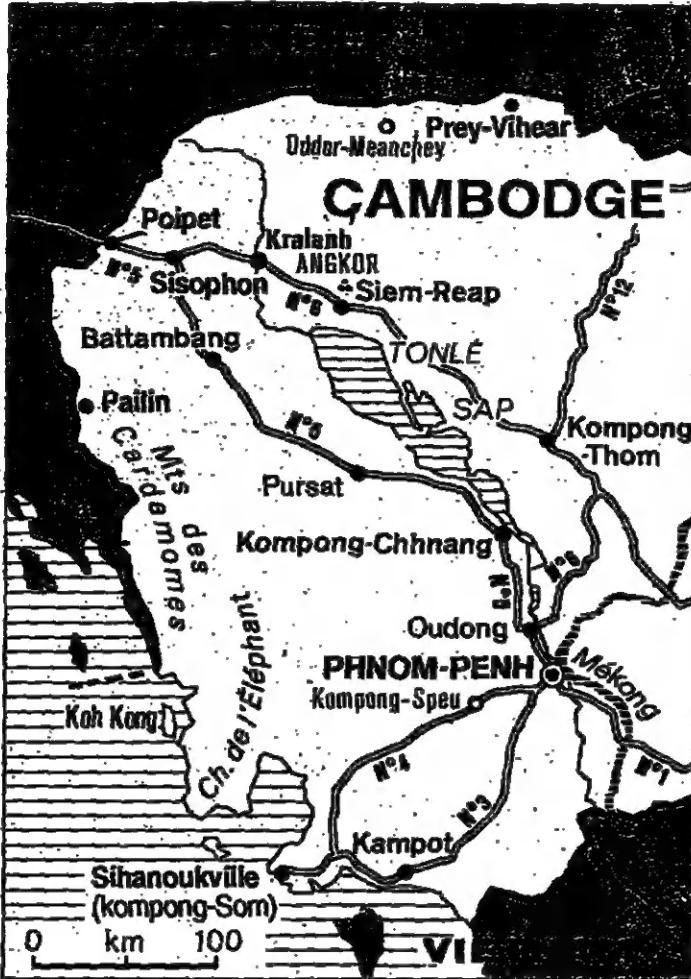
SK Air a obtenu, en novembre, l'autorisation de gérer, après l'avoir racheté, le Grand Hôtel de Siem Reap, à proximité des temples d'Angkor. Moyennant un investissement de 20 millions de dollars, la capacité de l'hôtel pourrait être portée de 60 à 300 chambres. Ce réseau d'hôtels, SK Air, qui songe à exploiter également la ligne Phnom-Penh/Siem Reap, et Olarn Travel, une agence de tourisme qui porte le nom de son propriétaire, entendent coopérer étroitement.

M. Sompon Sahawit, propriétaire du contreplaqué dans l'est thaïlandais, possède des concessions forestières au Cambodge. Il envisage de construire à Koh Kong, juste en face de la province thaïlandaise de Trat, un complexe balnéaire doté d'un casino.

Aviation et tourisme

La presque totalité de Koh Kong a été l'un des passages privilégiés, ces dernières années, de la contrebande entre la Thaïlande et le Vietnam à travers le Cambodge ; mais les trafics y ont perdu de leur importance avec l'établissement de barrières douanières, en 1991, entre le Vietnam et le Cambodge, ainsi qu'avec la désactivation du port, mieux équipé, de Kompong Som, redevenu Sihanoukville.

L'essentiel du trafic entre la Thaïlande et le Cambodge passe, depuis sa réouverture officielle, par le route, qui relie le port frontalier de Poipet, transformé aujourd'hui en vaste marché, et la ville cambodgienne de Battambang via Sisophon. Depuis mars, un bataillon du génie thaïlandais remet en état cet axe commercial également



utilisé pour repartir, dans le cadre d'un programme des Nations unies, la plupart des réfugiés khmers regroupés dans des camps en Thaïlande. Un autre bataillon thaïlandais a déminé les abords de la capitale.

Un autre groupe thaïlandais, Fudsa Corporation, déjà propriétaire de deux usines textiles au Cambodge, restaure le bâtiment et rééquipe la tour de contrôle de Pochentong, l'aéroport international de la capitale. Fudsa, qui hérite de la gestion de l'aéroport, prévoit d'investir 20 millions de dollars pour développer Pochentong d'un centre commercial, d'une antenne bancaire et d'un centre d'affaires. Le magasin hors taxes est déjà géré par la société thaïlandaise Downtown Duty-Free pour le compte de TAT, l'autorité thaïlandaise en matière de tourisme.

M. Udom Tantiprasongchai, directeur exécutif de Fudsa, a également une participation dans la troisième compagnie aérienne qui relie Bangkok à Phnom-Penh depuis début mai : les parts de Cambodia International Airlines (CIA), société de droit cambodgien, sont détenues pour 70 % par des Thaïlandais (outre M. Udom, MM. Pairoit Pimpongarn, spécialiste de l'immobilier, et Swadi Hor-roonruang, un baron de l'acier). Les 30 % restants sont entre les mains de Cambodgiens.

à ouvrir une branche à Koh Kong. De son côté, la Thai Farmers Bank a créé, début avril, toujours en association avec la Banque nationale du Cambodge, la Cambodia Farmers Bank - dont une société de holding enregistrée en Thaïlande, Cambodia-Thai Co, dépendant de la Thai Farmers Bank, détient 90 % des parts, le reste revenant à la Banque nationale du Cambodge.

Les Thaïlandais sont également très actifs dans les zones frontalières de leur pays et sous le contrôle des Khmers rouges. Les mines de pierres précieuses de Pailin sont exploitées par cinq sociétés de Thaïlande. Six autres firmes ont des concessions forestières chez les Khmers rouges. Entre-temps, les produits thaïlandais inondent les marchés du Cambodge. Et la Petrol Authority of Thailand a déjà obtenu, à la mi-mai, la distribution exclusive de carburants dans la province de Koh Kong. Elle envisage de négocier des accords de même nature dans d'autres villes frontalières ainsi qu'à Sihanoukville et à Phnom-Penh.

Présence massive à l'Ouest

Les Thaïlandais ne sont pas les seuls à s'intéresser au Cambodge. Les Chinois d'outre-mer, dont certains sont d'ailleurs originaires de Phnom-Penh, sont également très actifs. En outre, des dizaines de milliers d'immigrés vietnamiens y constituent la communauté étrangère la plus importante. Mais, faute de capital et par prudence, les Vietnamiens n'investissent pas au Cambodge. Ils n'y exercent que de petits métiers, de la pêche à la maçonnerie, du commerce ambulatoire à la mécanique.

Les Thaïlandais, en revanche, ont réussi, en l'espace d'un an, à s'imposer, notamment dans l'Ouest. Les premiers, ils ont constitué, parmi toutes les factions cambodgiennes, un solide tissu de relations. Une dizaine de milliers d'entre eux résident déjà à Phnom-Penh où les cours privés de langue thaïlandaise sont les plus prisés après l'anglais et le français. Le baht thaïlandais est un moyen d'échange apprécié dans l'Ouest du pays, et même à Phnom-Penh. En outre, les Thaïlandais passent pour les principaux spéculateurs fonciers à Battambang. Dans la capitale ils sont, de loin, les étrangers les plus dynamiques.

Mais il leur arrive aussi de commettre des bévues : alors commandant suprême des forces armées thaïlandaises, le général Suchinda Krapayoon avait bouleversé le protocole, lors de la réception par le prince Sihanouk, à Sisophon le 30 mars, des premiers Cambodgiens revenus de Thaïlande. Il avait fait attendre pendant près d'une heure le prince et ne s'en était pas excusé. Quelques mois plus tôt, Bangkok avait obtenu qu'un de ses généraux s'installât au palais royal à Phnom-Penh.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, la Thaïlande avait dû rétrocéder les provinces occidentales de Battambang et de Siem Reap, qu'elle avait annexées pendant l'occupation japonaise. En 1962, Bangkok avait rendu à Phnom-Penh, à la suite d'un jugement de la Cour internationale de justice, le temple frontalier de Prea Vihear, datant du VIII^e siècle et l'un des joyaux de l'art khmer. A la suite d'un accord entre Phnom-Penh et Bangkok, ce temple est, depuis le début de 1992, de nouveau ouvert aux touristes à partir du territoire thaïlandais. Dans le cadre d'une coopération inter-provinciale, sept sociétés thaïlandaises ont déjà demandé l'autorisation d'exploiter les forêts de la province de Prea Vihear.

Les Thaïlandais estiment qu'ils ne font qu'appliquer la politique, annoncée par Bangkok dès 1988, qui consiste à transformer l'Indochine « de zone de guerre en zone de marché ». Mais ils montrent une telle détermination à s'implanter au Cambodge, surtout depuis l'accord de paix du 23 octobre 1991, que certains se demandent s'il n'en va pas de l'indépendance économique de Phnom-Penh.

SERGE MARTI

JEAN-CLAUDE POMONTI

PAKISTAN : selon un rapport d'Amnesty International

Des opposants sont persécutés dans le Sind

Un récent rapport d'Amnesty International met en lumière des violations répétées des droits de l'homme commises par le gouvernement pakistanais dans le Sind, fief du principal parti d'opposition, le PPP de M^{re} Benazir Bhutto.

Des rafles fréquentes aboutissent à de très nombreuses interpellations et, selon l'organisation humanitaire, les personnes détenues sont « fréquemment torturées », pour leur faire avouer leur implication dans des actes de « terrorisme ». Plusieurs décès se sont ensuivis. Amnesty a eu également connaissance d'exécutions extrajudiciaires.

Des viols de prisonniers sont, par ailleurs, dénoncés. Amnesty possède une liste de six cents

noms d'opposants arrêtés en trois vagues depuis la destitution de M^{re} Bhutto en août 1990. L'organisation estime cependant que les détenus seraient « plusieurs milliers ».

Pour compliquer les recherches des familles, la police procède à de fréquents changements des lieux de détention, au moins dans le cas de prisonniers jouissant d'une notoriété. Tel est le cas de M. Manzoor Hussain Wassan, ancien ministre du gouvernement PPP du Sind.

De nouveaux chefs d'accusation sont souvent prononcés à l'encontre de personnalités à peine libérées, de sorte que leur détention puisse être prolongée, indique encore Amnesty.

EN BREF

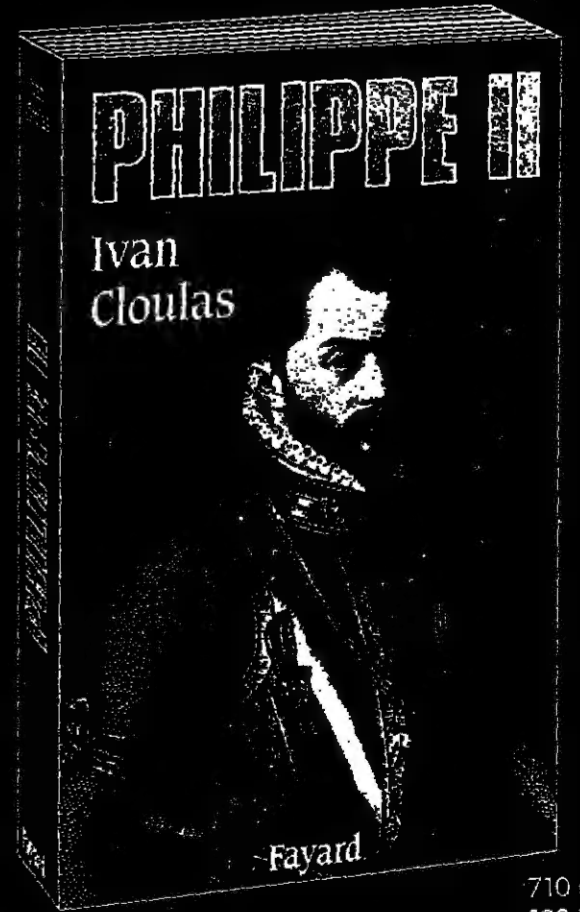
■ CAMEROUN : six manifestants tués dans le Nord-Ouest. - Au moins six personnes ont été tuées, le 6 juin, lors d'affrontements dans le nord-ouest du Cameroun, a-t-on appris jeudi 11 juin, de sources médicales. Ces affrontements, survenus dans la localité de Ndu, non loin de Bamenda, fief de l'opposition anglophone, auraient éclaté lorsque des commerçants ont tenté de libérer de prison des personnes, arrêtées pour ne pas avoir payé d'impôts. Les gendarmes ont alors ouvert le feu sur la foule. - (Reuters).

■ IRAN : le Parlement européen condamne les violations des droits de l'homme. - Le Parlement européen a adopté, jeudi 11 juin, deux résolutions condamnant l'Iran pour sa politique de répression contre toute opposition politique, religieuse ou ethnique. Le Parlement dénonce le recours à la torture, l'application de la peine capitale, les incarcérations arbitraires et les procès à huis clos.

Cette initiative a été prise alors qu'en Iran neuf manifestants viennent d'être condamnés à mort et quatre d'être exécutés (le Monde du 12 juin). - (AFP).

■ SRI-LANKA : plus de quatre-vingt-dix morts au cours de combats dans le nord du pays. - La poursuite de l'offensive de l'armée srilankaise lancée fin mai contre les Tigres libérateurs de l'Elam tamoul (LTTE) a fait plus de quatre-vingt-dix morts, jeudi 11 juin, a annoncé Colombo : soixante-dix séparatistes et vingt et un soldats. La poussée des gouvernementaux s'est poursuivie, dans l'extrême nord de la péninsule de Jaffna, à partir de la petite ville de Tellipalai, récemment reprise aux LTTE. Plus de 15 000 morts ont déjà été enregistrés depuis le début de la « deuxième guerre tamoule », en juin 1990. - (AFP).

L'ESPAGNE maîtresse du monde



Son humanité s'exprime dans le goût de la nature et l'amour des arts. Son règne qu'illustrent de grands peintres, Titien, Greco, célèbre par un Lope de Vega et un Cervantès, inaugure le Siècle d'Or de la civilisation espagnole. L'Escurial, huitième merveille du monde, en est le reflet prestigieux.

FAYARD

هكذا من الإصملى

EUROPE

RUSSIE : la multiplication des jours fériés

« Des vacances, c'est tout ce qu'ils peuvent nous donner ! »

MOSCOU

de notre correspondant

Bien qu'elle n'ait - pas encore - le statut de « fête d'Etat », la journée du vendredi 12 juin devait être fériée dans toute la Russie et, comme un bonheur ne vient jamais seul, les Russes ne travailleront pas non plus samedi. C'est devant l'afflux des lettres demandant une telle célébration que la Soviétique a pris cette décision. Comme quoi le patriotisme rencontre parfois les seules nécessités du repos bien mérité. Il s'agit de commémorer l'adoption, le 12 juin 1990, de la déclaration sur la souveraineté de la République de Russie. Déclaration qui, soit dit en passant, précisait que la Russie deviendrait « bientôt » un Etat démocratique « au sein d'une Union des Républiques socialistes soviétiques renouvelées ».

Mais le 12 juin marque un autre anniversaire, celui de l'élection, en 1991, de M. Boris Eltsine à la présidence de la République de Russie. Les députés, en quai-querne permanente avec le Président, et craignant sans doute que ce dernier n'amalgame un peu trop rapidement les deux anniversaires, ont donc choisi un habile compromis : le 12 juin sera férié, mais pas « officiellement ». Nuance qui a échappé à de nombreux diplomates occidentaux qui s'étaient empressés d'envoyer un télégramme tout ce qu'il y a de plus officiel de félicitation au président russe. Deux manifestations sont toutefois prévues : de jeunes démocrates déposeront, en signe de condoléances, des couronnes mortuaires devant le siège de l'ancien PC, et les anciens communistes, dont les manifestations font désormais partie du rituel de chaque jour de fête, veulent débiter un itinéraire de plusieurs jours pour obtenir un droit de parole à la télévision.

Les bienfaits économiques

Pour les cérémonies officielles et la glorification de M. Boris Eltsine, les Russes ne devront cependant pas attendre longtemps, puisque la « victoire des forces démocratiques » sur les putschistes d'août sera célébrée avec tout le décorum nécessaire : un comité pour l'organisation des festivités a déjà été institué. Compte tenu de l'importance de l'événement, une

seule journée de vacances aurait fait bien mesquin. Ce seront donc les vendredis 21 et samedi 22 août qui seront fériés. Les autorités pourraient en outre décider, comme elles l'avaient fait en mai dernier pour la fête de la Victoire, d'autoriser les gens à ne pas travailler non plus le jeudi, pour « rattraper » ce samedi qui, de toute manière, aurait été un jour de congé. Evident ?

Voilà donc que les Russes découvrent avec délectation cette joie toute latine des petits et des grands « ponts ». D'autant plus que les nouvelles commémorations ne rendent pas caducs des anniversaires plus traditionnels : du 8 mars (Journée des femmes) aux 7-8 novembre (révolution d'Octobre) en passant par la 1^{re} mai (Fête du travail) ou le 7 octobre (Fête de la Constitution). Désireux aussi de ne pas heurter les consciences des chrétiens, les autorités ont, bien entendu, maintenu les fêtes religieuses comme la Pâque orthodoxe. Et qui sait si, demain, les catholiques, dont on vante tant le renouveau et le dynamisme, n'obtiendront pas un « petit quelque chose » pour Noël ou la Pentecôte ? Sans oublier les fidèles des autres Eglises, voire même les citoyens des Républiques aujourd'hui indépendantes de l'ancienne URSS qui pourront revendiquer le droit de célébrer leurs propres fêtes nationales.

Ce serait une erreur de croire aux méfaits économiques de ces congés répétitifs, à leur influence néfaste sur la production. Les plus cyniques diront que cette production, de toute manière, tourne à un rythme si lent, quand elle tourne, qu'elle ne peut subir de quelques jours de vacances de plus ou de moins. Les plus optimistes affirmeront que ces jours fériés sont, en réalité, une chance pour l'économie du pays, car c'est durant ces journées-là que les Russes travaillent réellement. Par exemple en allant dans leur datcha récolter les fruits ou les légumes pour reconstituer des stocks personnels en voie d'extinction. Et puis, comme le dit un vieil habitant de la capitale : « Des vacances, c'est tout ce qu'ils peuvent nous donner ! »

JOSE-ALAIN FRALON

L'Asie centrale aux enchères

Suite de la première page

Une semaine plus tard, à la mi-mai, ouvrait un magasin iranien : il offre chemises, chaussures ou cuistardes transportées d'Iran par une route désormais entrecroisée, et vendues au rouler. Les prix sont légèrement inférieurs à ceux du « marché » local - où les produits manufacturés, importés des autres régions soviétiques, se raréfient à l'extrême - et l'établissement ne désemplit pas. Son gérant, venu du bazar de Téhéran, « rend les routes à son gouvernement », affirme un des policiers qui en filèrent l'entrée à coups de matraque.

L'Iran a en effet ouvert à Achikabad une filiale de sa banque Saderat et donné un crédit de 50 millions de dollars pour l'achat de ses produits. La Turquie, elle, a été jusqu'à 75 millions, mais pour favoriser l'implantation de ses entreprises. Cette rivalité, si elle se limitait à une lutte pour les consommateurs des trottoirs défoncés de la capitale turkmène, éveillerait difficilement les flamboyements du « grand jeu » qui opposait au début du siècle, dans ce « milieu des empires », agents britanniques, commissaires du peuple russes et visionnaires musulmans. Mais dans les couloirs du « palais présidentiel » d'Achikabad (ancien siège du comité central du PC), des hommes d'affaires turcs et iraniens bien sûr, mais aussi américains, argentins, font mystérieusement antichambre. Dans un des cabinets, le conseiller présidentiel, Nazer Souyoumov, défile et repère rapidement une grande carte : le temps d'entrevoir le trait rouge d'un gazoduc.

Car le « grand jeu » qui s'est ouvert en Asie centrale est d'abord celui de la géopolitique et d'oléoducs, dont rêvent ceux qui veulent détourner les richesses de son sous-sol hors du réseau soviétique où elles se « perdent » (elles n'y génèrent pas de devises) et en faisant un passage de nouveaux horizons, bénéficiaires de royalties et surtout des moyens de pression que procure le chantage à la coupe du robinet.

Accessoirement, il y a des histoires de coton et d'autres ressources minières. Les dirigeants de ces pays à économies coloniales en égrenent les listes impressionnantes devant les visiteurs étrangers, comme autant de preuves qu'ils ont affaire à des « Kowalski » du puissance, pour peu qu'ils acceptent d'y investir et de les servir du « trou noir ».

Le Turkménistan est un exemple extrême : grand comme la France avec 3,5 millions d'habitants seulement, il serait le troisième producteur mondial de gaz, dont il ne consomme qu'une infime partie. Le reste alimente la Russie (et, à travers elle, le Caucase), mais déjà plus l'Ukraine, qui a refusé de payer le prix réclamé. Dans deux mois, affirme M. Souyoumov, l'appel d'offres pour son gazoduc de rechange, Turkménistan-Iran-Turquie-Europe, sera prêt. Le projet peut être économiquement rentable, surtout si on le double d'oléoducs pour drainer les importants gisements de pétrole des grands Etats situés plus au nord : Ouzbékistan, où ils viennent d'être découverts, et Kazakhstan, qui a déjà signé des accords d'exploitation avec Elf et Chevron.



Or qui pourrait investir dans une aventure qui, non seulement précipitera le déclin russe, mais qui suppose à la fois que l'on fasse confiance à l'Iran et que celui-ci s'entende avec la Turquie ? Téhéran et Ankara ont approuvé en principe le tracé proposé par les Turkmènes, mais ce ne les empêche pas d'avoir tous deux leurs propres projets. Les Iraniens veulent tout drainer vers leurs installations du Golfe (avec une ramification vers l'Arabie), alors que les Turcs veulent faire passer les canalisations sous la mer Caspienne pour éviter l'Iran, vers l'Azerbaïdjan (leur allié) et leurs propres côtes. M. Souyoumov penche vers l'Iran, qui promet un financement : « L'idée turque ne marchera jamais, dit-il, ce Caucase sera encore en guerre pendant des années. Mais si les Turcs et l'Occident ne comprennent pas où se trouve leur intérêt, j'ai une solution de rechange », lance-t-il, toujours mystérieusement.

La lointaine Europe

Peu après, la presse turkmène s'est mise en effet à parler d'un quatrième tracé du gazoduc : Turkménistan-Iran-Pakistan, vers les marchés en expansion d'Asie. Pakistanaï, Chinois, Indiens et Coréens sont d'ailleurs loin d'être en reste sur ces nouvelles « routes de la soie ». Surout au Kirghizistan et au Kazakhstan, pays autant tournés vers l'Asie que vers la Turquie, et où le turc en usage n'est pratiquement pas compris par un Stanbouliote. Et début mai, le Japon s'y est mis aussi, avec une première visite dans ces deux Etats de son ministre des affaires étrangères. En même temps, Tokyo insistait pour inviter comme observateurs les Etats d'Asie centrale à la réunion à Hongkong de la Banque asiatique de développement. Pourtant ces pays, membres de la CSCE, si artificiel que cela paraît, sont aussi appelés à bénéficier des services de la BERD. Ils sont par ailleurs membres de l'Organisation de coopération économique (OCE), Pakistan, Iran et Turquie, alors que la Turquie avance son propre projet de Banque de développement et que Téhéran propose son « grand marché islamique ».

Alors qui l'emportera, de l'Asie, de l'Europe, du monde turc ou islamique ? Les capitaux

et le « modèle » asiatique font bien sûr rêver les présidents de la région, des communistes parfois reconvertis dans le nationalisme, mais guère dans la démocratie. L'Europe donneuse de leçons leur paraît plus lointaine et moins dynamique. Quand aux pays voisins, ils ont maintenant compris qu'Ankara a certes le désir, mais aucunement les moyens, de les porter à bout de bras, comme ils l'avaient un moment espéré. Ses crédits de 2 milliards de dollars pour l'ensemble des pays n'ont rien de gratuit, et si l'on compte sur les consins, c'est surtout pour qu'ils préviennent, par leur influence culturelle, celle de l'intégrisme à l'iranienne. Des émissions télévisées turques doivent ainsi débiter, cet été, et 10000 étudiants des cinq pays turcophones gagnent à la rentrée la Turquie. Le Turkménistan, notamment, a pris soin d'y inclure 160 étudiants en théologie.

Le danger fondamentaliste est-il pour autant écarté ? L'Iran, malgré ses pétrodollars, n'a pas beaucoup plus que la Turquie à offrir. « S'il décide de financer lui-même les pipelines pour attirer l'or noir d'Asie centrale, l'Iran

amène les présidents à signer, l'un après l'autre, des traités de défense commune avec la Russie. C'est-à-dire avec la puissance coloniale, malgré tout ce que cela a de provoquant pour les populations, et donc de menaçant.

Destinés à « garantir la stabilité des frontières », ces traités signifient-ils que les officiers russes qui resteront sur place à diriger des armées de soldats « autochtones » seront prêts à défendre des dirigeants compromis si les oppositions locales se développent ? Ils n'ont pu en tout cas le faire ni en Azerbaïdjan ni au Tadjikistan, pourtant frontaliers de la Chine, de l'Afghanistan et de l'Iran, et désormais aux mains - complètement ou en partie - des anciens opposants nationalistes ou islamistes.

Conflits internes

Mais ailleurs, on a peut-être vendu un peu vite la peau de l'ours russe : ses militaires gardent toujours les frontières de l'ancien glacis au sud, du moins en Ouzbékistan et au Turkménistan.

BOSNIE-HERZÉGOVINE : arrivée du convoi de l'ONU

M. Boutros-Ghali qualifie la situation humanitaire de « désespérée »

Le convoi de l'ONU, dirigé par le général canadien Louis McKenzie, est arrivé, jeudi après-midi 11 juin, au siège de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) à Sarajevo, après avoir quitté Belgrade la veille. Dans ce convoi se trouvent les observateurs militaires que le Conseil de sécurité a décidé de déployer sur place pour permettre la réouverture de l'aéroport de Sarajevo et la reprise de l'acheminement de l'aide humanitaire.

Le voyage entre Belgrade et Sarajevo a été émaillé de plusieurs incidents. Un « casque bleu » français, atterri par des tirs dans les faubourgs de la capitale de Bosnie-Herzégovine, a été légèrement blessé.

Les observateurs de l'ONU devront se déployer dans les collines surplombant l'aéroport pour y regrouper toutes les armes lourdes et anti-aériennes disposées dans un rayon de 30 km autour des pistes et utilisées par les différentes parties en conflit, selon les accords conclus entre elles, sous l'égide de l'ONU, le 5 juin.

Si cette première phase se déroule correctement, le Conseil de sécurité décidera alors d'envoyer un bataillon d'infanterie de mille hommes pour assurer la sécurité rapprochée de l'aéroport avant la reprise des vols humanitaires et officiels, à l'exception de tous vols commerciaux.

Intervenant sur Radio-Sarajevo, jeudi soir, le général McKenzie a appelé toutes les parties à coopérer en vue de rouvrir l'aéroport de la capitale bosniaque. « Cela comprend l'arrêt immédiat des hostilités », a-t-il

notamment déclaré en ajoutant que l'ONU « ne tolérera pas de nouvelles violations du cesse-le-feu ».

Pour sa part, le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros-Ghali, a qualifié de « désespérée » la situation humanitaire en Bosnie-Herzégovine et dans d'autres régions de l'ancienne Yougoslavie. Il a mis les dirigeants de « toutes les parties » face « aux lourdes responsabilités » qu'ils portent dans le conflit.

M. Milosevic de plus en plus contesté

A Belgrade, les alliés du président serbe, M. Slobodan Milosevic, principalement ceux du Parti socialiste (PSS, ex-communiste), se sont mobilisés, jeudi, pour défendre leur dirigeant, de plus en plus contesté depuis l'entrée en vigueur de l'embargo international contre la Serbie et le Monténégro. L'élection du président de la « nouvelle Yougoslavie » a été reportée au début de la semaine prochaine.

« Les appels à la démission de M. Milosevic relèvent d'une opération de terrorisme politique et annoncent la terreur armée », a déclaré le PSS dans un communiqué.

Une démission du président, réclamée par la plupart des formations de l'opposition démocratique et par une frange de son propre parti (17 députés viennent de faire défection), conduirait, selon le communiqué, « au chaos orchestré depuis l'étranger ». Les socialistes appellent « tous les citoyens patriotes à défendre leurs intérêts nationaux ».

De son côté, M. Vuk Draskovic,

dirigeant du Parti du renouveau serbe, le principal parti d'opposition, a estimé que « malheureusement, les dignitaires serbes ont décidé de renfermer jusqu'au bout et de faire jouer le peu de soutien qui leur reste : les communistes, les fascistes et bien sûr leur télévision ». Pour protester contre l'embargo, plusieurs centaines de taxis ont bloqué, jeudi, les rues du centre de Belgrade. (AFP, AP)

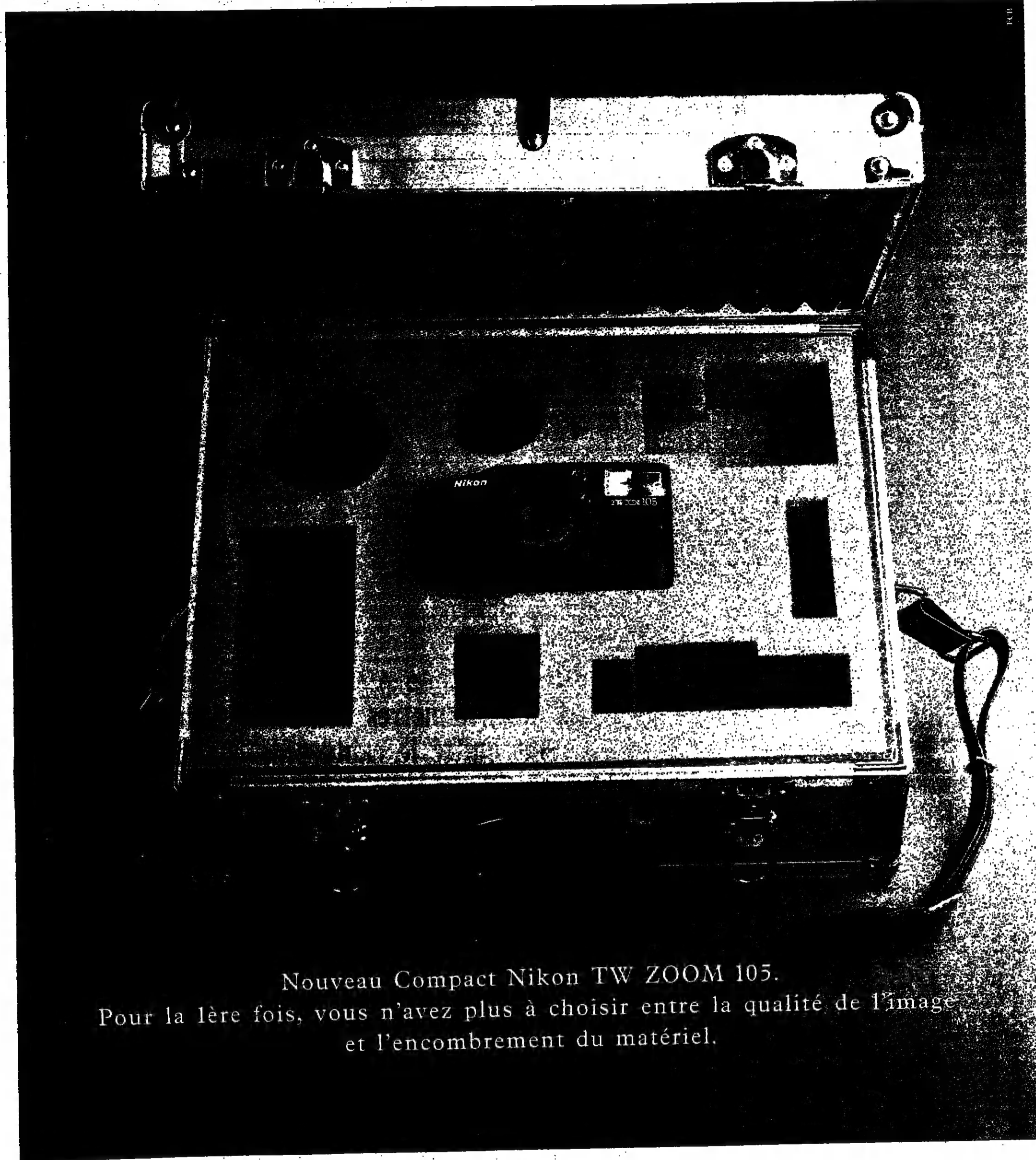
SLOVÉNIE : difficultés économiques. - Le nouveau premier ministre slovène, M. Jazek Drnovsek, a présenté, jeudi 11 juin à Ljubljana, un plan économique mettant l'accent sur la lutte contre l'inflation et sur l'assainissement des entreprises et des banques. Le produit national brut a chuté de 15 % en 1991. (AFP)

GRANDE-BRETAGNE : attentats et alertes à la bombe. - Des alertes à la bombe dans quatre stations du métro de Londres ont paralysé la circulation, jeudi 11 juin en fin d'après-midi. Ces alertes intervenaient quelques heures après l'explosion d'un engin, qui n'a provoqué que des dégâts matériels, à quelques centaines de mètres du Parlement et de Scotland Yard. (AFP, Reuters)

SOPHIE SHIHAB

هكذا من لا يملك

• Le Monde • Samedi 13 juin 1992 5



Nouveau Compact Nikon TW ZOOM 105.
Pour la 1ère fois, vous n'avez plus à choisir entre la qualité de l'image
et l'encombrement du matériel.

*Les très belles images ne sont plus le privilège des appareils reflex. Et la créativité ne se mesure plus en quantité de matériel.
Avec le nouveau Compact Nikon TW Zoom 105, le passionné exigeant accède à la qualité reflex. Avec, en plus, une extraordinaire facilité d'utilisation.
L'âme du compact Nikon TW Zoom 105, c'est son objectif: un 37-105 équipé de verres spéciaux "ED". Une technologie jusqu'ici réservée aux objectifs
professionnels, une pureté d'image jamais vue en compact. Côté mise au point, pas d'erreur possible: un système anti-flou emprunté
aux reflex assure une netteté optimale. Et pour vos images à mettre en lumière, un flash intégré puissant, que ne renierait pas un bon reflex.*



Nikon

Documentation complète disponible en écrivant à Nikon France S.A. 191, rue du Marché Rollay 94504 Champigny/Marne Cedex

EUROPE

TCHÉCOSLOVAQUIE : l'avenir de la fédération

Les négociations entre M. Klaus et M. Meciar sont dans l'impasse

Les vainqueurs des élections en République tchèque et en Slovaquie, M. Vaclav Klaus et M. Vladimir Meciar, se sont de nouveau séparés sans résultat, jeudi 11 juin, à l'issue d'un second round de négociations, à Prague. Ils doivent se revoir dimanche à Bratislava.

PRAGUE

correspondance

« Les négociations ne sont pas allées très loin ». Un euphémisme : « Nous n'avons fait aucun progrès », finira par reconnaître jeudi soir 11 juin M. Vaclav Klaus, chef du Parti civique démocratique (ODS), vainqueur des élections en République tchèque, au terme de neuf heures de négociation avec M. Vladimir Meciar, chef de file du Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS).

Le ton n'est plus à l'optimisme. « Nous avons essayé parce que nous ne voulions pas être accusés de ne pas chercher une solution », dit encore M. Klaus devant la presse. « Nous étions pourtant beaucoup plus souples que la dernière fois sur les idées d'émancipation (des Slovaques) dans le cadre de la Fédération ». M. Klaus n'a qu'un mot à la bouche. « Malheureusement » : « Malheureusement, les divergences des débats n'ont pas évolué à un seul moment, elles sont simplement devenues plus claires ».

M. Meciar, lui, a laissé ses adjoints répondre aux journalistes. L'un des vice-présidents du HZDS, M. Michal Kovac, confirme qu'il souhaite voir la Slovaquie devenir un sujet de droit international, et en particulier être « membre à part entière des organisations internationales telles que les Nations unies ».

« Quand ? » demande un journa-

liste. « Jusqu'à la proclamation de la souveraineté de la Slovaquie et le vote d'une constitution slovaque, nous nous plions à la Constitution fédérale », répond M. Milan Kuzko, vice-président du HZDS. « Quand croyez-vous que nous serons admis aux Nations unies ? », insiste le journaliste. « Ça ne dépend pas de nous, c'est plus compliqué », rétorque l'acteur slovaque, visiblement désarçonné par l'impudence et l'hostilité de la presse, elle-même exacerbée par les déclarations ambiguës et contradictoires du HZDS.

D'un côté, une apparente modération : « Nous ne voulons pas d'une séparation ; nous aspirons à la libre coexistence de deux États souverains », assure M. Kovac. Si l'ODS n'arrive pas à imaginer d'autre possibilité qu'une fédération, le vice-président du HZDS ne voit finalement qu'une solution : le référendum, qui donnerait à chaque citoyen slovaque la possibilité de s'exprimer sur la question d'une union, d'une séparation ou d'une indépendance.

M. Vaclav Klaus restait, quant à lui, fermement sur ses positions : « L'union libre (une union économique et de défense, proposée lundi par M. Vladimir Meciar, lors des premiers entretiens) est une forme étatique qui n'a jamais existé dans l'histoire de l'humanité ». « Il appelle cela un État commun, mais ce n'est pas un État commun », rétorquait M. Miroslav Macek, vice-président de l'ODS.

Un dialogue de sourds. A minuit, jeudi soir, l'essentiel n'avait toujours pas été résolu : « Malheureusement, nous n'avons pas été capables de nous mettre d'accord sur la formation du gouvernement », constatait, amer, M. Vaclav Klaus.

CATHERINE MONROY

HONGRIE

Epreuve de force entre le gouvernement et le président sur l'indépendance des médias

La Cour constitutionnelle a implicitement critiqué, lundi 8 juin, le président de la République qui avait refusé de démettre le président de la radio comme le souhaitait le gouvernement. Irrité par ce refus, le premier ministre avait saisi la cour, le 25 mai, pour qu'elle examine les « compétences » du chef de l'État.

La partie de bras de fer se durcit. Alors que les députés hongrois s'affrontent depuis plusieurs semaines autour du projet de loi sur l'audiovisuel, le gouvernement conservateur accélère son offensive pour se débarrasser des présidents de la radio et de la télévision publiques. Comme toujours en Hongrie, où les gouvernements sont souvent dirigés par d'anciens avocats, ce conflit éminemment politique prend les apparences d'un imbroglio juridique.

Dans la dernière quinzaine du mois de mai, Csaba Gombár, le président de radio, et Elemér Hankiss, son homologue de la télévision, ont été tour à tour convoqués devant la commission culturelle du Parlement pour prouver leur « compétence ». Refusant de cautionner ce « tribunal », M. Gombár a claqué la porte de la réunion après avoir lu une brève déclaration. Le premier ministre a aussitôt affirmé que le maintien en poste du patron de la radio « met en danger le fonctionnement démocratique de l'État hongrois ».

Une crise de la « cohabitation »

La tension est de nouveau montée d'un cran, le 19 mai, lorsque le président de la République, membre du principal parti d'opposition, a refusé de démettre M. Gombár. Une décision qui a humilié les partis du gouvernement. « C'est la plus grave atteinte à la démocratie dans notre pays depuis le blocus des taxis en octobre 1990 », a martelé M. Imre Konyai, le chef du groupe parlementaire du Forum démocratique, le principal parti de la coalition au pouvoir.

L'acharnement contre les présidents de la radio et de la télévision, nommés avec l'approbation de l'ensemble des partis après les élections de 1990, manifeste la volonté du gouvernement de ne plus s'embarasser de formalités

pour faire main basse sur les médias du service public. Inapprouvé et préoccupé par l'échec des législateurs de 1994, le pouvoir cherche à s'approprier les bastions de l'audiovisuel avant l'émergence de chaînes privées.

A défaut de conflit social important dans le pays et de différences majeures entre les partis sur l'économie, les médias sont devenus le terrain de prédilection de l'affrontement politique. Otage de cette surenchère, la presse a du mal à prendre ses distances. A quelques exceptions près, les journaux nationaux sont tendancieux. La télévision, malgré les efforts de M. Hankiss, est largement pro-gouvernementale, et la radio tente, vaille que vaille, de naviguer à vue. Mais le pouvoir est convaincu qu'il est l'objet d'un « complot » et le premier ministre, József Antall, a récemment suggéré la mise en place d'une association pour défendre les « victimes des médias ».

Cette radicalisation des passions, couramment baptisée la « guerre des médias », provoque une véritable épreuve de force entre le gouvernement conservateur et le président de la République. Ce dernier a refusé à plusieurs reprises, depuis un an, de ratifier la nomination de vice-présidents de la télévision et de la radio, proposés par le premier ministre. Irrités, les partis de la coalition au pouvoir ont déjà saisi la Cour constitutionnelle trois fois pour examiner les prérogatives du chef de l'État. Cette crise de la « cohabitation » s'est aggravée après le récent veto émis par le président Gombár à la démission du patron de la radio. Et certains députés de la majorité envisagent maintenant de demander un vote de confiance contre le président de la République.

En l'absence de consensus, le gouvernement, qui estime être malmené par des journalistes nommés par l'ancien régime, n'a pas hésité à invoquer un décret adopté par les communistes en 1974, spécifiant que les médias du service public « travaillent sous la tutelle de l'État ». Toutefois, la Cour constitutionnelle a critiqué, lundi, l'utilisation de ce décret et a appelé le Parlement à adopter, avant le 30 novembre, une loi sur les médias, retardée depuis deux ans.

YVES-MICHEL RIOLS

AMÉRIQUES

PANAMA : incommodé par les gaz lacrymogènes utilisés contre des manifestants

M. George Bush a été empêché de prononcer un discours sur la « renaissance de la démocratie »

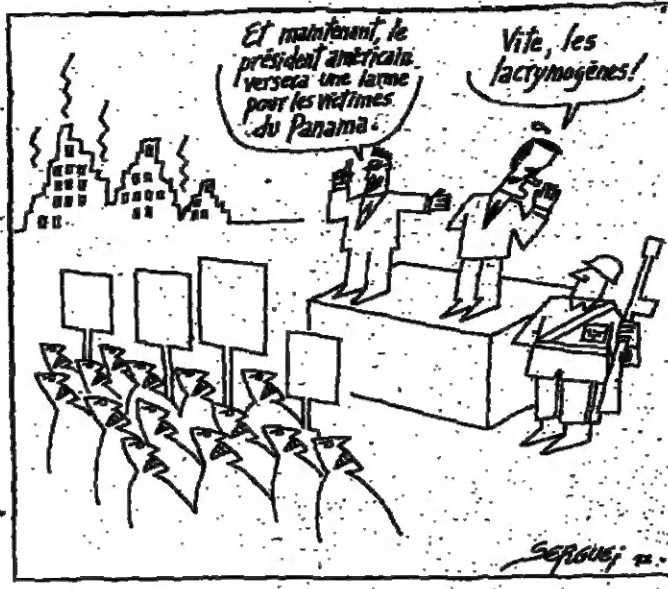
En visite pour quelques heures au Panama avant de se rendre au sommet de Rio sur l'environnement, le président George Bush a dû être évacué de la place centrale de la capitale de ce pays, l'utilisation par la police de gaz lacrymogènes pour disperser des manifestants l'ayant empêché de prononcer le discours prévu sur la « renaissance de la démocratie ».

Tandis que le président panaméen Guillermo Endara accusait « des groupes paramilitaires à la solde du général Noriega » d'avoir provoqué ces incidents, les partis de gauche estimaient avoir pris « une revanche », deux ans et demi après l'intervention militaire des États-Unis.

SAN-JOSÉ (COSTA-RICA)

de notre correspondant régional

Tout indique que les services de sécurité panaméens et américains avaient très nettement sous-évalué le mécontentement de certains secteurs de la population, qui n'ont jamais accepté l'opération « Juste cause » menée par le président Bush, le 20 décembre 1989, pour obtenir l'arrestation du général Manuel Noriega, récemment condamné par un tribunal de Miami pour trafic de drogue. Sous couvert d'organisations clandestines, comme l'énigmatique M-20, des officiers des anciennes « forces



de défense » du général Noriega ont commis de nombreux attentats ces deux dernières années, en particulier contre des soldats américains.

La veille de l'arrivée de M. Bush, un soldat américain avait été tué dans une embuscade sur la route qui mène de Panama à Colon (le Monde du 12 juin). Un deuxième soldat est mort des suites de ses blessures, jeudi. Des rafales de mitraillette avaient également été tirées, à deux reprises, contre la base militaire d'Albrook, où le président américain s'est adressé à ses

compatriotes, après son évacuation de Panama.

Manque de générosité

Malgré les imposantes mesures de sécurité prises pour assurer le bon déroulement de la cérémonie en l'honneur de « l'amitié entre les États-Unis et le Panama », quelques centaines de manifestants avaient réussi à déborder le service d'ordre censé avoir établi un cordon étanche autour de la place

Porras - sous les fenêtres de l'ambassade de Cuba - où le président Bush s'apprêtait à prendre la parole. Pour éviter tout incident, le public avait été soigneusement sélectionné.

Plusieurs organisations d'extrême gauche, étudiants, familles des victimes de l'invasion américaine... et l'ancienne formation du général Noriega, le Parti de la révolution démocratique (PRD), considéraient l'hommage rendu à M. Bush comme une « provocation » et un « affront à la dignité du peuple panaméen ».

Selon le bilan du Pentagone, 314 militaires et 202 civils panaméens ont été tués, ainsi que vingt-trois soldats américains lors l'opération « Juste cause ». Nombreux sont les observateurs qui jugent que le chiffre des morts, notamment civils, a été nettement plus élevé. Si la plupart des Panaméens avaient certes appuyé l'invasion militaire des États-Unis à l'époque et souhaitent le maintien des bases militaires américaines pour des raisons économiques, il est tout aussi vrai qu'ils ont été déçus par le manque de générosité de leur « protecteur » pour les aider à passer les blessures du conflit.

En provoquant délibérément des incidents, l'opposition a voulu exploiter cette attitude ambivalente à l'égard des États-Unis, partagée par des secteurs relativement importants de la société panaméenne.

BERTRAND DE LA GRANGE

VENEZUELA : accusant le chef de l'État de ne pas saisir l'ampleur de la crise

Les deux ministres démocrates chrétiens ont quitté le cabinet de coalition

La tension est soudainement montée d'un cran, jeudi 11 juin, à Caracas. Au milieu de nouvelles rumeurs de coup d'État, le président Carlos Andrés Pérez a annulé à la dernière minute son voyage à Rio-de-Janeiro, où il devait participer au sommet des Nations unies sur l'environnement. Cette décision a été prise peu après l'annonce du retrait de son gouvernement social-démocrate des deux ministres membres du Parti démocrate chrétien.

CARACAS

de notre correspondant

Les deux ministres du COPEI (Parti démocrate chrétien), qui ont démissionné, dont M. Calderón Berti, détenteur du portefeuille des affaires étrangères, étaient entrés au gouvernement le 10 mai pour « faire échec aux menaces de coup d'État », incessantes depuis l'échec du putsch militaire du 4 février.

M. Eduardo Fernández, secrétaire général de COPEI, a lui-même annoncé, avec des accents dramatiques, la rupture de cette fragile coopération entre les deux principales formations vénézuéliennes, également dissidentes aux yeux de l'opinion publique. « Le président n'a pas saisi la nature de la crise que nous traversons », a-t-il déclaré.

M. Pérez apparaît de plus en plus isolé. Il est soumis à de fortes pressions du sommet de démissionner et d'accepter la convocation d'une Assemblée constituante. Considéré comme le chef de file de l'opposition de la société civile, M. Ustáriz Pietri, écrivain et personnalité indépendante respectée - il fut ministre et ambassadeur en France - lui a lancé jeudi un véritable ultimatum.

Abandonné par la direction du Parti démocrate chrétien, liéé par le MAS (socialiste), critiqué au sein de son propre parti AD (Action démocratique), mis en demeure de se retirer par ses deux prédécesseurs à la présidence et par des personnalités militaires, M. Pérez est dans une situation délicate. Les

derniers sondages lui accordent moins de 10 % d'opinions favorables. Il doit en outre affronter la colère de la rue.

De très violentes manifestations ont également éclaté jeudi à Caracas et dans les principales villes de province. Étudiants et lycéens poursuivent, depuis plusieurs semaines, leur harcèlement pour obtenir son départ. Les habitants de nombreux quartiers protestent, de leur côté, contre le manque d'eau. Bilan provisoire des troubles : trois morts et des dizaines de blessés. Plusieurs facultés de la capitale et de l'intérieur ont été occupées par les forces de l'ordre.

L'incapacité des politiciens

Ce climat trouble favorise les rumeurs d'intervention militaire qui se précèdent depuis une semaine. L'armée, divisée, apparaît à beaucoup comme un recours. La majorité des Vénézuéliens sont déchirés entre leur volonté de conserver un régime démocratique et leur espoir - ou leur illusion - qu'une intervention de l'armée par-

mettrait de débarrasser l'imbroglio actuel.

De fait, les forces armées sont déjà au centre d'une crise, dont les deux causes principales sont la dénonciation de la corruption et le rejet des mesures d'austérité adoptées en février 1989, ayant entraîné une baisse sensible du niveau de vie de la majorité de la population. Les partis d'opposition, l'Eglise et le patronat sollicitent eux-mêmes les tentatives « de prendre parti au débat national ».

Le général Ochoa, ministre de la défense, a présidé il y a trois jours une assemblée à huis clos de cinq cents officiers d'active et de réserve. Une réunion houleuse au cours de laquelle a été dénoncée « l'incapacité des politiciens », et affirmée « la nécessité de changements ». Lui-même partisan, sensible à la légitimité mais mis en cause par des officiers subalternes, le général Ochoa a conclu la réunion en déclarant : « [quel] ceux qui veulent le putsch ne comptent pas sur moi ».

MARCEL NIEDERGANG

CANADA

Échec des négociations constitutionnelles

MONTREAL

correspondance

Les négociations entre le gouvernement fédéral et les neuf provinces anglophones du Canada sur la réforme de la Constitution ont pris fin, jeudi 11 juin, sans aucun accord ni calendrier précis sur la suite du processus, qui vise notamment à chercher à dissuader le Québec d'opter pour la souveraineté.

Les négociations ont échoué sur la réforme du Sénat, cheval de bataille des provinces de l'ouest, qui veulent réduire le poids relatif des deux plus grandes provinces canadiennes, l'Ontario et le Québec, dans cette instance fédérale. Les pourparlers n'ont pas davantage abouti sur le droit de veto que réclame le Québec sur tout futur amendement à la Constitution.

L'absence de Québec

Le ministre des affaires constitutionnelles, M. Joseph Clark, a estimé que l'actuel processus de négociations, que le Québec boycotte, « atteint ses limites ». Il

décidera la semaine prochaine de la marche à suivre avec le premier ministre Brian Mulroney. Si Ottawa et les provinces anglophones ne réussissent pas très prochainement à sortir de cette impasse, le gouvernement fédéral rédigera vraisemblablement son propre projet constitutionnel. Il a récemment fait adopter une loi lui donnant les moyens d'organiser un référendum national pour soumettre directement un tel projet à la population.

Le Québec ne participe plus aux pourparlers constitutionnels depuis l'échec, en juin 1990, de l'accord du lac Meech, à la suite duquel le gouvernement du premier ministre provincial Robert Bourassa s'est engagé à tenir au plus tard le 26 octobre 1992 un référendum sur la souveraineté de la province. Cependant, M. Bourassa a récemment réaffirmé qu'il préférerait faire porter le référendum sur des offres fédérales « acceptables » ou, à défaut, sur une formule de « souveraineté partagée », qui éviterait une séparation, tout le coût économique.

CATHERINE LÉCONTE

COLOMBIE : quatre policiers tués par la guérilla. - La guérilla a attaqué un complexe pétrolier, jeudi 11 juin, près de Yopal, quelques heures après la visite du premier ministre britannique, M. John Major, dans cette ville, tuant quatre des policiers qui ont repoussé l'assaut. - (Reuters)

SAN SALVADOR : une mission des Nations unies dénonce la poursuite des violations des droits de l'homme. - En dépit d'une relative apparence de paix civile, une mission d'observateurs de l'ONU a dénoncé, mardi 9 juin, la poursuite des exécutions sommaires et l'impunité du gouvernement à punir leurs auteurs. Elle s'est prononcée pour une réforme en profondeur du système judiciaire, la police et l'armée étant accusées d'avoir recouru à la torture pour obtenir des aveux. - (UPL)

HAÏTI : mise au point du PANPRA. - M. Alix Richard, représentant en France le parti nationaliste progressiste révolutionnaire haïtien (PANPRA), nous écrit pour contester que son organisation ait « rallié » le camp des adversaires du retour du président Aristide et ait « servi une nouvelle fois de marchepied aux ambitions de M. Bézin », le nouveau premier ministre d'Haïti, comme nous l'écrivions dans le Monde du 4 juin. Le PANPRA, affilié à l'Internationale socialiste, a condamné le coup d'État militaire du 30 septembre dernier, et réclame le retour à l'ordre constitutionnel, ce qui implique le retour du président démocratiquement élu, affirme M. Richard. Le PANPRA, qui a obtenu un quart des sièges à la Chambre des députés aux élections de décembre 1990, ne peut, selon lui, se faire le « marche-pied » de qui que ce soit.

VOYAGES... LES GRANDS ESPACES... EXPÉDITIONS... NOMADE... L'AVENTURE... AFRIQUE - MÉDITERRANÉE - YEMEN etc...

Tout Maastricht en 40 pages

سكز (من الجمل)

DIPLOMATIE

Dans un manifeste sur l'union monétaire

Des économistes allemands critiquent le traité de Maastricht

Plus de soixante économistes allemands, parmi lesquels de grandes signatures comme celles du professeur Herbert Giersch, ancien patron de l'Institut de Kiel, ou de Karl Schiller, ancien ministre des finances, ont publié jeudi 11 juin un manifeste qui s'élève contre la démarche adoptée par les Douze à Maastricht. Les signataires ne dénoncent pas l'objectif d'Union économique et monétaire européenne (UEM), mais les moyens choisis dont beaucoup, selon eux, vont à l'encontre du but recherché. M. Theo Waigel, ministre des finances, a répondu aux universitaires que leurs craintes d'une Europe laxiste étaient infondées.

en donnant à la monnaie un rôle moteur. Ainsi les « critères » choisis pour mesurer la convergence des économies avant 1997 ont-ils le double défaut d'être insuffisants pour mesurer la convergence « réelle » des économies (ils ne sont que des indicateurs) et d'être pour-tant trop lâches. La mesure de l'inflation d'un pays, en particulier, devrait être faite en termes absolus (2 % par exemple) et non relatif (pas loin des trois meilleurs pays), comme prévu dans le traité. Le ministre des finances, M. Theo Waigel a assuré que toutes les précautions sont prises dans le traité pour que l'objectif de la stabilité des prix soit atteint. Le respect des « critères » sera sévère et l'Allemagne en fait une question-clé de sa participation.

être très strict, on ne peut craindre qu'ils fassent l'objet d'une appréciation souple car « politique », notamment vis-à-vis de l'Italie.

La Banque centrale européenne n'est pas assurée d'être totalement « indépendante » des gouvernements et la vigueur de sa lutte contre l'inflation s'en ressentira. Le meilleur support d'une banque centrale est en effet la volonté populaire de combattre la hausse des prix. Or, si le traité a bien fixé cet objectif comme prioritaire, il n'existe pas vraiment de consensus au sein des gouvernements comme parmi les opinions. La « culture de stabilité » des Allemands n'est pas encore partagée par tous.

La politique de change (la valeur de l'écu contre les monnaies extérieures comme le dollar et le yen) sera définie en commun par la banque centrale et par les ministres des finances. Cela risque, notent les signataires, de provoquer des tirail-

lements : une banque aura intérêt à maintenir un écu fort pour contenir l'inflation importée tandis que les gouvernements peuvent vouloir un taux de change plus faible pour favoriser les exportations. Pour lever cette contradiction, il aurait fallu donner l'intégralité de la politique monétaire à la banque centrale, selon les auteurs.

Les signataires ne représentent pas la corporation des économistes dans son entier. Beaucoup des économistes allemands – notamment dans les entreprises – sont favorables au traité tel qu'il est. D'autres veulent l'améliorer en renforçant ses politiques d'orthodoxie monétaire. D'autres enfin, les plus conservateurs, estiment que la priorité doit être donnée à l'unification allemande et au soutien des pays de l'Est.

ERIC LE BOUCHER

FRANCFORT

de notre correspondant

Le manifeste des économistes ne va pas faciliter la tâche du chancelier Kohl, qui doit faire ratifier le traité de Maastricht dans un contexte déjà difficile. Une partie de la presse est défavorable au traité et l'opinion publique voit venir avec crainte la fin du deutschmark. La prise de position des économistes universitaires s'explique en partie par le fait qu'ils ont été largement tenus à l'écart par le gouvernement lors des deux décisions récentes qui ont engagé le futur de l'Allemagne : l'unification et l'UEM. Toutefois, même s'il provient d'une frustration, le manifeste va renforcer les arguments des anti-Maastricht.

La culture de stabilité

Le fond de la critique des économistes porte sur le rythme de l'union monétaire (une monnaie unique avant l'an 2000), qu'ils estiment précipité. A vouloir aller trop vite, l'Europe risque d'accroître ses tensions internes puis d'exploser, expliquent les auteurs. Une union monétaire ne peut pas d'urgence servir de force motrice, plus logiquement, parachever un rapprochement économique et social qui peut prendre « des années ».

La monnaie unique doit intervenir en fin de parcours en s'accompagnant d'une union politique. Maastricht a choisi un ordre inverse

Le débat sur la ratification

Les Länder réclament un droit de regard sur certaines décisions

Les représentants des seize Länder allemands réunis mercredi 10 juin à Bonn ont réaffirmé leur souhait d'être plus étroitement associés à certaines décisions qui seront prises dans le cadre de l'Union européenne résultant du traité de Maastricht. Des négociations sont actuellement en cours au sein de la Commission chargée de préparer la révision de la Constitution pour l'adapter aux accords de Maastricht.

M. Florian Gerster, ministre des affaires européennes de Rhénanie-Palatinat, rendant compte jeudi de la réunion des Länder, a précisé qu'ils tiennent à conserver le contrôle de secteurs comme la culture ou l'éducation qui ont toujours relevé de la compétence régionale et ne veulent pas en être désemparés au profit de Bonn ou de Bruxelles. Ils souhaitent être représentés dans les conseils des ministres européens qui traitent de ces questions et disposer de représentations à Bruxelles.

« La ratification par les Länder n'est pas encore assurée », a déclaré M. Gerster. Pour être ratifié en Alle-

magne, le traité de Maastricht doit être approuvé par le Bundestag, la Chambre haute, représentant les Länder. Il a toutefois souligné que l'attitude des Länder était fondamentalement différente de celle des électeurs dans ce qu'il a rejeté le traité de Maastricht. M. Gerster a, à cet égard, appuyé l'idée britannique de donner des explications, sous une forme qui reste à déterminer, sur le principe de la « subsidiarité » inclus dans le traité. « Il ne peut y avoir de négociation », a-t-il déclaré, « mais il serait utile de préciser clairement ce qui relève des niveaux national ou infra-national ».

Le parti libéral pour une renégociation

Les dirigeants des Länder ont d'entre part demandé au gouvernement de Bonn de ne pas rejeter catégoriquement le projet de budget communautaire présenté par la Commission. Ils ont enfin souhaité qu'un débat parlementaire soit organisé avant l'entrée de l'Allemagne dans la dernière phase de l'Union

monétaire. Le président du Parti libéral (FDP), M. Otto Lambsdorff, a surpris en se prononçant jeudi pour une renégociation du traité de Maastricht.

Les partis de la coalition étaient jusqu'à présent unanimes pour exclure cette hypothèse. Le chef du groupe parlementaire de la CDU, M. Schäuble, l'a rappelé, de même que le ministre des affaires étrangères, M. Klaus Kinkel (FDP), à l'issue d'un entretien à La Haye avec son homologue néerlandais, M. Hans van den Broek. Les deux ministres ont précisé qu'ils étaient « favorables à la subsidiarité telle qu'elle est inscrite dans le traité de Maastricht » et se sont opposés à une nouvelle négociation visant à limiter les pouvoirs de la Commission.

Dans le journal *Forum libéral*, M. Lambsdorff estime que faute de renégociation du traité, l'exemple donné par la France, l'exemple danois pourrait faire tâche d'huile. Il n'exclut pas un « non français » qui pourrait résulter de la coalition hétéroclite des détracteurs de Maastricht.

REPÈRES

ALLEMAGNE

M. Lafontaine échappe à une motion de censure en Sarre

M. Oskar Lafontaine, vice-président national du SPD, a échappé, jeudi 11 juin, à une motion de censure dans son Land de Sarre, où l'opposition l'accuse de s'être octroyé dès l'âge de quarante-deux ans une substantielle retraite de maire. M. Lafontaine, ministre-président de Sarre, se trouve depuis près de deux semaines au centre d'une virulente polémique sur les pensions dues aux politiciens au titre de leurs différents mandats. L'affaire avait été révélée par le magazine *Der Spiegel*, et exploitée par les chrétiens-démocrates (CDU), qui avaient réclamé la démission de M. Lafontaine. La motion de censure déposée par le groupe CDU à l'Assemblée de Sarrebruck a été repoussée, la majorité sociale-démocrate ayant fait bloc derrière son chef de file. M. Lafontaine n'a pas pris part au vote. - (AFP.)

COMORES

La nouvelle Constitution largement approuvée par référendum

La grande majorité des quelque 213 000 électeurs inscrits de l'archipel ont approuvé le projet constitutionnel, soumis à référendum, le 7 juin, le « oui » l'emportant avec 74,25 % des suffrages, selon les résultats officiels, rendus publics dans la soirée du mercredi 10 juin. L'appel des principaux partis de l'opposition à voter « non » n'a été suivi que par 23,49 % des électeurs. Le taux de participation a été de 83,51 %. La nouvelle Constitution prévoit notamment l'élection du président au suffrage universel pour un mandat de cinq ans, renouvelable une fois, celle d'une Assemblée législative au scrutin uninominal à deux tours (pour quatre ans), et la désignation d'un Sénat de quinze membres (à raison de cinq par île), pour six ans, par un collège électoral. Le poste de premier ministre doit être attribué à un membre du parti majoritaire à l'Assemblée fédérale. - (AFP.)

Accord sur le statut d'autonomie

L'Italie et l'Autriche ont mis fin à leur différend sur le Haut-Adige

VIENNE

de notre correspondant

L'Autriche et l'Italie ont formellement clos jeudi 11 juin le dossier du différend sur l'autonomie du Haut-Adige (Tyrol du sud) et les droits de la minorité germanophone et latine de la région, qui date du lendemain de la seconde guerre mondiale.

M. Alois Mock, ministre autrichien des affaires étrangères, qui a remis à l'ambassadeur d'Italie à Vienne une note diplomatique affirmant la reconnaissance formelle par l'Autriche du règlement du différend, a qualifié cet événement de « jalon dans l'histoire européenne » et de « réussite » pour l'autonomie.

L'Italie avait fait savoir à l'Autriche fin avril qu'elle considérait avoir rempli les engagements pris en 1969 sur l'application des mesures d'autonomie pour le Haut-Adige. Rome et Vienne remettront la semaine prochaine au secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, des notes simultanées pour mettre un terme formel à leur différend sur le plan international.

Autofin autrichien, le Tyrol du sud fut rattaché à l'Italie après la première guerre mondiale. Les Alliés ayant rejeté, en mai 1946, l'organisation d'un référendum dans cette région, un accord a été signé en septembre 1946 à Paris entre les ministres des affaires étrangères de l'Autriche et de l'Italie, M. Karl Gruber et M. Alcide De Gasperi, définissant les droits et garanties accordés à la population germanophone et le statut d'autonomie de la région (notamment le recours obligatoire à la langue allemande dans l'administration et une large autonomie financière de la région).

Accusant l'Italie de ne pas respecter le statut d'autonomie accordé en 1948 à une population germanophone dont, selon M. Silvius

Magnago, ancien gouverneur et leader du Parti populiste du Tyrol du sud (SVP) « la patrie est l'Autriche et l'Est l'Italie ». L'Autriche, « puissance garante et protectrice » des germanophones du Haut-Adige, saisit les Nations unies en 1960. Une période d'agitation, marquée par de nombreux attentats, s'ensuivit, pesant lourdement sur les relations austro-italiennes. En 1969, Rome et Vienne signèrent un accord, mais il aura fallu attendre 1992 pour que les trois parties engagées, Rome, Vienne et le SVP, se mettent d'accord sur les derniers détails du statut d'autonomie.

L'Autriche reste le « tuteur » de la minorité germanophone du Haut-Adige et les éventuels différends seront soumis à la Cour internationale de La Haye.

WALTRAUD BARYLI

La fin de la visite de la reine Elizabeth en France

Blois s'était mise sur son trente et un pour accueillir « l'amie » de M. Lang

La reine d'Angleterre devait achever, vendredi 12 juin en milieu de journée, à Blois, sa visite officielle en France. La veille, le président de la République avait été l'hôte de la souveraine à bord du yacht royal *Britannia* amarré dans le port de la ville. Pour recevoir Elizabeth II et ses invités, le *Britannia* et sa frégate d'escorte, *Battleaxe*, arboraient le grand pavois. Une salve de dix-huit coups de canon avait salué l'arrivée de la reine. Une parade militaire des Royal Marines et un feu d'artifice, tiré depuis la rive droite de la Garonne, ont mis fin à cette soirée à laquelle avaient été invitées une quarantaine de personnes.

BLOIS

de notre envoyé spécial

La reine d'Angleterre s'est rendue à Blois, jeudi 11 juin, à bord d'un TGV qui filait à 300 kilomètres à l'heure. M. Jack Lang, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture, l'accompagnait. Le TGV ne passe pas, hélas, à Blois. Son tracé a été décidé avant que M. Lang n'y fasse élire député, conseiller général et maire de la ville.

Aussi la rame royale, dont la SNCF avait agrémenté la proue des couleurs britanniques et françaises, fit-elle halte en rase campagne, à Villiers-sur-Loir (Loir-et-Cher), où l'on avait acheminé les enfants des écoles. Les 40 kilomètres de route départementale qui, via Vendôme, mènent au fief de M. Lang ne retiennent pas du même enthousiasme que celui réservé d'ordinaire au Tour de France. Mais le cœur y était : gardes républicains à cheval, voiture découverte et appareil

bon enfant. Blois était sur son trente et un pour accueillir d'amie » de M. Lang, dont les couleurs du jour, rose jolly et gris souris, s'harmonisaient élégamment avec la chemise et le costume du ministre.

On échangea des discours dans la salle des mariages de la mairie qui surplombe les toits d'ardoise des bords de la Loire. M. Lang se félicita qu'« à l'initiative de [son] ami Mick Jagger, qui réside près de Blois », les Britanniques aient décidé de célébrer cette année la fête de la musique (une idée de Jack Lang...).

Le cheval et le cavalier

La reine, qui écoutait jusque-là avec une mine fermée, se dérida lorsque le ministre affirma que « l'alliance de l'Angleterre et de la France est aussi nécessaire que celle du cavalier et du cheval ». Elle l'assura en retour que cette ville ainsi que « les attentions chaleureuses de ses habitants et la beauté de ses paysages resteraient longtemps gravées dans [son] cœur ». Et l'on partit en cortège visiter le château.

M. Lang, qui excelle dans la mise en scène, offrait ce jour-là un spectacle de choix à ses administrés. Il apparut aux côtés de son hôte dans l'embrasure d'une des admirables tours-escaliers qui ornent la cour intérieure. Du contrebasse, où on les avait parqués, photographes et caméras déclenchèrent leurs appareils avec un bel ensemble. Elizabeth II sera restée moins de deux heures à Blois. Heureusement, les photographes témoignèrent pour la postérité qu'elle y fut un jour bien repus, sous le règne de l'habile M. Lang.

BERTRAND LE GENDRE

En Grande-Bretagne

Les larmes de Diana

C'en est décidément trop pour Diana : la princesse de Galles a éclaté en sanglots, jeudi 11 juin, lors de sa première sortie officielle depuis les révélations de la presse britannique sur ses malheurs conjugaux (*le Monde* du 10 juin).

Surveillée par une meute de reporters et de photographes, la princesse avait réussi à garder le sourire tout au long de la visite d'un hôpital de Liverpool. Ses nerfs ont lâché lorsque, en sortant, elle a été confrontée aux acclamations d'une foule d'admirateurs dont certains brandissaient une pancarte proclamant « Diana, we love you ». En larmes, le visage caché dans ses mains, la jeune femme a été rapidement conduite à sa voiture. Elle a ensuite poursuivi son programme officiel et visité un autre hôpital.

M. Eltsine invité au sommet des Sept. - L'Allemagne a invité le président Boris Eltsine à assister le mois prochain au sommet du G7 de Munich, a annoncé jeudi 11 juin un porte-parole du gouvernement. M. Boris Eltsine n'a pas encore répondu officiellement, mais « nous considérons qu'il viendra », a-t-il ajouté. Le Groupe des sept pays les plus industrialisés se réunira à Munich du 6 au 8 juillet. - (Reuters.)

Rencontre entre M. James Baker et M. Andreï Kozyrev à Londres. - Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, devait reprendre ses entretiens sur le désarmement avec le ministre russe des affaires étrangères, M. Andreï Kozyrev, vendredi 12 juin à Londres, a annoncé jeudi le département d'Etat. Les deux hommes s'étaient rencontrés lundi et mardi à Washington, à une semaine du sommet prévu entre les présidents Bush et Eltsine, sans parvenir à un accord (*le Monde* du 11 juin). - (AFP.)

LES EDITIONS D'ORGANISATION

Tout Maastricht en 40 pages !

Le Traité - ses enjeux

En vente en librairie : 38 F.

15 guides présentés par VOYAGEURS DU MONDE

Les Annuels Voyageurs vous donnent l'actualité culturelle et politique du pays, le calendrier des fêtes, les informations pratiques et touristiques à jour, commentées par les voyageurs eux-mêmes. Les Annuels Voyageurs chiffrent le coût d'une journée, luxe, confort ou économique.

Sri Lanka
Italie
Antilles
New York
Guatemala

Chine
Mexique
Japon
Brésil
Inde

Québec
Thaïlande
Russie
Usa west
Tchécoslovaquie

192 p.
80 F.

VENUS EN LIBRAIRIES

VDM éditeur, 53 rue Sainte-Anne, 75002 Paris

ACTUALISATION GRATUITE SUR DEMANDE

POLITIQUE

L'examen du projet de révision constitutionnelle et le débat sur le traité de Maastricht

Les sénateurs devraient parvenir à un accord avec le gouvernement

Les sénateurs ont brièvement poursuivi, jeudi matin 11 juin, l'examen du projet de loi constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht. La fin de l'examen des articles et le vote sur le texte ont été reportés au 16 juin. Ce répit sera certainement mis à profit par les « européens » et par le gouvernement pour procéder à certaines mises au point.

Le report de la discussion sur le projet de révision constitutionnelle, décidé jeudi par la conférence des présidents du Sénat, va permettre au gouvernement d'examiner les amendements de M. Jacques Larché (Rég. et Ind., Seine-et-Marne) répondant en partie à la proposition de M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, d'« ajuster » le texte de révision à la situation nouvelle créée par la non-ratification dansée.

M. Larché propose ainsi de substituer dans le texte du projet de loi l'expression « selon les modalités prévues par le traité de l'Union européenne signé le 7 février 1992 » à celle qui indique que les transferts de compétences et les dispositions concernant le vote et l'éligibilité des citoyens communautaires sont consentis « pour l'application ».

M. Léotard estime que le « non » peut l'emporter

M. François Léotard, président d'honneur du Parti républicain, s'est déclaré, jeudi 11 juin, « de plus en plus inquiet du déroulement du processus de ratification des accords de Maastricht » en France, estimant que « le non peut l'emporter ». Interrogé sur Radio-Shalom, M. Léotard a souligné qu'un « non français serait une catastrophe pour la construction du continent européen ; probablement le début de la dislocation du travail engagé depuis quarante ans par les constructeurs de l'Europe ». « Casser Maastricht aujourd'hui », a ajouté le député du Var, « c'est casser dans le même temps et l'acte unique et le traité de Rome. C'est de la folie de s'engager dans cette direction ».

Évoquant la polémique sur la récupération politique de Maastricht par le président de la République, M. Léotard a observé que « François Mitterrand a pris beaucoup de risques en décidant de la tenue d'un référendum sur Maastricht », ajoutant : « [Il] n'est pas politique puis-je ne suis en cause ». « La question qui nous est posée », a souligné M. Léotard, « n'est pas celle de la survie de François Mitterrand, mais celle de la survie de l'Europe ».

Selon deux sondages

Le « non » progresse dans les intentions de vote

Deux sondages font apparaître une progression du non dans les intentions de vote au référendum sur la ratification de Maastricht. Selon une enquête de BVA pour Paris Match, 47 % des personnes certaines d'aller voter disent oui (contre 52 % en mai), 28 % disent non (contre 25 % en mai), 23 % ne savent pas et 2 % voteront blanc ou nul. Soit, en suffrages exprimés, 63 % pour le oui (contre 68 % en mai) et 37 % pour le non (contre 32 %).

Cette enquête a été réalisée les 5 et 6 juin auprès d'un échantillon représentatif de 933 personnes. Selon une enquête de la SOFRES pour TF1 et la Tribune de l'Expansion, 34 % des Français en âge de voter se prononcent pour le oui (contre 40 % en mai), 23 % pour l'abstention, le blanc ou le nul (contre 21 %) et 25 % ne répondent pas. En suffrages exprimés, les chiffres sont de 59 % pour le oui (contre 66 % en mai) et de 41 % pour le non (contre 32 %).

Cette enquête a été réalisée du 5 au 9 juin auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes.

Toutefois, les enquêtes effectuées en mai l'ont été avant que M. Mitterrand n'annonce, le 3 juin, l'organisation d'un référendum.

dudit traité. Les communistes ont annoncé, à cette occasion, qu'ils retireraient leurs amendements en signe de protestation : le traité de Maastricht étant « caduc », selon eux, il n'y a plus d'intérêt à poursuivre la discussion.

La suspension de la discussion permettra aussi et surtout de rectifier le tir après l'adoption d'un amendement présenté par M. Charles Pasqua, président du groupe RPR, visant à rendre possible la saisine du Conseil constitutionnel par « soixante députés et soixante sénateurs » à propos d'un « engagement international ou d'une proposition d'acte communautaire » (le Monde du 12 juin).

La carte personnelle de M. Pasqua

Les centristes, qui s'étaient abstenus à l'instant du vote, troublés par le manque de pugnacité du gouvernement à l'encontre de cette disposition, se sont convaincus de son inopportunité. Cet amendement risqué, en effet, de faire obstacle à un éventuel vote conforme par l'Assemblée nationale du texte issu des travaux du Sénat.

La majorité française qui s'était dégauchée à l'occasion du rejet de la motion d'irrecevabilité déposée par le groupe RPR devrait approuver, le 16 juin, une demande du gou-

vernement, à la fin de l'examen des articles, pour une deuxième délibération du projet, au cours de laquelle la référence à « une proposition d'acte communautaire » pourrait être supprimée. Ne restait alors aux parlementaires que la saisine pour les traités internationaux, dont disposent déjà les présidents des deux Assemblées, le président de la République et le premier ministre.

Cette ultime modification, si elle intervient, n'améliorera certainement pas le climat singulièrement dégradé qui règne au Sénat entre les groupes UDF et RPR. Le groupe gaulliste reproche tout particulièrement aux centristes d'avoir délégué un de leurs, M. Xavier de Villepin (représentant des Français établis hors de France), contre la motion tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité que défendait, au nom du RPR, M. Paul Masson.

Silôt connue la décision des centristes, M. Pasqua avait écrit au président de la concertation sénatoriale, M. Daniel Hoffel, qui dirige le groupe de l'Union centriste, pour l'inviter de sa « stupéfaction ». « Il est très peu normal de laisser intervenir un membre du groupe socialiste, indigné notamment, M. Pasqua. Je vous laisse imaginer la réaction des médias et de l'opinion publique face à cette situation (...). Ceci, survenant après

les réunions communes UDF-PS, que votre groupe a justement condamnées, portera un coup sérieux à la crédibilité de l'union de l'opposition sur le plan national ».

Le président du groupe RPR s'est montré encore plus radical, jeudi, dans les couloirs du Sénat, en dénonçant les « connivences » qu'il avait cru déceler entre les socialistes et les centristes. Après avoir indiqué qu'il avait l'intention de ne pas participer à la prochaine réunion de la concertation sénatoriale, il a proposé à M. Hoffel, sous forme de boutade, d'inviter à sa place M. Claude Estier, président du groupe socialiste.

Cette mauvaise humeur n'a pas inquiété outre mesure les responsables de l'UDF. De l'avis général, on estime que le président du groupe RPR joue, désormais, une carte toute personnelle au sein du RPR et qu'il brille ses vases sales dans le palais de Luxembourg. M. Hoffel a d'ailleurs répondu à la saisine de M. Pasqua en lui indiquant qu'il avait pris la responsabilité du déclenchement des hostilités en proposant l'irrecevabilité, qui aurait mis un terme définitif à la discussion, ce dont les groupes UDF ne voulaient à aucun prix.

GILLES PARIS

La campagne d'un député centriste

« Chacun doit persuader ses électeurs »

« De la discussion jaillit la lumière », c'est en appliquant ce proverbe que M. Jean-Jacques Hyest, député (UDC) de la Seine-et-Marne, entend mobiliser les électeurs de sa circonscription en faveur de la ratification des accords de Maastricht. M. Hyest a choisi la place du Maréchal-Bellé de Montargis pour venir à la rencontre des ménages. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une campagne d'information lancée il y a une semaine en association avec M. Jean-Jacques Jegou, député (UDC) du Val-de-Marne, afin de répondre aux interrogations des habitants des deux départements.

Épaulé par quelques militants, M. Hyest arpente les allées du marché, les mains chargées d'auto-collectants qui prônent le « Oui à l'Europe pour une France forte ». Le message est simple, mais le député de la Seine-et-Marne ne s'arrête pas à ce seul slogan. Face à ses électeurs hésitants entre les poires et le fromage, il cherche tout d'abord à clarifier le débat. « Les Français

sont à la recherche de réponses claires, que ce soit au sujet de la monnaie commune ou sur le vote des membres de la CEE aux élections locales, explique-t-il. Pour leur permettre de se déterminer en faveur du « oui » ou du « non », il faut, avant tout, qu'ils comprennent les termes et les enjeux de ces accords ».

Quelques ménages interrompent leurs emplettes et font part de leurs incertitudes au député. « Ce traité est-il bon ou mauvais pour nous ? Que va-t-il réellement changer dans notre vie de tous les jours ? » ce sont les questions qui reviennent le plus souvent. M. Hyest tente de dissiper les malentendus qui subsistent, dans ce département rural, particulièrement au sujet du vote des étrangers, thème qui ressort très souvent du panier des ménagères. « Les gens font l'amalgame entre le vote des citoyens de la Communauté européenne et celui des étrangers extérieurs à la CEE », déplore M. Hyest.

Il existe aussi, selon lui, « un

flou artistique », entravé au niveau national, qui ne lui facilite guère la tâche sur le terrain. « La décision des dirigeants de l'UDF d'organiser des réunions communes avec le PS, sous l'égide du Mouvement européen, est un élément supplémentaire de confusion, estime-t-il. C'est une maladresse. Dans ma circonscription, j'ai refusé de mener une campagne aux côtés des socialistes. Chacun doit persuader ses électeurs en restant dans son propre camp ».

Aujourd'hui, MM. Hyest et Jegou se donnent trois mois pour convaincre. Ce travail de longue haleine devrait s'achever en septembre par un meeting. D'ici là, soixante-dix mille auto-collectants, vingt mille affiches et, surtout, la présence d'équipes de militants sur le terrain permettront peut-être aux deux députés de persuader leurs électeurs de voter en faveur du traité ou, du moins, de prendre position en toute connaissance de cause.

Les socialistes rejettent toute idée de « reconstitution » autour de l'Europe

Le débat sur Maastricht et sur l'impact qu'il pourrait avoir dans le contexte intérieur français continue chez les socialistes et dans la majorité. M. Poppen, qui présentait à la presse, jeudi 11 juin, le troisième numéro de sa revue *Voix de gauche*, a expliqué que la ratification du traité « ne doit pas creuser de nouveau un fossé à l'intérieur de la gauche française ». « Nous devons garder toutes les chances de reconstitution du parti du mouvement », une fois passé le débat sur l'Union européenne, a souligné l'ancien ministre des relations avec le Parlement, qui a critiqué de nouveau les rencontres organisées par le Mouvement européen, en doutant que « la fréquentation de tel ou tel leader de la droite soit la meilleure circonstance » pour obtenir « le rassemblement le plus large possible ».

« Nous sommes entrés dans une période de grand brassage (...). Les lignes de partage sur lesquelles nous avons vécu depuis des générations sont en train de bouger », a affirmé M. Poppen, le même jour, sur RTL. « La gauche du programme commun fait place à autre chose, et c'est cela qu'il nous faut construire », a-t-il ajouté, en observant que « les forces qui faisaient confiance » au Parti communiste sont, « aujourd'hui, en recherche, en interrogation » et que la réflexion que mènent les écologistes est « très proche » de celle des socialistes, « avec des différences ». « Discussions, parlons-en, traçons l'avenir

ensemble ! » a-t-il lancé, en estimant que l'échéance favorable à un tel rapprochement pourrait être la future élection présidentielle. M. Bianco, ministre de l'équipement, du logement et des transports, évoque lui aussi, dans un entretien publié vendredi par le *Figaro*, l'élection présidentielle, qui, dit-il, « peut être l'occasion de redéfinir un nouveau programme et une nouvelle majorité ». « Je ne crois pas qu'il puisse y avoir de reconstitution en dehors d'une échéance de cette importance », indique-t-il pour justifier la position qu'il énonce ainsi : « Dire ensemble « oui » à l'Europe, d'accord. Débatte sur l'avenir de cette Europe, bien entendu. Cela ne veut pas dire gouverner ensemble ». Le ministre de l'équipement reprend l'argument de la

convergence pour l'Europe, « comme, jadis, pour la République », de gens qui « s'opposent sur d'autres sujets ». Ce thème a été développé par M. Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, jeudi, au « Grand Ou d'OPM » et de la Cote. Évoquant la période de la fin du dix-neuvième siècle, M. Emmanuelli a rappelé qu'il y avait, chez les monarchistes, des gens très éclairés, très libéraux, parfois même socialistes et, chez les républicains, des gens très conservateurs, qui avaient même poussé le conservatisme jusqu'à faire tirer sur les progressistes ! « Je suis très européen, mais je n'ai pas la même vision que M. Giscard d'Estaing », a souligné le président de l'Assemblée nationale, qui s'est prononcé pour « un objectif fédéraliste ».

Les Verts vont tenter de préciser leur réponse au référendum

Le conseil national interrégional des Verts est invité à débattre pour la première fois, samedi 13 juin à Paris, de la réponse à apporter lors du référendum sur la ratification du traité de Maastricht. Mais un second débat est de « prospective politique », avec en toile de fond le rapprochement avec Génération Ecologie et, déjà, la prochaine élection présidentielle, risque de secouer la cohésion du mouvement.

Tout va vraiment très vite depuis deux mois. Si tôt passé le succès des écologistes aux élections régionales du 22 mars et l'échec relatif des Verts, comparé à la soudaine émergence de Génération Ecologie, on assistait, au début du printemps, à un curieux chassé-croisé. Tandis que M. Brice Lalonde, après son départ précipité du gouvernement, était jugé peu fiable par ses anciens amis socialistes, M. Antoine Waechter et les siens devenaient enfin soudainement des gens crédibles, susceptibles même d'entrer un jour dans un gouvernement. Comme le dit poliment l'un des animateurs de la minorité des Verts, M. Yves Cochet, « pendant une dizaine de jours, les Verts ont eu la main ».

Mais, aussitôt après, alors que les Verts et Génération Ecologie se décidaient à tirer les leçons des élections régionales en s'efforçant d'apaiser leurs querelles, les « écologistes » étaient en quelque sorte rayés de la carte politique par le grand débat national sur la ratification du traité de Maastricht.

Avec des nuances, et des arrière-pensées différentes, MM. Lalonde et Waechter souhaitent en effet vérifier les conditions d'un accord minimal en vue des prochaines élections législatives, avant de procéder à un éventuel partage des circonscriptions pour s'approprier une représentation dans le prochain Assemblée nationale. Mais le déplacement sur le terrain référendaire de la question européenne est venu singulièrement compliquer cette perspective (le Monde du 7-8 juin). Alors que le président de Génération Ecologie est favorable, sans plus se poser de questions à « une Europe gaillardie, une Europe aux bonnes joues, qui sent le lait, l'huile d'olive et le beurre breton », les Verts sont une fois encore empêtrés dans leur culture du « ni oui, ni non ».

La préparation du scrutin présidentiel

Exclus du débat parlementaire, les Verts devaient encore camper sur leur position officielle, celle du « oui si », celle d'un « oui » à Maastricht à la condition de « résorber le déficit démocratique » de l'Europe et d'établir un calendrier en matière sociale et environnementale. La procédure du référendum, annoncée le 3 juin par le président de la République, les contraint en revanche à dire clairement « oui » ou « non ». « Le oui si revient à dire non », explique M. Philippe Malaud, ancien ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing, ancien président du CNL, a donné sa démission du Mouvement européen pour protester « contre la collusion avec le Parti socialiste organisée à l'occasion de la ratification des accords de Maastricht ». Dans une lettre adressée mercredi 10 juin à M. Jean-François Poncet, président de la branche française du mouvement, M. Malaud affirme que les réunions communes organisées avec des responsables de la majorité et de l'opposition à propos de Maastricht représentent une collusion « inacceptable », car, précise-t-il, « elle transgresse manifestement la règle d'apollitisme du mouvement, en raison des implications de politique intérieure évidentes de cette opération ».

M. Séguin (RPR) a « Logique d'exclusion ». — M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, affirme dans *Paris-Match* (daté du 18 juin) qu'il faut renégocier le traité de Maastricht après le « non » dansé. « Le Danemark fait partie de la Communauté », dit-il, « il faut donc trouver de nouvelles solutions avec lui ». Dans le cas contraire, « il faudra exclure d'une manière ou d'une autre le Danemark de la Communauté ». Selon M. Séguin, « cette logique d'exclusion montre le vrai visage de cette Europe à laquelle on veut nous faire adhérer les yeux fermés ».

La réponse qui, dans le meilleur des cas, sera apportée dès le 13 juin par le « parlement » des Verts, interdira, en effet, avec la stratégie politique pour les trois ans à venir et des enjeux de pouvoir au sein même des écologistes. Dès le 1^{er} mai, M. Lalonde a clairement annoncé qu'il serait candidat à la candidature pour la prochaine élection présidentielle. Les Verts se trouvent ainsi de nouveau confrontés à leur éternel cauchemar (1). Comment éviter que l'insaisissable président de Génération Ecologie ne retrouve intronisé comme candidat unique de la famille écologiste, ou qu'il devienne le candidat des Verts dans l'hypothèse d'une double candidature ?

Quitte à imiter les jeux politiques qu'ils dénoncent chez les autres, certains ont déjà entrepris de réfléchir à un système de primaires qui serait le plus avantageux pour eux. Parmi les différentes hypothèses possibles, les uns imaginent un vote commun des deux mouvements, mais Génération Ecologie revendique désormais autant d'adhérents que les Verts (près de cinq mille pour chacun des deux partis). D'autres voudraient recourir, comme l'UDF, à un collège ouvert à tous les électeurs.

Mais, dans tous les cas de figure, une candidature de M. Lalonde se trouverait avantage par les rivalités internes aux Verts. En 1987, déjà, pour recueillir l'investiture de son mouvement, M. Waechter n'avait réuni que 58,8 % des suffrages contre 28,7 % à M. Yves Cochet et 12,5 % à M. Jean Brière.

Aujourd'hui, l'ancien candidat à l'élection présidentielle peut compter sur une bonne demi-douzaine de rivaux potentiels, ou plutôt de rivales, parmi lesquelles M. André Buchman, porte-parole issu du courant majoritaire et conseiller régional d'Alsace, Dominique Vovray, porte-parole issu du courant minoritaire Verts-Pluriel et conseiller régional de France Comptoir, ou encore M. Laurent Bégout, vice-président du Parlement européen, et Marie-Christine Blandin, présidente du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, toutes deux proches des Verts. La minorité politique des Verts, renforcée par le courant féministe, imagine en effet que, pour mettre un terme à la collusion entre M. Waechter et M. Lalonde, il serait plus que temps d'appliquer la parité homme-femme chère au mouvement écologiste.

JEAN-LOUIS SAUX

(1) Des primaires ont déjà eu lieu chez les écologistes pour l'élection présidentielle de 1981. M. Lalonde l'avait emporté par 130 voix contre 817 à M. Philippe Labrousse. Mais des représentants du Mouvement d'écologie politique, dont M. Didier Anger et M. Solange Fournet, aujourd'hui militants des Verts, avaient tenté jusqu'au dernier moment d'écarter la candidature du commandant Jacques-Yves Cousteau. Voir, à ce propos, le livre de Jean-Luc Benhamou et Agnès Roches, *Des Verts de toutes les couleurs*, paru chez Albin-Michel.

M. Malaud quitte le Mouvement européen. — M. Philippe Malaud, ancien ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing, ancien président du CNL, a donné sa démission du Mouvement européen pour protester « contre la collusion avec le Parti socialiste organisée à l'occasion de la ratification des accords de Maastricht ». Dans une lettre adressée mercredi 10 juin à M. Jean-François Poncet, président de la branche française du mouvement, M. Malaud affirme que les réunions communes organisées avec des responsables de la majorité et de l'opposition à propos de Maastricht représentent une collusion « inacceptable », car, précise-t-il, « elle transgresse manifestement la règle d'apollitisme du mouvement, en raison des implications de politique intérieure évidentes de cette opération ».

M. Séguin (RPR) a « Logique d'exclusion ». — M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, affirme dans *Paris-Match* (daté du 18 juin) qu'il faut renégocier le traité de Maastricht après le « non » dansé. « Le Danemark fait partie de la Communauté », dit-il, « il faut donc trouver de nouvelles solutions avec lui ». Dans le cas contraire, « il faudra exclure d'une manière ou d'une autre le Danemark de la Communauté ». Selon M. Séguin, « cette logique d'exclusion montre le vrai visage de cette Europe à laquelle on veut nous faire adhérer les yeux fermés ».

LE DIMANCHE A MIDI SUR ANTENNE 2

14 Juin

Charles PASQUA

L'Homme qui dit non à MITTERRAND

Rediffusion à 1 heure du matin

Chère de l'Europe

Le Sénat les rapports

Le Sénat les rapports

Le Sénat les rapports

Le Sénat les rapports

Le Sénat les rapports

Le Sénat les rapports

Le Sénat les rapports

Le Sénat les rapports

Le Sénat les rapports

POLITIQUE

Contre l'avis de M^{me} Bredin

Le Sénat propose de codifier les rapports entre le sport et la télévision

Le Sénat a entamé, jeudi 11 juin, l'examen du projet de loi sur la retransmission du sport, présenté par M^{me} Frédérique Bredin, ministre de la jeunesse et des sports (le Monde du 21 mai). Les sénateurs ont adopté une première série d'amendements dont certains visent à codifier plus strictement que ne l'avait fait l'Assemblée nationale les droits de retransmission télévisée d'événements sportifs.

L'épreuve du Sénat est bien plus délicate pour M^{me} Frédérique Bredin que ne l'avait été celle de l'Assemblée nationale. Le ministre de la jeunesse et des sports a en effet fait face, jeudi, à des sénateurs pour le moins sceptiques vis-à-vis de son projet de modernisation du sport dont le contenu - gestion plus rigoureuse des clubs pro-

fessionnels, lutte contre l'insécurité dans les stades, codification des droits de retransmission télévisée - avait revêtu une gravité particulière après le drame du stade de Furiani, à Bastia. « Cette catastrophe commande de tout faire pour qu'on ne revivra plus jamais ça », a répété M^{me} Bredin. M. François Lescin (Rassemblement, Alsace), rapporteur de la commission des affaires culturelles, saisie au fond, a toutefois trouvé le texte « très soufflé » et a estimé qu'il laissait « entier le problème des relations entre le sport et la télévision ».

Cette question a en effet focalisé l'essentiel de cette première partie des débats. Les députés avaient déjà, le 20 mai, amendé le texte dans le but d'éviter la pratique du « gel des droits » en matière de retransmission télévisée, qui consiste pour une chaîne à acheter des droits sans procéder pour autant à la diffusion d'images, l'objectif recherché étant exclusive-

ment d'en priver la concurrence. M^{me} Bredin s'était alors opposée à cette retouche, préférant s'en remettre à des discussions à venir au sein de la commission sports du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Les sénateurs ne l'ont pas entendue puisqu'ils ont décidé d'insérer le dispositif inséré par les députés en adoptant trois amendements.

Le premier, présenté par M. Lescin, précise que les extraits diffusés par les chaînes non détentrices du droit d'exploitation seront « choisis librement » par celles-ci et qu'ils peuvent être programmés non seulement au cours d'émissions d'information mais également dans ce dernier cas une « rémunération équitable ».

Le second amendement, toujours défendu par M. Lescin, prévoit que la diffusion « gratuite, partielle ou intégrale » d'une manifestation sportive par une chaîne ne doit pas être inter-

ditée par la chaine détentrice du droit lorsque celle-ci « n'assure pas la diffusion en direct d'extraits significatifs » de l'épreuve concernée. La formule initiale des députés était plus floue puisqu'il n'était question que de « diffusion en direct ». Enfin, les sénateurs ont adopté un amendement déposé par le groupe communiste prévoyant : « Le CSA définit des contrats-type concernant le droit d'exploitation audiovisuelle des manifestations et compétitions sportives. Les contrats d'exclusivité sont renouvelés chaque année. Le délai d'exclusivité ne peut excéder trois ans ».

M^{me} Bredin était visiblement embarrassée de ce souci tatillon de codifier les rapports entre le sport et la télévision. Elle n'a pas caché sa « surprise » de voir le Sénat chercher à « encadrer de manière rigide » le droit d'exploitation audiovisuelle.

FREDERIC BOBIN

Réunis en congrès

Les radicaux de gauche élisent leur nouveau président

Le congrès du Mouvement des radicaux de gauche se réunit à Lyon les 13 et 14 juin pour élire le successeur de M. Emile Zuccarelli, ministre des postes et télécommunications, à sa présidence. Deux candidats sont en présence : MM. Jean-François Dauriac et Jean-François Hory.

M. Emile Zuccarelli devait-il abandonner la présidence du MRG qu'il occupe depuis le 21 novembre 1989 ? La règle non écrite instaurée dès le début de son premier septennat par M. François Mitterrand, selon laquelle un ministre ne pouvait pas être chef de parti, s'imposait-elle au ministre des postes et télécommunications de M. Pierre Bérégovoy ? Les députés radicaux de gauche - pour une fois « unanimes » comme le souligne l'un d'entre eux - ne doutaient. A tel point que, le 21 mai dernier, ils adressaient une lettre à M. Zuccarelli, lui demandant de maintenir le congrès de leur parti au mois d'octobre. A leurs yeux, il était « disproportionné d'engager le parti dans une compétition pour le renouvellement de son président au sortir d'une consultation électorale épuisante pour la majorité présidentielle ».

Ce motif n'était pas le seul. Certains souhaitaient attendre le congrès du PS des 10, 11 et 12 juillet et les

orientations qui y seront définies. D'autres considéraient que le moment d'être eux-mêmes candidats n'était pas venu. Sans le proclamer publiquement, les députés radicaux de gauche jugeaient, à l'instar de nombre de militants, que les deux candidats en lice pour la présidence de leur parti « manquaient à tout le moins de notoriété ».

Passant outre ces différents arguments, M. Zuccarelli a persisté dans ses intentions. Il estime que, au nom de la « séparation des genres », il ne peut assumer les deux fonctions. Le congrès des 13 et 14 juin à Lyon a donc été maintenu. Sauf surprise de dernière minute, les députés auront à départager MM. Jean-François Dauriac et Jean-François Hory, tous deux proches de M. Jean-Michel Baylet, ancien président du parti et actuel ministre délégué au tourisme.

Même si M. Dauriac, né en 1956, ancien conseiller municipal de Montauban (Tarn-et-Garonne) et actuel responsable de la fédération de Seine-Saint-Denis, croit à ses chances, les pronostics sont en général favorables à M. Hory, qui devrait bénéficier du soutien de M. Zuccarelli et des proches cadres du parti. Ancien député de Mayotte, actuel parlementaire européen, M. Hory, né en 1949, est depuis deux ans chargé des élections au MRG.

Lors du précédent congrès de novembre 1990, les militants

avaient exprimé la méfiance que leur inspirait la stratégie d'ouverture menée avec France unie, le mouvement lancé quelques mois auparavant par M. Jean-Pierre Soisson, dont le MRG est une composante. L'échec de la constitution d'un groupe parlementaire autonome, rassemblant radicaux de gauche et députés ralliés à la majorité présidentielle, le faible score des candidats de cette tendance lors des dernières élections régionales et cantonales, le départ de M. Soisson du gouvernement n'ont fait que favoriser la mise en sommeil de France unie. Les membres non socialistes du gouvernement, contrairement à ce qui se passait depuis la réélection de M. Mitterrand, n'ont pas tenté de faire entre eux de relations privilégiées et organisées comme du temps de M. Michel Rocard et de M^{me} Edith Cresson. Les intentions de M. Bernard Tapie de prendre des initiatives auprès de ses collègues avaient avant même que le ministre de la ville ne quitte ses fonctions.

Le congrès de Lyon ne sera pas l'occasion de discuter d'une nouvelle stratégie. L'affirmation identitaire du parti, avec le rappel des « traditionnelles valeurs du radicalisme », satisfera les militants. L'annonce à gauche rassurera les élus. L'échecance européenne devrait permettre enfin à chacun de se féliciter de la cohésion du parti.

ANNE CHAUSSEBOURG

Dans le Nord

M. Juppé sanctionne le secrétaire départemental du RPR

LILLE

de notre correspondant

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a suspendu, jeudi soir 11 juin, M. Alex Turk de ses fonctions de secrétaire départemental de la fédération du Nord. Cette décision intervient après que M. Turk ait laissé entendre qu'il est prêt à se présenter aux élections sénatoriales en « indépendant » (le Monde du 6 juin). Le secrétaire départemental s'avouait également excédé de la ténacité de la direction nationale de son parti et du peu de considération que celle-ci faisait des « gens du terrain ». Il avait reçu le soutien de M. Serge Charles, député, maire de Maro-en-Barrois et président départemental du RPR dans le Nord.

Accompagné de M. Jean-Paul Delvoys, maire de Bapaume et secrétaire départemental du RPR du Pas-de-Calais, M. Turk et Charles ont défendu, mercredi, à Paris leurs positions devant M. Juppé. Il semblait qu'un accord était intervenu pour que chacun respecte le *statu quo* jusqu'au 30 juin, date des investitures pour les sénatoriales. Mais M. Juppé a préféré trancher sans attendre.

« Les préoccupations de la population »

M. Turk a aussitôt dénoncé dans ce « diktat » l'expression même des comportements qu'il critique. « Ce qui se produit aujourd'hui, a-t-il dit, c'est que les gens ne croient plus dans les structures politiques. Celles-ci ne se renouvellent pas assez dans leurs méthodes, dans les hommes aussi, pour pouvoir coller aux préoccupations de la population. Un hiatus s'est créé. Ce que j'ai entrepris, c'est ma façon à moi de réduire ce hiatus ».

M. Turk, qui s'est engagé depuis 1989 dans le combat pour la conquête de la mairie de Lille, estime qu'il a besoin pour cela d'un mandat national. Le scénario aurait pu consister, pour lui à se présenter dans la troisième circonscription, dont le sortant est M. Claude Dhinnin, maire de La Madeleine, celui-ci trouvant une compensation aux sénatoriales bien que, de ce côté, les places soient rares et chères. Une autre hypothèse l'aurait conduit à défendre ses chances dans la première circonscription, que M. Pierre Marroy va abandonner pour tenter de la transmettre à son suppléant, M. Bernard Roman ; mais, sur ce terrain, il se heurte aux ambitions de M^{me} Colette Codeccioni, conseillère municipale RPR de Lille, élue ci mars conseiller général de Lille-Sud-Ouest, l'un des deux cantons de la circonscription, où elle s'est déjà mise en campagne.

Devant les atermoiements du RPR national et les rumeurs laissant supposer que Lille pourrait tenter tel leader RPR en mal de terre d'accueil, M. Turk a donc choisi de secouer la tutelle parisienne. Cependant, les points ne sont pas coupés, puisque, selon le communiqué du RPR, la décision annoncée jeudi « ne préjuge en rien celles qui pourront être prises dans le cadre de la préparation des prochaines échéances électorales tant législatives que sénatoriales ».

JEAN-RENÉ LORE

EVELYNE SULLEROT

Attention ! "Quels pères ? Quels fils ?", le nouveau livre d'Evelyn Sullerot, est une bombe ! Un ouvrage aussi important pour cette fin du XX^e siècle que le fut "le Deuxième Sexe" en son temps.

Danièle Mazingarbe, madame Figaro

Evelyn Sullerot

QUELS PERES ? QUELS FILS ?



384 p.
130 F

Un livre de passion, nourri d'histoire, de sociologie, de droit de la famille.

Georges Balandier, Le Monde

Un ouvrage vigoureux... Que ce plaidoyer en faveur de la paternité vienne d'une femme, fondatrice du Planning familial, féministe réputée de surcroît, aura, assurément, plus de poids, au moment où l'on remet l'autorité parentale sur l'établi parlementaire. Il est urgent de sauver les pères ! crie-t-elle ici. Et de leur accorder des droits élémentaires, dans l'intérêt des enfants, mais aussi dans celui des mères.

Dominique Simonnet, L'Express

FAYARD

DE QUOI PRENDRE DES DECISIONS. PAS DES LEÇONS.

Cette semaine, au sommaire :
MAASTRICHT : LA CRISE
En France et en Europe, les dix conséquences pour l'économie et la Bourse.

Faut-il garder ses SICAV monétaires ?
Adidas, Nike, Reebok :
la guerre des chaussures de sport.

SPÉCIAL EXPORT
Le retour à l'équilibre du commerce extérieur français.
Les Oscars de l'exportation 1992.

ECONOMISTE

CHAQUE SEMAINE, ANALYSEZ, DÉCIDEZ !



SOCIÉTÉ

Des réfugiés aux immigrés

Quarante ans après la mise en œuvre de la convention de Genève, la France traite en un temps record les dossiers des réfugiés. Mais l'assainissement des procédures masque de nouvelles entraves au droit d'asile

Trois ans après avoir frôlé la thronose, l'Office de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) célèbre son quarantième anniversaire en toute sérénité, en organisant à Paris un colloque du 11 au 13 juin (1). Confronté au triplement des demandes d'asile à la fin des années 80, le système français d'accueil des réfugiés politiques avait décliné. Des dizaines de milliers de dossiers s'empilaient, certains s'égarant. Le modeste établissement public créé en 1952 pour gérer l'accueil des Européens « déplacés » par les séismes politiques de l'après-guerre n'avait pas résisté à l'effluve, à partir des années 70, des réfugiés fuyant la répression dans le tiers monde, puis des immigrants cherchant dans le droit d'asile le moyen de détourner la fermeture des frontières.

Cette usine à trier la misère de la planète - l'OFPRA attribue le statut de réfugié aux étrangers persécutés politiques, mais rejette dans la clandestinité ceux qu'elle considère comme de simples « migrants économiques » - est aujourd'hui sortie du gouffre. Depuis janvier 1992, les dossiers sont traités « en temps réel », dans le délai moyen record de cinquante jours, auquel s'ajoutent les deux à trois mois nécessaires pour qu'un éventuel appel aboutisse devant la commission de recours.

Traitement de choc

Pour cela, un traitement de choc a été administré : triplement du budget, doublement du personnel, introduction massive de l'informatique. Après le paroxysme de 1989, qui avait vu 61 000 étrangers demander asile à la France, ce nombre est redescendu à 47 000 l'an passé, et tomberait, en 1992, à 30 000 selon les projections. Il n'y avait alors en son au pas plus de candidats à l'asile

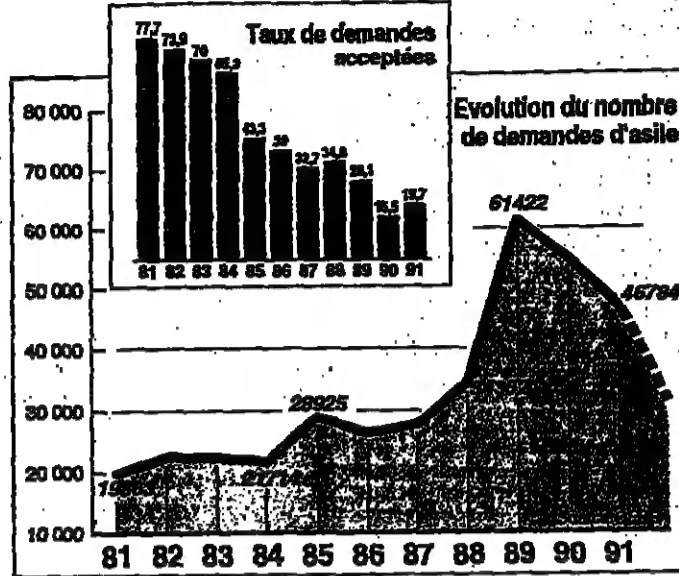
dans l'Hexagone qu'en un mois en Allemagne.

Les explications à cette spectaculaire diminution ne manquent pas. La suppression de l'autorisation de travail et des prestations sociales pour les demandeurs d'asile, en vigueur depuis octobre 1991, a probablement joué un effet dissuasif. L'évocation par M. Edith Cresson, alors premier ministre, de « chartes » et les photographies mondialement diffusées d'une expulsion musclée, l'été dernier à Robisy, ont aussi répandu une image répressive de la France.

La déflation des demandes tient surtout à l'accélération des procédures de l'OFPRA. Naguère les délais insupportables offraient la possibilité de contourner la législation interdisant l'immigration : comment recourir à la frontière un demandeur d'asile débouté ayant trouvé un travail, et parfois fondé une famille? Quelque 100 000 « débouteurs du droit d'asile » vivent ainsi illégalement en France.

Encore possible en Allemagne, ce dysfonctionnement risquait de mettre en péril la conception traditionnelle de l'asile. Selon la convention de Genève de 1951, il est réservé à toute personne persécutée « du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de ses opinions sociales, ou de ses opinions politiques », et non aux immigrants à la recherche d'un mieux-être économique. Aujourd'hui, l'assainissement de l'OFPRA doit, selon son directeur, M. Francis Lett, « faire que les vrais combattants pour la liberté continuent d'être hébergés par la France », et permettre à l'office de se concentrer sur sa tâche originale : la protection des 140 000 réfugiés d'immigrés entrecités (2).

Pour parvenir à ce résultat, l'OFPRA a appliqué des principes qui contenaient certains défenseurs des droits de l'homme (3). Il recourt désormais aux notions de « demandes manifestement fondées » et « manifestement infondées ». Seules les premières, et celles pour lesquelles des



vérifications s'imposent, font l'objet d'un entretien personnel. Ce dialogue a lieu dans la moitié des cas, ce qui représente un net progrès par rapport aux années antérieures.

Si la demande d'asile est considérée comme « manifestement infondée », on se contente d'une procédure écrite accélérée, sans entretien avec le demandeur. Elle permet d'écarter d'emblée les nombreux dossiers reposant sur des faux documents ou des motivations ouvertement économiques, mais aussi les victimes de « mesures simplement discriminatoires ».

L'OFPRA considère, en effet, que « l'exercice des droits politiques ou syndicaux dans des démocraties peut engendrer certains désagréments et conduire parfois les autorités de ces pays à limiter ces droits en procédant, par exemple, à des arrestations (...) dont la nature ne peut s'analyser comme des faits de persécution dans la mesure où ils restent « conformes »

aux principes internationaux (article 15 de la Convention de Genève de 1951). Sur cette base, l'asile est refusé à des Maliens et des Tchadiens, « compte tenu de changements fondamentaux survenus dans la nature de leur régime ».

Le resserrement de la notion d'asile se manifeste aussi pour les ressortissants de certains pays, dont l'accession récente à la démocratie exclut toute persécution. Après les Polonais, les Tchèques, les Hongrois, les Bénois et les Capverdiens, ce sont les Chiliens qui devraient voir progressivement rétrograder le statut de réfugié accordé après le coup d'État de 1973. Les nouveaux candidats ne seront plus admis à l'asile à fortiori.

Les obstacles à la demande d'asile se multiplient également en amont de la procédure française classique. Avant même la mise en œuvre de la loi instaurant des demandes aux agences aéroportuaires des passages sans papiers (le décret d'application n'est pas encore publié), des pratiques préventives se répandaient.

Divergences européennes

La Suisse, dernier pays d'Europe de l'Ouest à accepter les Haïtiens sans visa, impose, depuis février dernier, la possession d'une lettre d'invitation établie en Suisse et visée par une autorité cantonale. Cette mesure a verrouillé l'une des voies d'accès vers la France, via Zurich, empruntée par les demandeurs d'asile ayant fui Haïti depuis le renversement du Père Aristide. La France elle-même, a complété le dispositif en mars dernier, en imposant aux Haïtiens un visa de transit suite auquel on ne peut embarquer sur un vol faisant escale à Paris, et donc demander l'asile.

Les organisations humanitaires saluent d'autre part, des entraves à la formulation même d'une demande d'asile dans les aéroports européens. En France, l'institutionnalisation des fameuses « zones de transit », rebaptisées, « zones d'attente » (le Monde du 10 juin) risque de banaliser une persécution latente de demandes manifestement infondées.

Paradoxalement, le droit d'asile risque aussi de pâtir de la suppression des frontières européennes. La convention de Dublin, signée en 1990, empêchera un demandeur d'asile de s'adresser successivement à

plusieurs pays, alors que les pratiques divergent, et que la perméabilité des frontières varie très nettement du sud au nord. Nul ne se risque à en prévoir les conséquences sur la stratégie des demandeurs. Ni à prédire comment seront tranchés les conflits entre États qui se renvoient les demandeurs d'asile, tels des fardeaux encombrants. Récemment, une jeune haïtienne a été renvoyée trois fois de Stockholm à Paris avant de pouvoir formuler une demande d'asile, grâce à l'aide d'une hôtesse d'Air France.

Ces pratiques ont déjà des effets inattendus : la Pologne a enregistré l'an dernier mille demandes d'asile de la part d'Africains et d'Asiatiques rejetés par les pays de la CEE. Les barrières juridiques et politiques jouent plus sophistiquées qu'originales les pays riches, ne diminuent ni la pression du tiers monde, d'où proviennent l'immense majorité des candidats à l'asile en Europe, ni les exodes présents ou à venir, de l'Algérie à la Croatie, sans parler de l'ex-URSS.

Dans ce contexte trouble, le lien entre la politique de l'asile et celle de l'immigration apparaît au grand jour. La conception française de l'asile, universaliste et généreuse, pouvait s'appliquer sans problèmes majeurs à des persécutés russes ou chiliens. Elle est mise à l'épreuve quand des déserteurs turcs, vietnamiens, vietnamiens ou maliens, se présentent aux frontières. Désormais, les entreprises digitales des demandeurs d'asile sont archivées. On est devenu plus exigeant sur les « preuves » des persécutés. La vie s'est resserrée quand des déserteurs turcs, vietnamiens, vietnamiens ou maliens, se présentent aux frontières.

Le succès de M. Bernard Tapie en visite à Meaux. M. Loncle à l'école des banlieues. Les banlieues ont un nouveau ministre, mais ne le savent pas. M. Loncle, ministre de l'Éducation nationale, a été nommé à la tête de la Pierre Collinet à Meaux (Seine-et-Marne). Son premier contact avec la réalité des quartiers difficiles, jeudi 11 juin, à la cité de la Pierre Collinet à Meaux, a été un choc. M. Loncle, ministre de l'Éducation nationale, a été nommé à la tête de la Pierre Collinet à Meaux, a été un choc. M. Loncle, ministre de l'Éducation nationale, a été nommé à la tête de la Pierre Collinet à Meaux, a été un choc.

Le successeur de M. Bernard Tapie en visite à Meaux

M. Loncle à l'école des banlieues

Les banlieues ont un nouveau ministre, mais ne le savent pas. M. Loncle, ministre de l'Éducation nationale, a été nommé à la tête de la Pierre Collinet à Meaux (Seine-et-Marne). Son premier contact avec la réalité des quartiers difficiles, jeudi 11 juin, à la cité de la Pierre Collinet à Meaux, a été un choc. M. Loncle, ministre de l'Éducation nationale, a été nommé à la tête de la Pierre Collinet à Meaux, a été un choc.

pour l'insertion des jeunes. M. Loncle a encouragé les animateurs de ces centres.

Les difficultés qu'éprouve la municipalité pour attirer des enseignants à la Pierre Collinet n'ont pas entamé la conviction du secrétaire d'État : la réussite passe par le mariage du social et de l'économie, car, dit-il, « les entreprises n'ont aucun intérêt à voir se constituer des ghettos ». Il a cependant répété que « l'État doit rester en première ligne dans des domaines-clés comme l'éducation, la sécurité et la justice ». Annoncé par son éphémère prédécesseur, M. Tapie, l'établissement public national pour les banlieues devrait voir le jour. M. Loncle s'apprête aussi à reprendre l'idée du parrainage des quartiers chauds par des entreprises. Et si le maire de Mantes-la-Jolie proclame qu'il préférerait signer le premier de ces accords avec Renault et Talbot plutôt qu'avec Bouygues, M. Loncle est prêt à multiplier les partenariats.

De l'époque de l'union de la gauche, l'ancien militant radical a gardé le souvenir qu'« à tout moment, il faut être prêt à se battre ». Fort de cette généreuse conviction, M. Loncle effectuera chaque semaine une « visite sur le terrain ». Le président de la République lui a demandé de « s'engager ». « Sans entrer dans le mur », précise-t-il.

Ph. B.

REPÈRES

INTÉRIÈRES
Défuge sur l'Auvergne et le Sud-Ouest

Une septuagénaire a trouvé la mort dans l'affondrement d'une maison jeudi 11 juin à Ardes-sur-Correz (Puy-de-Dôme), nous signale notre correspondant à Clermont-Ferrand. Le défilé de pluie qui s'est abattu dans le secteur est à l'origine de l'accident ainsi que de nombreux dégâts en Auvergne, notamment à Fontaines (Haute-Loire) et à Aurillac (Cantal). Depuis le début du mois de juin, à Clermont-Ferrand, il est tombé 171 millimètres de pluie (1 millimètre correspond à 1 litre au mètre carré), contre 353 millimètres pour toute l'année 1991. Les sols n'arrivent plus à absorber la pluie et les cours d'eau débordent. L'Allier, qui coule la semaine dernière au rythme de 29 mètres cubes par seconde, en était jeudi

11 juin à 800 mètres cubes par seconde. En raison des menaces de rupture d'un barrage en construction, les dix habitants du hameau de Tisseac (commune de Saint-Géron, Haute-Loire) ont dû être évacués. Dans tout le bassin de la Garonne, les rivières et le fleuve ont tellement gonflé que les ponts d'alerte ont déjà été déplacés ou sont sur le point de l'être. Dans le Lot-et-Garonne, en particulier, des routes sont coupées par les inondations et des maisons sont isolées.

AÉRONAUTIQUE
Reprise des procédures d'approche VOR-DME sur les Airbus A-320

La compagnie Air France a annoncé, jeudi 11 juin à Toulouse, avoir repris depuis le 1^{er} juin les procédures d'approche VOR-DME sur Airbus A-320, une procédure

intermédiaire entre l'atterrissage en manuel et celui aux instruments, de même que la compagnie Air Inter. Ce type d'approche avait été suspendu en février dernier à la suite d'un incident survenu à Bordeaux (le Monde du 11 février).

Une modification du blindage anti-foudre de l'antenne VOR située à l'arrière de l'appareil a permis un fonctionnement correct, note le constructeur Airbus. Par ailleurs, certaines compagnies, réunies le mois dernier à Carcassonne (Languedoc), avaient évoqué l'hypothèse d'une modification de la planche de bord de l'Airbus A-320. Il s'agirait de faire passer l'affichage de la vitesse de descente (en pieds/min) de deux à quatre chiffres, afin d'éviter toute confusion avec l'angle de descente, comme cela pourrait avoir été le cas lors de l'accident du mortel Airbus A-320, le 26 janvier 1992.

Le Monde DES PHILATÉLISTES n°464
Juin 1992 - 25 F
L'Officiel de la philatélie

TAUTAVEL
LE PREMIER EUROPÉEN

Origine et évolution de l'homme

France : tous les timbres à venir

LA GAZETTE DES MALOINES

LES ENVELOPPES « PAR AVION »

LA PREMIÈRE ÉMISSION DE TCHÉCOSLOVAQUIE

JUIN 1992

BON DE COMMANDE DU N° 464 DU « MONDE DE LA PHILATÉLIE »

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ : _____

France métropolitaine seulement : 30 F (port inclus)

Nombre d'exemplaires _____ x 30 F = _____ F
(les virements ne sont pas acceptés.)

Commande à faire parvenir avec votre règlement à
LE MONDE - Service vente au numéro - 15, rue Falguère, 75501 PARIS CEDEX 15

Pour être servi, toute commande doit être accompagnée de son règlement par chèque bancaire ou postal.

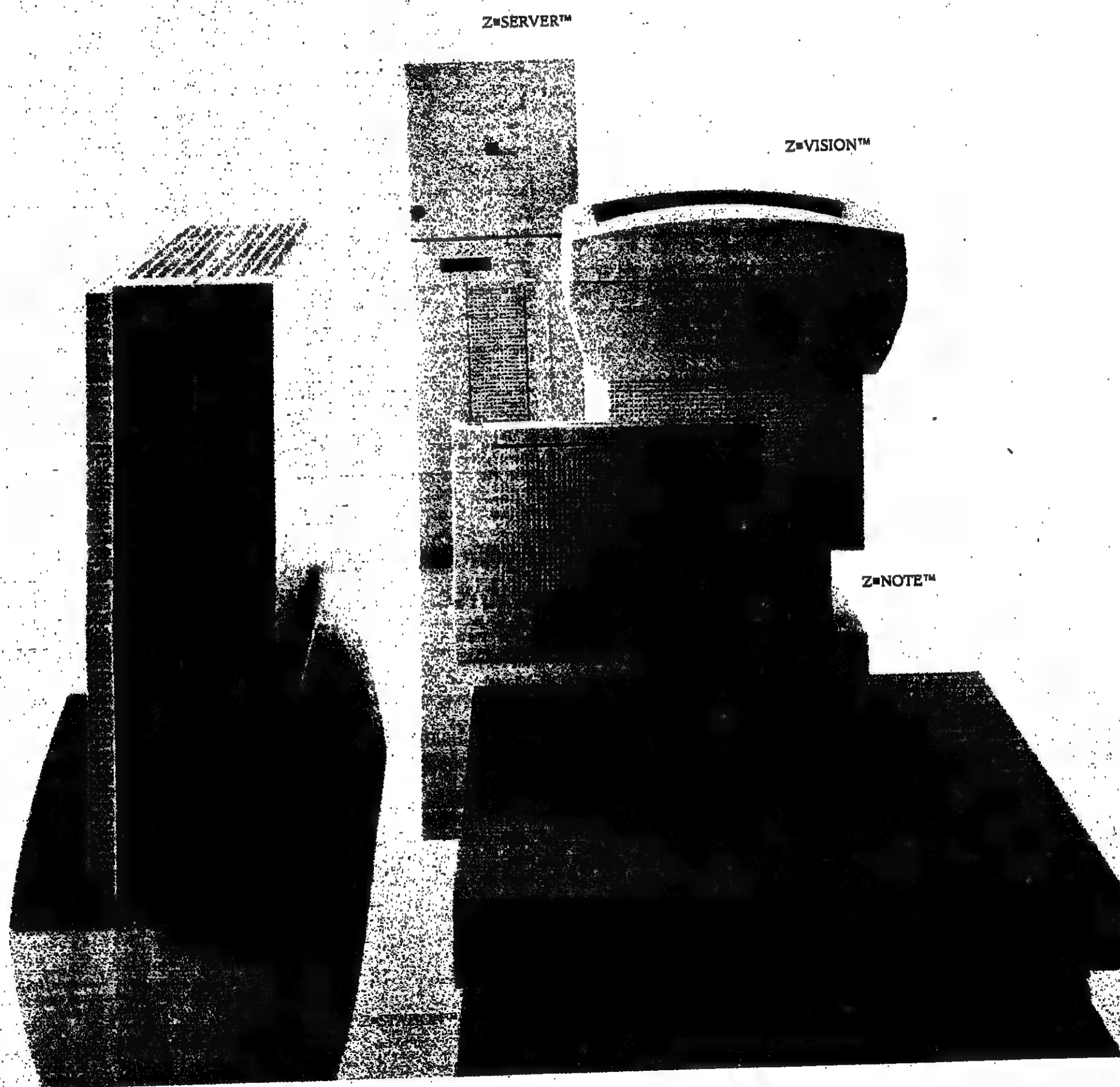
BULL EST LA NOUV

DISTRIB INVESTI

هكذا من الحاصل

• Le Monde • Samedi 13 juin 1992 11

BULL EST FIER DE VOUS PRÉSENTER SON DERNIER-NÉ : LA NOUVELLE SÉRIE Z DE ZENITH DATA SYSTEMS.



La nouvelle série Z de Zenith Data Systems a été conçue pour répondre aux quatre exigences fondamentales des utilisateurs : Protection de l'investissement, Communication intégrée, Facilité d'utilisation, et Design et ergonomie. La série Z répond aux spécifications du Distributed Computing Model* de Bull.

**DISTRIBUTED COMPUTING MODEL.
INVESTISSEZ DANS VOTRE ENTREPRISE.**

Réseaux
et systèmes
d'information

Bull



DDI MEDHAM : Distributed Computing Model est une marque déposée par Bull S.A.

MÉDECINE

Après l'affaire du CHR d'Amiens

Le projet sur les prélèvements d'organes va être « amélioré »

Le projet relatif aux dons et à l'utilisation des produits et éléments du corps humain - l'un des projets de loi sur la bioéthique - rédigé par le précédent gouvernement va être « amélioré », indique-t-on dans l'entourage de M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire. Cette décision a été prise par rapport avec les différentes propositions qui agitent le monde de la transplantation d'organes depuis la révélation de l'affaire du CHR d'Amiens (le Monde daté 17-18 mai).

Après la proposition faite par les responsables de l'association France Transplant d'un registre national informatisé des dons d'organes (le Monde des 6 et 12 juin), M. Kouchner s'apprête à proposer une série d'améliorations du système actuel, tout en remettant en cause le principe du consentement présumé sur lequel repose depuis 1976 la loi Caillaud.

Entendu par la commission spéciale de l'Assemblée nationale chargée d'examiner les projets de loi,

la bioéthique, M. Kouchner vient ainsi de prendre position en faveur d'un « registre automatisé » qui comprendrait non seulement les noms des opposants aux prélèvements d'organes, mais également les personnes susceptibles pour qu'une pratique soit mise en œuvre si la chose se révèle techniquement possible sur leur corps.

Cette disposition devrait, pense-t-on, être de nature à prévenir certaines incompréhensions entre les équipes médicales et les familles. Selon M. Kouchner, si le médecin n'a pas la volonté du défunt, il doit obligatoirement consulter la famille, les proches. Avec un prélèvement ne pouvant avoir lieu si le volontaire du défunt, exprimé directement ou par ses témoignages, s'y oppose, a précisé le ministre.

Prise de conscience

M. Kouchner estime en outre qu'après l'affaire d'Amiens la rédaction du projet de loi devrait être modifiée afin d'imposer une « tutelle dérogatoire » du corps. Tel qu'il avait été adopté par le conseil des ministres, le projet de loi indiquait un point : « les conditions

ayant procédé à un prélèvement sur un donneur sont d'assurer la restauration de son corps ».

Dans l'exposé des motifs, le gouvernement avait précisé que « ce qui est du prélèvement d'organes sur donneur mort, il est proposé s'en soit au système du consentement présumé ». Celui-ci peut certes ne pas être une place suffisante à l'autonomie de la volonté du défunt, tandis que d'autres soulignent que sa portée est, dans les faits, atténuée dans la mesure où la famille, les proches peuvent librement témoigner de la volonté du défunt. Pour autant, les remarques ne paraissent pas devoir remettre en cause le régime du consentement présumé résultant de la loi Caillaud. D'ailleurs, le fait que les cas d'opposition sont relativement peu fréquents traduit une prise de conscience dans la société de l'enjeu des greffes d'organes, moyen de vie humaine.

L'esprit du ministre de la Santé et de l'action humanitaire, la telle analyse mène à l'évidence d'être précisée. Des « améliorations » devraient être proposées, et d'amendement émanant soit du gouvernement, soit de députés.

J.-Y. N.

Désarroi

Après un prélèvement effectué sur le cadavre d'une jeune femme décédée d'une rupture d'anévrisme cérébral, la direction du CHR d'Amiens avait cru opportun de s'adresser à la mère en lui réclamant une série de renseignements administratifs pour obtenir un accord de prise en charge des frais d'hospitalisation du 2 au 3 novembre 1987.

À défaut de réception de ces renseignements avant le 10 janvier 1987, écrivait alors M. J. E. Meillon, directeur de l'hôpital Nord, je me verrai dans l'obligation de vous imputer la totalité des frais qui ont été approximativement à la somme de 9 millions.

Quelques jours plus tard, M. Marie-Josée Desprez-Mantione avait reçu un avis de recouvrement direct de la municipalité de Paris réclamant 595,05 F (consultation, cliché radiologique, soins de laboratoire) au nom du directeur de l'hôpital général de Berck-sur-Mer où se trouvait l'hôpital de l'Amiens.

L'avis de recouvrement adressé à la victime mentionnait, en outre, que M. Desprez-Mantione, c'est-à-dire le directeur de l'hôpital de Berck-sur-Mer, avait eu connaissance de la situation de la mère de la victime qu'il n'était pas possible d'annuler les dettes.

La loi de recouvrement adressée à la victime mentionnait, en outre, que M. Desprez-Mantione, c'est-à-dire le directeur de l'hôpital de Berck-sur-Mer, avait eu connaissance de la situation de la mère de la victime qu'il n'était pas possible d'annuler les dettes.

de ne pas déranger les personnes se trouvant dans la salle d'attente. Aucune précision ne fut donnée sur la nature des blessures ayant entraîné la mort de Clément. Je n'aurais pas pu deviner sur ce sujet à combien douloureux. Je voulais que vous sachiez, Monsieur le Directeur, dans quelles conditions lamentables des parents peuvent apprendre à la fois le décès de leur enfant et le prélèvement d'organes qui sera effectué sur son corps. Je ne pense pas que ces pratiques favorisent le don d'organes dans l'avenir.

Pour le chef du service de réanimation de l'hôpital de Berck, il ne fallait voir là, avant toute chose, qu'un acte d'irresponsabilité. Quant à M. François Simon, directeur de l'Assistance publique de Paris, il affirmait aux parents, dans une lettre datée du 6 septembre 1990 : « C'est avec beaucoup d'attention que j'ai pris connaissance de votre témoignage qui m'a profondément touché et qui, soyons-en persuadés, ne restera pas vain. J'ai demandé au directeur de l'Assistance publique de prendre toutes les mesures utiles pour que les familles soient repues avec les regards qu'elles ont en droit d'attendre en de telles circonstances ».

Les parents de Clément, qui se refusent à accuser normalement tel ou tel médecin, veulent bien aujourd'hui croire qu'il ne s'agit pas là de propos de circonstance.

J.-Y. N.

RELIGIONS

Mgr Lustiger face aux magistrats et aux avocats

L'homme de loi et l'homme de foi

S'exprimant pour la première fois devant un parterre d'avocats et de magistrats, le cardinal Jean-Marie Lustiger a tenu, jeudi 11 juin à Paris, un cycle de conférences sur le thème « Droit, liberté, foi », organisé commun par le barreau et l'archevêché de Paris.

L'affaire Scorsese, puis l'affaire Rushdie, ont placé le cardinal devant les tribunaux. S'il ne sort pas nouveau dans l'histoire judiciaire, les conflits entre la liberté d'expression et le respect des croyances se multiplient. Ajouté à ces questions posées par les questions de conscience ou l'expression de la foi religieuse dans un cadre laïque comme l'école (affaire du voile islamique), le sujet a donné lieu à une réflexion approfondie, sans précédent, entre des avocats et des magistrats, notamment ceux de la 17^e chambre du tribunal de grande instance de Paris, appelée à trancher de telles questions liées à l'exercice de la religion.

Les philosophes, comme Paul Ricœur, des diplomates, comme Mgr Tauran, venu du Vatican, des théologiens, des professeurs de droit, comme Jacques Robert ou Yves Gaudemet ont apporté leur pierre à cette réflexion, la magistrature et le barreau ayant délégué à ces conférences quelques-uns de leurs

ténors, comme Pierre Drai, premier président de la Cour de cassation, ou Pierre Truche, procureur général près la cour d'appel.

Il était hors de question d'aboutir à des conclusions communes. Tout au plus les représentants de l'Eglise et de la justice sont-ils tombés d'accord pour estimer nécessaire la recherche de meilleurs compromis dans le débat sur la liberté d'expression et le respect des croyances.

Les limites du droit positif

Mais dans la conférence finale, jeudi 11 juin, le cardinal Lustiger s'est placé sur un terrain plus ambitieux : celui des fondements mêmes du droit. Devant un public nombreux, et loin de lui être acquis, il s'est livré à l'exercice périlleux de la critique des limites du droit positif, celui qui, comme en France, exclut le recours à la référence sacrée inscrite, par exemple, dans le droit américain.

Mesurant ses avantages, mais déplorant les excès de la raison humaine qui, après 1789, s'est substituée à Dieu comme fondement du droit, l'archevêque de Paris a démontré les risques de subjectivité et d'arbitraire des juges de l'Etat - dans un système de droit où la liberté religieuse n'est qu'un élément d'une catégorie plus générale comme la liberté d'opinion (qui ne doit être limitée que pour des raisons impérieuses), dit la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Le principal danger est que l'Etat s'investisse lui-même d'un pouvoir sacré et devienne la source du bien et du mal. Mgr Lustiger a rappelé l'absolutisme du pouvoir soviétique et la tentation du « martyrs » qui ont voulu attester des limites d'un droit positif et de l'existence d'un divin. « Le droit positif est celui qui connaît des limites », conclut l'archevêque de Paris.

Sans rappeler les abus et les violations du droit commis dans l'histoire du monde, la religion, dont le rappel des tensions inquiétantes ne fut qu'un exemple, intervenait à tout de même soulever « le droit à la qualité de l'existence et du libre-penseur ». Ce à quoi l'archevêque de Paris a répondu que l'affirmation des droits du croyant ne devait pas effrayer le non-croyant : « Elle lui indique, au contraire, dit-il, la source d'une certitude d'un absolu qui est au cœur de l'homme ».

« Indiquer » ou imposer ? Ce sont des fantasmes qui font encore craindre une prise de pouvoir politique par la religion, surtout en France, dit le cardinal Lustiger. « Il n'a pas convaincu tout son public, au moins s'il semble rencontrer l'adhésion de juristes qui, à l'heure de l'effacement du communisme et de la construction d'une nouvelle Europe, estiment trop étroites leurs définitions du droit ».

HENRI TINCO

La fête de l'Aid en France

Le gouvernement souhaite un « islam organisé et indépendant »

La fête de l'Aid (dite du sacrifice du mouton) a été célébrée, jeudi 11 juin, par la communauté musulmane de France. Le Conseil de l'islam de France (CORIF) avait reçu du ministère de l'Intérieur la mission de suivre, dans ce département, les opérations d'abattage rituel qu'autorise la loi à condition qu'elles aient lieu dans un abattoir agréé par des services officiels et en présence des services vétérinaires. Une seule manifestation pour la défense des animaux a eu lieu à Paris (Val d'Oise).

Le financement de la mosquée inquiète le maire de Lyon

LYON

de notre bureau régional

M. Michel Noir, maire de Lyon, s'exprimant jeudi 11 juin devant son conseil municipal, a annoncé qu'il n'assisterait pas à la pose de la première pierre de la mosquée de Lyon, prévue dimanche 14 (le Monde du 10 juin). Rendu compte de sa rencontre avec les responsables de l'Association culturelle islamique française (ACLIFF), MM. Lahouche et Kabtane, M. Noir a estimé que les « deux exigences » préalables à l'état des lieux de l'ACLIFF et la mairie avaient, en effet, convenu que l'intégralité du financement de cette mosquée et la « transparence » de l'origine des fonds conditionnent le début des travaux. L'ACLIFF ne dispose que d'un ving-

taine de millions de francs, promis par le roi Fakh d'Arabie saoudite, qui, aux yeux de la municipalité, s'agit d'appareiller comme le maître d'ouvrage. Or, même revu à la baisse, le projet nécessite un investissement de 35 millions de francs. M. Noir a tenu à rappeler que la mosquée de Lyon, qui n'est pas une mosquée de culte, mais une mosquée de culture, a pour but de servir de lieu de rencontre et de dialogue entre les cultures et les religions.

« Le gouvernement veut un islam organisé et indépendant », a déclaré M. Yamnane. Recevant M. Tahiri Bouakour, nouveau recteur de la Mosquée de Paris, M. Noir a déclaré que, dans un tel contexte, il était difficile de souhaiter le soutien du gouvernement à la Mosquée, pour qu'elle échappe à sa tutelle algérienne, et clarifier son fonctionnement, notamment par la séparation des activités culturelles et commerciales de la Mosquée. La récente visite à Alger de M. Bouakour et ses photos dans la presse au côté de MM. Haddam et Boudiaf ont provoqué à Paris une certaine irritation.

H. T.

Le Monde de l'éducation

EXAMENS

Mobilisation générale.

COMMENT CHOISIR UNE ÉCOLE PRIVÉE

Toutes les questions à se poser et à poser au chef d'établissement avant d'inscrire son enfant.

EXAMENS, MOBILISATION GÉNÉRALE

Comment recruter les correcteurs ? notés copies. Comment les 4 millions de candidats et leurs familles vivent cette période. Et aussi tous les petits secrets à la réussite aux examens.

BAC + 2 : LES ACCÈS EN 3^e ANNÉE D'IUT

Le répertoire de 184 formations qui offrent des débouchés professionnels, en association avec des entreprises.

SPÉCIAL BAC : L'ÉPREUVE DE PHILO

Les derniers conseils avant l'examen. Les réflexions de deux philosophes contemporains sur les notions au programme du bac.

NUMÉRO DE JUIN 1992 - 25 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société civile
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lescaze, gérant.

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-23-33

Impression
de « Le Monde »
112, rue de Valenciennes
94052 IVRY Cedex (1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75601 PARIS CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-89
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUE-MÉRY
94052 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 261.311 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUE-MÉRY
94052 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

1 an 1 120 F 2 066 F 2 960 F

6 mois 580 F 1 120 F 1 580 F

3 mois 280 F 520 F 730 F

1 an 1 120 F 2 066 F 2 960 F

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner,
renvoyez ce bulletin
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse d'adresses
personnelles : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en
indiquant leur numéro d'abonnement.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 30-15 - Taper LEMONDE
ou 30-16 - Taper LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Taper LEMONDE
code d'accès ABO

Des missiles à la casse

Des missiles à la casse

Des missiles à la casse

Des missiles à la casse

Des missiles à la casse

Des missiles à la casse

Des missiles à la casse

Des missiles à la casse

Des missiles à la casse

Des missiles à la casse

Des missiles à la casse

Des missiles à la casse

Des missiles à la casse

Des missiles à la casse

Des missiles à la casse

Des missiles à la casse

Des missiles à la casse

Des missiles à la casse

Des missiles à la casse

Des missiles à la casse

Des missiles à la casse

Des missiles à la casse

Des missiles à la casse

Des missiles à la casse

Des missiles à la casse

Des missiles à la casse

Des missiles à la casse

Des missiles à la casse

هكذا من الجهد

SOCIÉTÉ

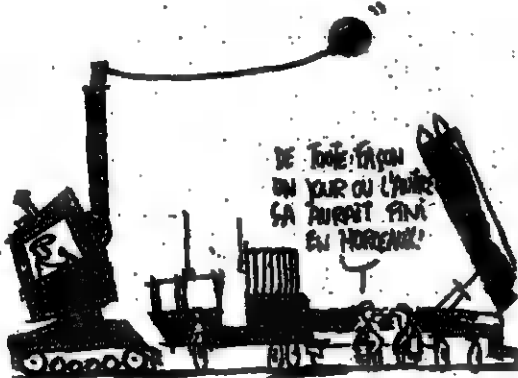
DÉFENSE

Des missiles à la casse

La 11 septembre 1991, le président de la République lors d'une conférence de presse à l'Assemblée nationale a annoncé que les missiles Hadès - il s'agit d'un engin portant de 350 à 480 kilomètres de distance une arme nucléaire d'une puissance de destruction pouvant aller jusqu'à 80 kilotonnes - ne seraient pas déployés avant l'origine. Mais il avait indiqué que ces missiles ne seraient pas détruits pour autant qu'ils seraient stockés, il tire conservatoire, par un régiment d'artillerie chargé de leur gardiennage.

propulsion (SEP), la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE), et la Direction d'achats et d'engins (CAEPE) sont situés au Sud-Ouest.

Dans la pratique, la production du système Hadès a été immédiatement arrêtée. Sur la base de la trentaine de missiles fabriqués, les établissements DGA disposaient de six mois de missiles à effectuer. Les équipements en production devront donc être ou cassés ou « ferrallés » selon l'expression en usage dans l'industrie, c'est-



Depuis le début de ce programme, la fin des années 70, avait envisagé jusqu'à cent vingt missiles de cette catégorie (montés sur un semi-remorque érecteur, les Hadès vont par paire). Puis le projet avait été revu à la baisse et, enfin, limité à quinze lanceurs ou trente missiles.

La fin de la « guerre froide »

M. Mitterrand avait argué de la fin de la « guerre froide » en Europe pour justifier le programme Hadès. Il avait tenu à dire que les Allemands, qui s'étaient inquiétés de la portée du missile et du choix éventuel des cibles militaires en cas d'un engagement du système, ne s'étaient inquiétés de la portée du missile et du choix éventuel des cibles militaires en cas d'un engagement du système.

Tel qu'il a été arrêté en septembre 1991, le programme Hadès sera lancé en 10 et 11 milliards de francs, un rapport sénatorial de 1991. L'enveloppe budgétaire qui avait été allouée à l'origine s'élevait à 17,5 milliards de francs.

La notification de la DGA ne s'adresse pas au groupe Aérospatiale, et surtout à la Direction de Saint-Médard-en-Jalles (Gironde). Elle devrait concerner la Direction européenne

à dire qu'ils seront réduits avant la fin de l'année à l'état d'origine de la composition. Les missiles, qui restaient à produire ne seront pas stockés et mis « sous cocon » protecteur par leur unité de gardiennage.

Cette décision est conforme à une politique - discrète - de la France qui aboutit à se désaisir progressivement de son arsenal nucléaire, préstratégique, à l'exemple de ce que les Américains ont commencé d'appliquer en Europe où ils ont massivement réduit leur présence d'armements tactiques.

En 1992, l'armée de terre française aura perdu trois des quatre régiments équipés de missiles Pluton américains. Le dernier de ces régiments doit disparaître l'an prochain. De même, l'armée de l'air, qui dispose d'un escadron de six avions de combat Mirage 2000-N, enlèvera trois escadrons, au lieu des cinq qu'elle en avait initialement. D'autre part, le charge de déployer une flottille - au lieu de deux précédemment - de sous-marins d'attaque Super-Éclair armés de missiles aéroportés à bord des sous-marins Foch ou Clemenceau, puis du prochain Charles-de-Gaulle en 1998.

JACQUES ISHARD

En raison de la suspension des essais nucléaires

Une centaine de licenciements sont annoncés sur les sites de Mururoa

Cinq entreprises de Papeete ont annoncé, jeudi 11 juin, qu'elles procéderaient, dans les jours prochains, au licenciement de plus d'une centaine de leurs salariés en raison de la suspension des essais nucléaires à Mururoa, annoncée par le premier ministre en avril dernier. Il s'agit de sociétés de sous-traitance, employant de 20 à 50 personnes. Selon les syndicats, il est envisagé de nouvelles suppressions de deux à trois cents emplois, qui pourraient intervenir au cours de l'été.

Le coût d'une campagne de tir - on compte de l'ordre de quatre à cinq milliards de francs - est évalué à quelque 1,6 milliard de francs. Comme ces expérimentations commencent à être conçues dix-huit à vingt-quatre mois à l'avance, du fait des dépenses déjà engagées, sont inférieures à 300 millions de francs si l'on en croit des calculs

du Commissariat à l'énergie atomique (CEA).

Actuellement, les fonctionnaires agents du CEA à Mururoa, les différents personnels militaires de Polynésie employés en période de tir, environ 100.

M. Serge Dassault s'en prend aux hommes politiques et à la presse. « Il est dommage, a-t-il dit, que les hommes politiques et la presse passent leur temps à attaquer l'industrie française, au lieu de glorifier ses performances. » Il a notamment déploré le fait que le député général du RPR pour la défense, M. François Fillon, ait récemment (le Monde daté des 7-8 juin) remis en cause le choix du Rafale pour équiper l'Armée navale française.

JUSTICE

Un tribunal correctionnel de Paris

« Elle » condamnée pour diffamation envers l'épouse du prince Sihanouk

La chambre correctionnelle de Paris a condamné jeudi 11 juin le directeur de la publication du magazine Elle à une amende de 40 000 F pour avoir commis le délit de diffamation envers Monique Sihanouk, épouse du prince Norodom, et envers M. Vandy Khok, homme d'affaires cambodgien. Le directeur, M. Frank Tenot, et le rédacteur en chef, Edith 7, devront, en outre, verser 100 000 F de dommages et intérêts à la plaignante, et 50 000 F à M. Khok.

L'article publié le 2 janvier 1991 était principalement consacré à une analyse de la vie et du comportement de la princesse Sihanouk, notamment accusée d'avoir « pillé le Cambodge » avec la complicité des trois frères Khok, trois célèbres mafiosi.

Dans son jugement, le tribunal, présidé par M. Jean-Yves Monfort, estime que certains passages de l'article « portent gravement atteinte à l'honneur » de la plaignante. Les magistrats constatent que le magazine ne propose pas de rapporter la preuve de la vérité des faits imputés à la princesse mais jette la bonne foi en présentant des extraits de livres et de journaux. Aussi, le tribunal déclare : « Le journaliste s'est, en l'espèce, contenté de copier avec complaisance des rumeurs figurant le plus souvent dans des ouvrages anciens. La preuve d'une enquête personnelle et sérieuse n'est donc pas rapportée. » Et le jugement dénonce « la violence du vocabulaire utilisé » et « l'animosité personnelle du journaliste » à l'égard de la princesse.

Si l'amende prononcée est largement supérieure aux sommes généralement fixées par le tribunal, certains magistrats font observer, au palais de justice de Paris, qu'une tendance à la sévérité se dessine depuis quelque temps en matière de diffamation. De la même

L'affaire des repreneurs d'entreprises

Un communiqué de M. Chevènement

À la suite de la publication, dans le Monde du 12 juin de l'enquête intitulée « Le naufrage des pompiers socialistes de l'économie », M. Jean-Pierre Chevènement nous a adressé la mise au point suivante :

« Le Monde publie, sous la signature de M. Roland-Pierre Parigoux, une série d'allégations proférées, dans une affaire intéressant la justice, par M. Dewyver, qui, comme le note l'auteur de l'article lui-même, « ne craint pas d'être poursuivi en diffamation puisqu'il bénéficie de l'immunité accordée à la défense ».

« Je rétorque catégoriquement, pour ma part, ces allégations qui ne reposent sur aucune preuve. Je rétorque qu'un grand journal les reprenne à son compte pour nourrir, à partir de ce qu'il décrit lui-même comme une « mystérieuse embrouille », une campagne d'insinuations inacceptables. C'est bien connu : « Calomniez, il en restera toujours quelque chose. » Je suis un homme libre. Si certains s'imaginent faire taire par ce genre de campagne l'élu du suffrage universel que je suis, ils me trompent. »

[Au cours de l'affaire des repreneurs d'entreprises de la CFDT, se trouve M. Ignace Lovinac, qui a occupé diverses responsabilités au sein du Parti socialiste et dont les liens avec l'ex-CRUX, le candidat de M. Chevènement au PS, sont, depuis longtemps, notoire. L'accusé de M. Lovinac lui-même s'est attaché à démontrer, documenté d'experts à l'appui, que l'affaire était liée à des pratiques de financement politique occultes au profit de PS et de certains de ses élus. C'est également M. Dewyver qui a mis en relief, en se référant au dossier judiciaire, le rôle joué dans cet épisode par un certain nombre de PS, mais aussi par certains ministres : M. Chevènement dans les années 1982-1983. - R.-P. F.]

« Désengagement du centre de vaccinations international d'Abidjan - Installé square Max Hymans près de la gare Montparnasse (Paris 14), le centre de vaccinations internationales de la compagnie aérienne française est transféré dans l'aéroport des Invalides (Paris 7) depuis le 1^{er} juin. Il sera ouvert au public sans interruption du lundi au vendredi de 9 heures à 16 h 30, le samedi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 h 30.

Le juge Gatti déchargé à sa demande du dossier Brando

À sa demande, le juge Max Gatti a été déchargé, mardi 9 juin, du dossier Brando-Drolet par le président du tribunal de première instance de Papeete, en Polynésie française, Cheyenne Brando, fille de l'acteur américain Marlon Brando, est inculpée de meurtre dans l'assassinat, en mai 1991, de son amant Dag Drolet par son demi-frère Christian Brando.

Ce dernier a été condamné l'an dernier à dix ans de prison par un tribunal de Los Angeles. C'est à l'issue d'une longue audition, mardi, avec Cheyenne Brando, le juge Gatti a demandé à être déchargé du dossier. Pour expliquer sa décision, il a invoqué « les propos diffamatoires » tenus par lui « par certains organes de presse ». « Parce que j'ai porté plainte, il faut que je puisse répondre librement aux attaques dont j'ai été l'objet », a-t-il dit.

Le quotidien Tahiti, les Nouvelles, avait récemment mis en cause le magistrat, ce qui avait entraîné une perquisition dans les locaux du journal. Le dossier a été confié au doyen des juges d'instruction de Papeete, M. Jean-Bernard Tallier.

Les suites de l'affaire Boucheron

Le ministère du budget affirme que les enquêtes fiscales continuent

Après la publication, dans le Monde du mercredi 10 juin, d'un article relatif aux affaires politico-fiscales de M. Jean-Michel Boucheron, ancien maire d'Angoulême, député (non-inscrit) de la Charente, qui révélait l'existence d'un troisième réseau de financement d'élus socialistes, en lumière par un rapport de la Direction nationale des enquêtes fiscales (DNEF) daté du 29 mars 1991, le ministère du budget nous indique que les enquêtes fiscales se poursuivent sur les personnes mises en cause par ce rapport. Les enquêteurs de la DNEF faisaient état d'une pratique de « facturation fictive » par la DNEF de bureaux d'études, gérés directement ou indirectement par M. Michel Gabaudet, et dévoilaient l'existence d'un sous-traitant, la société Euro Eastern, dont le siège social est basé à Grand-Cailman, un paradis fiscal des Antilles.

Si vous n'avez pas la climatisation dans votre voiture, vous pouvez toujours vous arrêter pour boire un verre d'eau fraîche.



CITROËN présente TOTAL

CHEZ CITROËN DU 11 AU 30 JUIN LES SÉRIES CITROËN "CLIM": LA CLIMATISATION POUR SEULEMENT 1500 F* DE PLUS

LES SÉRIES CITROËN "CLIM" AX, ZX, BX, XM**

Où bénéficiez de:

- 90% de remise sur toutes les options constructeur

- 10% de remise sur les accessoires CITROËN

Ces remises non cumulables entre elles, valables chez les membres du réseau CITROËN affichant l'opération, pour toute commande d'un véhicule neuf particulier CITROËN passée le 11 et le 30 juin 1992, dans la limite des stocks disponibles.

* Tarif spécial "Séries CITROËN Clim" de 11/06/92. Année Modèle 1992. ** Seul sur séries CITROËN "CLIM" équipées d'un climatiseur à automatique intégral pour 3800 F TTC de plus.



CITROËN

IV. — Produire moins? Non : produire mieux

Les vertus saluantes
de la technique

Mais se peut-il
fond, la fin
déchiré que
montrer ses
nature de la
ou n'est un
tous les
pour en
qui a été
semble ne
sions de
interactio
sans peur
mouvement
morce et de
l'homme l'au
que et l'autr
révéler les
bon point
personne
Pillature
amplifier l'
de leur co
revêtu et
pour l'extr
d'ouvrir l'
muni de
M. Kazuo
de l'Agence
Pour l'Asie
politique
volonté de

ENVIRONNEMENT

Le Sommet de la Terre à Rio

M. Mitterrand en chevalier du « nouvel ordre vert »

RIO-DE-JANEIRO
de notre envoyé spécial

Il y aura automatiquement deux lectures du bilan du Sommet de la Terre, qui s'achève dimanche 14 juin après la plus grande parade de chefs d'Etat et de gouvernement qu'on n'ait jamais vue se succéder à la même tribune. Les sceptiques trouveront mille justifications à leurs sarcasmes dans les bonnes résolutions affichées au terme de deux semaines d'un bouillonnement parfaitement canalisé. Les optimistes y verront la première marque d'une prise de conscience universelle et la promesse d'un monde meilleur. L'environnement, M. Ségolène Royal, appelait, le 4 juin, « nouvelle alliance qui permettra d'inventer un nouveau modèle de développement » : une solidarité planétaire.

Les premiers auront beau jeu de dire que ce ne sont pas deux conventions très générales sur la protection de l'atmosphère et de certaines espèces animales et végétales, ni une charte symbolique énonçant de nobles principes au nom de la prétendue solidarité entre pays riches et pays pauvres, et encore moins ce vaste « programme d'action pour le vingt et unième siècle » qu'évoquent les huit cents pages de l'« Agenda 21 » - ce futur-tout à la Prévert dont le financement, jeudi, restait encore à déterminer - qui pourront résoudre des problèmes que révoquaient déjà la conférence de Stockholm en 1972.

Le « Rapport mondial sur le développement humain », publié en mars par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), donne en tout cas la mesure de la gageure : existe-t-il un point d'équilibre entre la protection de la qualité de la vie dans les pays développés et la protection de la vie tout court dans les pays sous-développés ? On se situe ce matin, quand il apparaît non seulement que « les 20 % les plus riches de la population du monde se partagent 80 % des richesses », mais aussi que les inégalités ne cessent de

s'accroître au point que, « entre 1960 et 1989, les pays où habitent les 20 % les plus riches de la population ont vu leur part du PNB mondial passer de 70,2 % à 82,7 % alors que les pays où se trouvent les 20 % les plus pauvres ont vu au contraire leur part tomber de 2,3 % à 1,4 % ».

Les seconds rétorqueront, comme le soulignait mercredi le président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, M. Jacques Attali - selon lequel la « guerre froide » remplace désormais la « guerre froide » - que dans leurs échecs respectifs, « le communisme et le capitalisme ont l'un et l'autre oublié l'essentiel : l'humanité a besoin, pour survivre, que chaque homme s'occupe, dans sa vie quotidienne, comme de passage, comme responsable d'un patrimoine à valoriser et à transmettre ». Et ils proclameront que, « s'il s'agit-là d'une utopie, elle mérite bien un détour ».

Une pièce maîtresse

M. François Mitterrand veut faire une lecture plus nuancée de la conférence. S'il entend se situer résolument plus près des seconds que des premiers, il tient à ne pas laisser l'illusion. Il ne fera pas la fine bouche devant les conclusions de ce Sommet de la Terre. Il y voit, lui aussi, mille espérances de progrès, et il le dit d'autant plus volontiers que ces conclusions vont dans le sens de la ligne moyenne qu'il préconise entre le sur-développement des uns et le sous-développement des autres.

Mais ce n'est pas le président de la République française qui jettera la pierre au président des Etats-Unis. La répartition des tâches ayant été assignée à M. Royal le soin de mener la tribune française à la cause des pays sous-développés, la semaine dernière, et l'attitude néo-coloniale des Américains qui refusent de signer la convention sur la protection des espèces, M. Mitterrand se proposait d'insister surtout à Rio, sur la nécessité d'une coopération internationale en matière de protection de l'environnement, indissociable de la

question du développement. Considérant qu'il n'est pas la bonne méthode de « laisser du doigt les Etats-Unis » - prétendant qu'ils ne manifestent aucun engagement pour l'aide au développement - le président de la République était plus judicieux - disait-on jeudi - l'Elysée - de prendre M. Bush à son propre discours en lui faisant remarquer, par exemple, qu'il paraît difficile de militer pour l'instauration d'un « nouvel ordre international » tout en ayant des responsabilités en matière d'environnement et de développement.

Aux yeux de M. Mitterrand, en effet, la conférence de Rio revêt avant tout une importance stratégique. C'est, à son sens, le bilan des négociations et la valeur de pièces maîtresses dans l'édification de « l'ordre nouveau », à venir, finalement, l'écologie sous la pression des opinions publiques. Or, sur ce terrain, la France a de l'avance sur les Etats-Unis et il ne lui déplaît pas de le manifester. M. Mitterrand confiera que son pays est disposé à donner l'exemple en portant à 0,7 % du PNB, en l'an 2000, le montant de son aide publique au développement des pays pauvres (0,55 % actuellement).

Il ajoutera d'autres postes à sa profession de foi : la France doublera, à partir de 1994, sa contribution au Fonds pour l'environnement mondial qui est aujourd'hui de 300 millions de francs par an. Si sa création est confirmée, elle participera aussi au fonds de la Communauté économique européenne, qui pourrait consacrer 3 milliards d'euros sur cinq ans à un financement de certaines des actions inscrites dans le programme de l'« Agenda 21 », à condition que soient choisies des opérations vraiment prioritaires.

La règle du anti-béret paraissant dévoter à M. Bush, M. Mitterrand aspire donc à figurer en chevalier du « nouvel ordre vert », et cette approche éconômique donne à penser que, dans son esprit, il n'y a pas loin de Mitterrand à Rio.

ALAIN ROLLAT

« Leçons » japonaises

Suite de la première page

La contribution japonaise au programme des Nations unies pour l'environnement représente 14 % du budget de celui-ci, et Tokyo a offert huit milliards de dollars au « Green Fund » du Sommet de Rio.

L'une des rares nations industrialisées à ne pas avoir de « mouvement vert », du moins d'un mouvement de pétitionnaires luttant de manière ponctuelle pour la protection de l'environnement, le Japon vit néanmoins sa « fièvre verte ». Pas un produit qui ne vante sa « pureté », qui ne soit « vert », du moins pour les bébés aux caquetages de biberon. C'est par ailleurs le grand « boom » des eaux minérales. Chacun a son programme, ses slogans, ses fondations. Outre le gouvernement, le patronat a ses liens et les entreprises ont fait de « sauvegarde de la Terre » le leitmotiv de leur politique de relations publiques. Le Parti conservateur « surfe » sur la vague, espérant traduire en votes ce souci écologique.

Les vertus salvatrices de la technologie

Mais le Japon pose un problème : la finalité de cet « éco-leadership » que brigue le Japon. Sans minimiser les résultats obtenus en matière de lutte contre la pollution, on note un essouffissement des initiatives. Cet « éco-leadership » suppose en outre des choix politiques qui n'ont pas été faits. Tokyo ne semble pas avoir de projet précis, sinon de relever son prestige international. L'opposition paralysante entre l'Agence pour l'environnement et le ministère du commerce et de l'industrie (MITI), prônant l'une la protection écologique et l'autre la croissance, est révélatrice de ce manque d'orientation précise. « Nous avons des dispositions sévères pour remédier à la pollution mais pas encore pour améliorer l'environnement. La loi de lutte contre la pollution doit être révisée et les pouvoirs de l'Agence pour l'environnement doivent être étendus. L'agence doit devenir un ministère à part entière », nous dit M. Kazuo Aichi, ancien directeur de l'Agence pour l'environnement.

Pour l'instant, le seul objectif politique que l'on perçoit est la volonté de rendre au Japon l'« image » qu'il avait perdue en 1989 par le scandale politico-boursier Recruit, qui se découvre protecteur de l'environnement.

ment après avoir été l'un des manipulateurs de la « mafia de la construction » (lobby politique des promoteurs), dont le souci écologique n'est pas la préoccupation majeure.

Il se constitue autour de M. Takeshita un nouveau lobby - une de ces traditionnelles « tribus » (zoku) - qui fait de l'écologie son cheval de bataille. La croyance dans la vertu salvatrice de la technologie tient lieu de propositions concrètes à cette « tribu », rassemble politiques en veine programme, fonctionnaires évoluant dans leur mouvance et industriels en quête de marchés.

Le Livre blanc sur l'environnement, publié en mai, est révélateur des fluctuations dans les orientations gouvernementales : il s'efforce de concilier les exigences de développement et de protection de l'environnement et introduit la notion de « compatibilité ». Citant la maladie de Minamata (intoxication par le mercure organique déversé dans la mer) comme exemple de rupture dans cette « compatibilité », il « oublie » de rappeler que, trente-cinq ans après, la question de l'indemnisation des victimes n'a pas été comblée, et qu'il est difficile de ne pas s'attarder sur les responsabilités de l'administration dans cette affaire.

En réponse à un document, abondamment distribué à Rio, l'association des victimes de la maladie de Minamata a publié un texte reprochant à l'Etat d'avoir manqué à ses devoirs avant et après le déclenchement de l'intoxication au mercure, et aujourd'hui de refuser de dédommager cinq mille nouvelles victimes.

Une politique à court terme

Celles-ci ne sont pas les seules à être oubliées : désormais âgés, les habitants du village de Toroku, au fond des montagnes du Kyushu, ont récemment renoncé après quinze ans de luttas avec l'administration et les tribunaux à faire reconnaître les dommages causés par les matières toxiques déversées par Sumitomo Metal dans leur rivière. Bilan : vingt-trois morts, cent quarante-quatre malades. Sumitomo en a fait son affaire. Dans un édifiant consensus au Livre blanc, l'Asie donne deux

exemples incitant à nuancer le satisfecit que s'octroie le gouvernement : la pollution atmosphérique, malgré les progrès accomplis, reste élevée, et le problème des déchets, en raison d'une « politique à court terme », n'a pas satisfait les habitants des administrations et des entreprises.

Selon le professeur Kenichi Miyamoto, spécialiste des questions d'environnement de l'université d'Osaka, la pollution est « une insidieuse » (c'est le cas des eaux souterraines, par exemple, ou des contaminations par le chrome des déchets servant à repaquer des voitures), et elle est devenue un mal chronique. En outre, s'il est vrai que le Japon est moins de gaz carbonique par habitant que les Etats-Unis et moins d'oxyde de soufre que la plupart des pays industrialisés, s'il est vrai aussi qu'il est champion du monde pour le papier recyclé, la situation écologique ne s'en dégrade pas moins : les émissions de gaz carbonique ont augmenté de 3,2 % depuis 1987 et la politique d'économie d'énergie stagne. Selon le rapport de l'Agence pour l'environnement de 1990, les conditions atmosphériques des grandes agglomérations ne se sont pas améliorées depuis dix ans.

La « conscience écologique » zippée à l'égard des pays en voie de développement n'est pas non plus dénuée d'ambiguïté. Le Japon reste en effet un des grands responsables de la destruction de l'environnement qu'il prétend combattre : déforestation pour alimenter son industrie du papier, exportation de pollution par la délocalisation de certaines industries, sans parler des dégâts causés par la création de quelque soixante-dix terrains de golf en Asie du Sud-Est. Selon la Banque mondiale, l'Asie devrait investir 20 milliards de dollars par an pour protéger son équilibre écologique.

Le Japon s'emploie à mettre en valeur les avantages de la prévention des pollutions, qui coûte dix fois moins cher que la dépollution. Compte tenu de son avance technologique en matière d'équipements de lutte contre la pollution, le Japon sera l'exportateur désigné de ce matériel, d'autant plus qu'il fournira les crédits pour les acquérir.

PHILIPPE PONS

SPORTS

Le championnat d'Europe des nations
du football

GROUPE 1 : Angleterre-Danemark, 0-0

Les Danois, invités-surprises

L'Angleterre et le Danemark ont fait match nul, 0 à 0, dans la deuxième rencontre du groupe 1 du championnat d'Europe des nations, jeudi 11 juin à Malmö. Les quatre équipes du groupe - qui compte également la Suède et la France - se retrouvent donc à égalité de points avant la deuxième journée qui aura lieu dimanche 14 juin.

MALMÖ

de notre envoyé spécial

L'invité surprise de l'Euro ne pouvait pas faire moins que d'en tirer le premier frisson. Entré par la petite porte des remplaçants, les Danois ont bien failli provoquer la première sensation de la compétition. Car, jeudi soir, ils ne se sont pas contentés de faire le gros dos en première mi-temps, pour laisser passer l'orage anglais. Leur gardien n'a pas seulement annulé le stade par deux arrêts de pure, les yeux fixés sur le ballon, couchant plutôt que sur le ballon. En quelques passes enlaidies et déboulés sauvages - qui rappelaient les charges de bison d'Elkjaer Larsen et de leurs prédécesseurs de 1984 - en envoyant un de leurs ballons frapper un poteau, ils ont failli mener l'un des gros buts de ce championnat d'Europe. En malmenant l'équipe anglaise, ils se sont surtout mis au diapason d'un peuple qui, ces derniers temps, aime à jouer les empêcheurs de tourner en rond.

Car, devant les 25 000 spectateurs de Malmö, les Danois ont tout simplement tordu le cou à deux idées consensuelles de l'assemblée du ballon rond. La première est connue de tous : un match avec des buts vaudra toujours mieux qu'une rencontre qui en est dépourvue. Non, ont répondu les Danois avec l'habituelle collaboration de l'équipe anglaise. Le 0-0 de jeudi s'exprimait largement à l'encontre de la vieille loi du football.

de disputés d'arrière-pensées, même si elle n'a jamais touché au génie, et en partie effacé le penumbrage en ouverture par les Français et les Suédois.

La deuxième leçon découlait du spectacle offert jeudi soir, et fera donc grincer quelques dents dans le milieu du football professionnel. Car elle remet gentiment au cause un de ses dogmes les plus sacrés : une compétition du championnat d'Europe, cela doit se préparer longtemps et sérieusement. Toutes les grosses écuries qui prétendent s'emparer du trophée sont arrivées en Suède après des préparations millimétrées, dotées d'un programme de la minute près. Depuis plus d'un mois, de nombreux matches amicaux, leurs entrainements se déroulent, récupération, regard des vidéos, mangent en une demi-heure, font la sieste en vue de la mise fatidique. Le puzzle de leur préparation est cassé se mettre patiemment en place pour dessiner, au coup d'envoi de leur premier match, l'image d'un footballeur affûté.

Bricolage

de dernière minute

Les Danois, eux, ont débarré la bouche en cœur, la veille du match, de leur bonne ville de Copenhague, dont on aperçoit la silhouette depuis les quais de Malmö, de l'autre côté du Sund. Dans le bateau, ils semblent avoir jeté par-dessus bord les interrogations de leurs adversaires. Etre ou ne pas être prêts ? Ils ne se sont même pas posés la question. Et pour cause, ils n'ont définitivement appris qu'ils participaient à ce championnat d'Europe, que le 31 mai. Le jour où l'UEFA, vice-président par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, s'est aperçu qu'il serait obscur de laisser concourir un pays déchiré par la guerre civile sous une identité voyageuse qui de fait n'existe plus (le 10 juin 2000). Les Danois venaient de gagner sur le tapis vert un ballon perdu sur la pelouse éliminatoires. Certes, d'aucuns susurrèrent qu'ils étaient des obli-

gramment priés par l'UEFA de se tenir à l'écart de la compétition. D'autres ajoutent que, depuis lors, le sélectionneur, Richard Møller-Nielsen, a mis les bouchées doubles pour éviter les grosses défaillances physiques. N'empêche, la plupart de ses joueurs, mercenaires des clubs étrangers mis à part, disputaient encore lundi dernier l'ultime journée décisive du championnat du Danemark. A son grand dam, le sélectionneur ne dispose vraiment de sa troupe au complet, et libre mentalement, que depuis trois jours. Il était condamné à un bricolage de dernière minute.

L'exercice fut d'autant plus délicat qu'il a fallu, sa formation d'un trou béant, par l'absence de plusieurs des vedettes du football danois, dont Michael Laudrup. A Malmö, le forfait du meneur de jeu fut cruellement souligné par la classe de son petit frère, Brian, qui évolue au Bayern Munich. Mais Michael Laudrup ne peut pas s'attendre à parler de l'équipe nationale. « La sélection, a-t-il clamé pour justifier son refus de venir en Suède, c'est à nous », le club qu'il vient d'envoyer jusqu'en Suède de champion d'Espagne et d'Europe.

Comme tous les joueurs, qui ont malgré tout accepté leur rancœur pour participer à l'aventure, Laudrup est en fait tortillé par la tactique jugée trop filiste de Møller-Nielsen. Le sélectionneur est accusé par de nombreux clubs de porter une large responsabilité dans la baisse du niveau du football danois ces dernières années. Indice de référence de sa valeur, le nombre de joueurs qui s'expatrient dans les clubs professionnels étrangers est d'ailleurs en chute constante, depuis que la glorieuse génération des aventuriers de l'Euro 84 et du Mondial mexicain ont pris leur retraite.

Jeudi soir, les joueurs en rouge et blanc semblaient effectivement encore en deca des performances de leurs aînés, mais ils ont tout de même réussi à faire passer un vent frais, revigorant, sur le début de ce championnat d'Europe.

JÉRÔME FENOGLIO

GROUPE 2 : avant Pays-Bas-Ecosse

La fièvre orange du « voetbal »

Ainsi que les champions d'Europe en titre s'apprent à enlever en lice, vendredi 12 juin, contre l'Ecosse, la fièvre orange s'est saisie l'ensemble des Pays-Bas.

AMSTERDAM

de notre correspondant

Un grand rond ne produirait sans doute pas plus d'effet qu'un grand rectangle. Mais, dans le cas d'un prestigieux tournoi de football, les choses sont différentes. Aux Pays-Bas, de l'annonce officielle de l'organisation d'un mondial collectif, foudroyant au pied le credo calviniste de la retenue en toutes circonstances, « Agis normalement, tu seras suffisamment excentrique », commande un diction local.

L'excubation est une maladie. La preuve en est que la poussée de tension engendrée par l'ouverture du championnat d'Europe porte un nom de maladie quasiment exotique : « la fièvre orange ». Cette couleur, qui est un fruit de l'arbre génésique de la famille royale, de la ligne Orange-Nassau, et qui est utilisée indifféremment de la drapelle national, fait voir rouge à tous ceux que le « voetbal » hantise. Même au pays de Cruyff, il y en a, mais, outre

qu'ils minoritaires, ils sont réduits à un silence un peu interloqué par le raz-de-marée football-orangé.

Il est vrai que, la fièvre n'en est pas une, car elle est préméditée, qui sont mercenaires. Sans attendre l'entrée en lice, vendredi 12 juin, du onze commandé par le « Général » Rinus Michels, les Pays-Bas ont tous genres de rivalités d'après-propos. Ceux dits « d'illusions » ont conçu des campagnes de désaffection publicitaires aux Pays-Bas, lourdesment oranges. Ceux qui plus prosaïquement commerce de biens surfeut sur la vague portaise.

Arbitre

souffrir-douleur

Il n'est pas un fromage qui n'offre un programme détaillé de la compétition, et rares sont les chausseurs qui n'ont pas truffé leurs vitrines de Lions oranges déguisés de crampes ; la coupe de la babole revient à la chaîne des quincailleries Blokker, qui a développé une ligne de produits Orange, allant d'une petite bouteille de plastique à fixer sur l'antenne de sa voiture au T-shirt en passant par des mazagrains à l'effigie des joueurs.

En revanche la pouspée souffrir-douleur représentant un arbitre

qu'une entreprise d'électronique imaginait d'offrir à ses clients, le « syndicat » des hommes en noir a protesté, assurant la distribution d'un tel passe-temps à une incitation à la violence. La saison dernière, il est vrai, 800 arbitres ont été agressés par des joueurs et des spectateurs. C'est à dire les mêmes qui ont hétérodoxies « hooligans » locaux, mais pas de football, néerlandais, qui ont parfois des fanatiques. Un T-shirt orange est dessiné un joueur, sur lequel est dessiné un joueur, derrière une plaquette, s'occupant d'un joueur allemand - néerlandais - Koeman à la fin du match Pays-Bas-RFA en juin 1988.

La victoire historique des Néerlandais avait à l'époque fait grimper au plus haut la « fièvre orange », et il est probable qu'il en ira de même cette année si le « néerlandais-allemand » 11 juin, même épi-logue. On verra alors les boulangers-pâtisseries confectionner d'introuvables « néerlandais » d'ornement coloré et le pays se préparer à réserver à ses héros un « à la brésilienne ».

CHRISTIAN CHARTIER

LE MONDE
diplomatique

Juin 1992

LE FOOTBALL :
Révélateur des antagonismes majeurs
de nos sociétés

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND JOURNAL

CINÉMA

Guernica mon amour

Pablo Picasso en 98 films au Centre Georges-Pompidou

L'artiste saisisse l'autre, le feu de papier-calque, rendue blanche et opaque par le jeu des projecteurs, se peuple de traits noirs. Un jeu de cercles concentriques, une fleur, un bouquet prennent forme. Quelques minutes plus tard, le bouquet fleure. Henri Georges Clouzot intervient. « D'abord, trente », dit-il. « Ça va », répond tranquillement Picasso. La caméra, de l'autre côté du calque, une main invisible mène le trait. Le poisson devient...

Il y a deux ans, au Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 15 juin, à l'occasion de la troisième Biennale internationale du film d'art. Cinq sections regroupant quelque trois cents films tentent d'illustrer à cette occasion les relations originales entre cinéma et arts plastiques. La Biennale met en compétition trente et un films (dont *Le Songe* de l'Espagnol Victor Erice, récompensé à Cannes, mais inédit en France), et quarante-deux vidéos. Parallèlement, trois autres, dont *Picasso à l'écran*, participent à la compétition. Les quatre équipes, 35 mm et vidéo, se sont pas de trop pour digérer cette énorme programmation.

L'œil et l'esprit

« Cette section existe uniquement pour le plaisir de l'œil et de l'esprit, explique Gilles Breteau, responsable de la biennale. On a recensé cent quatre-vingt-deux films sur Picasso. Nous en avons gardé quatre-vingt-deux. C'est la plus grande sélection jamais présentée. Pléthorique, doute, l'ampleur même de la sélection est une pertinence.

Difficile, en effet, d'opposer à une œuvre aussi gigantesque que celle de Picasso quelques autres de pellicule anecdotiques. Une certaine dimension, une certaine démesure, s'imposent.

Le premier film sur Picasso date de 1930. Le dernier, *Picasso la femme*, de 1992. L'onde de choc créée par l'un des plus grands artistes de ce siècle n'a, semble-t-il, pas fini de se propager. À côté des classiques *Guernica* d'Alain Resnais et Robert Hossein, du *Mystère Picasso* de Clouzot, on découvre l'excellent documentaire de l'Américain Michael Blackwood (*Pablo Picasso: The Legacy of a Genius*), le *Guernica* grave et muet de Robert Flaherty, ou l'analyse passionnée des *Demoiselles d'Avignon* proposée par Philippe...

Le film d'art est un exercice périlleux. Il pousse à l'extrême la mise au ban des images pour cause de didactisme. La Biennale de la biennale lui offre une seconde chance. « L'œil est d'offrir un double regard sur l'œuvre. Pour beaucoup de documents, explique Gilles Breteau, « il faut en faire un spectacle ».

DANSE

Fête des mères et des pères

Le Suédois Mats Ek rend hommage à ses parents

BALLET CULBERG

Les histoires de famille peuvent être délicates. Surtout quand il s'agit pour un fils, Mats Ek, chorégraphe, d'honorer, d'une part, sa mère, la grande Birgit Culberg, pionnière de la danse moderne en Suède, et, d'autre part, son père, le non moins grand chorégraphe, Erik Ek. En hommage à la première, il a écrit *Vieux Enfants* en 1989, un ballet présenté au Théâtre de la Ville; pour le second, il a écrit l'an dernier *Le loup*.

On peut affirmer que Birgit Culberg est plus connue que son mari, mais que tous deux ont un goût identique pour les rêves, les fantasmes, les contes. C'est ce qu'on sent quand la nuit devient subite : cette heure du loup, célébrée dans un film du même nom par le cinéaste Ingmar Bergman.

De Mats Ek, on connaît les brillantes lectures du répertoire, de *Giselle* au *Lac des Cygnes*, son amour des textes et des personnages célèbres. C'est ce qu'on sent quand on s'abandonne à cette heure du loup, célébrée dans un film du même nom par le cinéaste Ingmar Bergman.

parents, il a inventé des contes pour adultes, deux histoires érotiques.

Le décor de l'hommage au père, *Le loup*, donne le ton : il est planté de lampadaires monumentaux. À la fin, les se mettent à osciller, et le symbole érotique apparaît. Passons donc aux principes : la Vierge, même interprétée par l'excellente Anna-Lena, est perdue dans cette forêt de lampadaires, qu'elle allume éblouissant. Le garçon coince un loup lumineux entre ses bras, et il a l'air d'avoir l'air intelligent. Le Courrier danse magnifiquement son rôle de tentateur. Il n'est que l'obstacle. L'homme triomphe.

Mats Ek aime beaucoup le rôle des trois loups de combinaison mauve foncé; et les relations qu'ils ont avec les trois Grâces, en longues chemises blanches transparentes. Les trois loups sont des danseuses; les trois Grâces sont des garçons. Ce qui est intéressant. Naturellement, on a envie de les croquer les Grâces, et, naturellement, c'est qui se passe : les deux, où les acrobates et les cabriolets des loups se mêlent aux grâces, aux moments de sensibilité joyeuse.

La soirée ouvrait avec *Le loup*, qu'on a vu à la création. Mats Ek est moins timide avec sa mère. Il a travaillé longtemps avec elle, avant de lui succéder à la tête des Ballets Culberg. Il lui tenait à cœur de transmettre son aptitude à la vie, son goût de l'érotisme.

Un singe noir, beau comme un faune nocturne, ordonne une symphonie à laquelle participe un troupe de personnes âgées, un chien bleu, une nymphe masquée et nue, une sorte de meneuse défilée, un couple, une blonde à la longue chevelure blonde : Birgit Culberg.

Chassés-croisés, rencontres absurdes, images surréalistes, coups de feu ne tuent pas l'adversaire. Ces amours de fantasme et de jeunesse sont dansés avec force l'air, sans et bonds, pas sautés sur des rythmes de musique populaire. On s'amuse de la bonne santé d'une pièce toute en piste, *Alice aux pays des merveilles*, explicitement perverse. Quand le noir prend son plaisir avec le noir, on reste estomaqué.

DOMINIQUE FRÉTARD

Les Ballets Culberg et Vieux Enfants, jusqu'au 13 juin, 20 h 30, tél. : 42-87-54-42.

Montand et lui seul



JEAN-JACQUES BESSIÈRES

Montand : beaucoup d'orgueil et d'humilité

si, au détour d'une conférence, Rosamund Bernier (*The Picasso I knew* et *The Picasso nobody knew*) annonce avec un aplomb tout américain que Picasso « pouvait être tour à tour le prince charmant ou Jack l'Éventreur », l'ensemble reste suffisamment digeste et « professionnel » pour plaire.

Il plaît en tout cas à Maya Picasso, volcanique présidente du comité d'honneur de la manifestation. Elle est blonde aux yeux (sa mère, Marie-Thérèse Walter, quoique française, aurait pu sans peine passer pour suédoise), mais son énergie est toute méditerranéenne. « Papa disait de moi que j'étais espagnole à 350 % », sourit-elle. Maya, a suivi de près le tournage du *Mystère Picasso*. Au début de l'été 1955, les enfants découvrent de nouveaux feux venus des États-Unis. Un système de pompe permet l'enceinte de couvrir rapidement les surfaces de façon homogène. L'intensité de ces outils n'échappe pas à Picasso, qui s'apprête à tourner avec Clouzot. Reste à trouver le support.

« Il fallait une matière à la fois transparente et solide, de façon à pouvoir filmer le travail de mon père depuis l'autre côté de la toile », raconte Maya, ainsi, seul le geste était visible. Nous finies les premières essais sur des soutiens-gorge en nylon, avant de découvrir un papier-calque qui nous convenait. Le papier tendu sur de grands cadres formait cinéma. Nous en transportions dix chaque jour jusqu'au studio, à bord d'une grande décapotable américaine, et je tenais à la main. En crevant au moins deux fois à chaque essai, et papa en crevait aussi au studio. Au point de valoir le rythme du tournage? « Oh, non! Il se servait des chutes pour faire ses collages. » Evidemment.

OLIVIER BOASSON

3^e Biennale internationale du film d'art, jusqu'au 15 juin, Centre Georges-Pompidou. Tél. : 44-78-12-35. Parallèlement, le Musée Picasso organise une exposition « Les Châliens en exposition » jusqu'au 14 septembre. Tél. : 42-71-25-21.

MUSIQUES

L'Opéra dans la rue

Nouveau préavis de grève manifestation des personnels de Bastille et Garnier

Aux cris de « Le théâtre oui, l'usine non! », « Berger l'es fou, l'Opéra est dans la rue », huit cents à mille employés de Bastille et Garnier ont défilé jeudi 11 juin de la place de l'Opéra au ministère de la culture où une délégation du personnel a été reçue par des représentants du ministre. Tous les corps de métier étaient réunis, de la costumiériste qui avait inscrit sur une pancarte les 7 500 F de son salaire après trente années de maison (sur une autre on pouvait lire « Nous ne sommes pas des nantis ») jusqu'aux membres du chœur, de l'orchestre et du ballet. Il fut rappelé que les revendications portaient essentiellement sur les conventions collectives en suspens et sur la volonté de la direction d'augmenter la production. Celle-ci passerait de 105 représentations lyriques et 80 représentations de ballets à 220 lyriques et 150 ballets dans les deux ans à venir (*Le Monde* du 12 juin).

Au passage du cortège, les réactions étaient vives mais jamais hostiles : « L'Opéra dans la rue, ça paraît étonnant », « Domage que des gens comme ça soient obligés de défiler... ». Elles devaient nombreuses et chaleureuses (deux rappels lors du concert donné gratuitement sur le parvis du palais Garnier).

Après l'interprétation, par quatre danseurs, du ballet *Juste de Jean-Henry Dutoit* (sur une musique de Beethoven) tous les manifestants ont été présents ont investi la scène pour le saint final. Et les « spectateurs » s'en sont allés en espérant pour bientôt une prochaine manifestation du même type. Pour le personnel de l'Opéra - institution parisiens capital de démocratie - les circonstances actuelles, un atout plus que symbolique. Après l'annulation de la première de *Barbier de Séville* à Garnier et d'une représentation à Bastille des *Rossini* de Figure, visuel et de l'action culturelle OGI a en effet déposé pour le jeudi 18 juin un nouveau préavis de grève qui pourrait empêcher la reprise d'*Orfeo* à la Bastille. Le spectacle de ballets *Wassilow-Corner-Studea* à Garnier est également concerné.

➤ Renseignements par téléphone au 40-01-17-39. L'Opéra Comique fait savoir que son nouveau spectacle *Rossini* (*Richesse de soie*, l'occasion fait le larron) est maintenant aux dates prévues, les 18, 19, 20, 21 et 24 juin, à 19 h 30.

mère, partie sans laisser d'adresse, le laissant seul gardien d'un papa alcoolique (Sotigui Kouyaté, échappé de chez Peter Brook pour une scène heureusement unique de comédie éthérée).

Errant sur les routes, volant des voitures pour atteindre leur Mequaque, Toulouse, on travaille peut-être l'indivisible, Tony et Jockey font le personnage providentiel de Léon (Vieux Montand), vieux fou à la fois sage, joliment joué en K-Way démodé qui ressassait les lapins, parle aux chiens et veut retrouver une femme égarée, l'amour de sa jeunesse, une nymphomane au cœur fidèle qui l'attendait sûrement dans les eaux de ce lac immobile au fond des bois touffus.

Le trio se met en marche, longuement, c'est grand la forêt, il y pleut pas mal, mais la pluie est « lestrale », et Léon, tout bizarre qu'il soit, et fatigué, est un secret prof de vie. Il se dévoue peu à peu de ses peaux mystérieuses, et en mouvement dans un paysage grandiose de montagne à l'aurore, laisser le précieux héritage de sa bonté bourrue et de ses rêves insaisissables.

Un vieil école révolutionnaire

L'histoire est assez banale (2), mais tout le temps à s'envoler avec légèreté dans un fantastique du quotidien mais retombant au sol sous le poids du « reportage social ». Les dialogues pompeux n'arrangent rien, ni lorsque le rappeur Jean-Rictus que NTM, («... Jusqu'aux portes des cimetières/Je trace mes fleurs éphémères/Il y avait même sur les tombes/De la rage bleue de mes bombes »).

Quant aux comparses, (le braconnier pétemane, l'homme du restaurant, la famille de Léon), ils sont dessinés à traits si grossiers qu'on en est presque gêné. Tout cela n'est peut-être pas important. Il y a Montand.

Il faut le dire très net. Beineix ne l'a pas plus « tué » qu'il ne lui a donné le plus grand rôle de sa carrière. Mais il n'est pas moins certain, visible, réconfortant, que Montand a aimé ce personnage de vieillesse visionnaire, d' amoureux fou dans le ressac de l'âge, de gourou incertain de deux mêmes sans altérité.

Avec beaucoup d'orgueil et d'humilité, il a aimé se vieillir, laisser une barbe grise barbelier son visage, il a aimé mourir. Tout seul et différent, heureux comme un enfant, Montand, dans *IP5* est un grand arbre trop tôt fondroyé qui a la force formidable de cacher la forêt.

DANIEL HEYMANN

(2) Le scénario, scénariste dénommé plan par plan (par Bruno de Dieuleveult), est paru chez Dargaud, avec des représentations de Jean-Jacques Bessières, 300 pages, 149 F.

CONCERT EXCLUSIF RTL

EN AVANT-PRÉMIÈRE DE LA TOURNÉE MONDIALE DE

BRUCE SPRINGSTEEN

RTL

SAMEDI 13 JUIN / 20H SUR

Electre S

Turbulence

COM.

Abonnez-vous

UN GRAND FILM NOUVEAU

هكذا من الجاهل

ÉCONOMIE

Le Monde ■ Samedi 13 juin 1992 19

BILLET

Le «raté» agricole de Maignon

Au début, on appelle un «four», en langage plus populaire un «bide». Venu le 11 juin clôturer la session de l'Assemblée parlementaire des chambres d'agriculture (APCA), M. Bérégovoy a vivement déçu ses auditeurs. Le discours qu'il a lu dans la salle a été ponctué de «non» divers dans la salle et la conclusion s'est perdue dans le sifflet, ce qui, dit le président de la Légion d'honneur, n'est ni habituel ni courtois. Les représentants consulaires du monde rural, au moment où les campagnes s'agitent à nouveau, ont l'air de dire, au GATT comme à Bruxelles, qu'il n'y a rien de nouveau sous le ciel. M. Bérégovoy est bien gentil, mais il n'a rien dit, et M. Mermaz, son ministre de l'Agriculture, aurait pu prononcer les mêmes discours. Du chef de gouvernement, nous attendions des réponses plus élaborées, et nous sommes déçus. M. Bérégovoy a dit, au début, qu'il n'y avait rien de nouveau sous le ciel. M. Bérégovoy a dit, au début, qu'il n'y avait rien de nouveau sous le ciel. M. Bérégovoy a dit, au début, qu'il n'y avait rien de nouveau sous le ciel.

Pas d'amendement constitutionnel aux Etats-Unis

La Chambre des représentants rejette le projet d'équilibre obligatoire du budget fédéral

NEW-YORK

de notre correspondant

«La Chambre des représentants doit voter non», titrait le Washington Post jeudi 11 juin au matin. Quelques heures plus tard, la Chambre des représentants a rejeté le projet de loi d'équilibre obligatoire du budget fédéral. Le projet, qui prévoyait un amendement constitutionnel pour obliger l'Etat à équilibrer le budget fédéral, a été rejeté par 280 voix contre 153, soit 9 de moins que la majorité des deux tiers des sièges de la Chambre nécessaire pour l'adoption de ce texte. Pourtant, la loi, l'auteur du projet ne disait pas d'obtenir les voix indispensables.

Ce rejet constitue aussi une importante défaite pour le président Bush, qui avait jeté tout son poids dans la bataille en faveur du projet. D'après ses calculs, une économie de 100 milliards de dollars pourrait être obtenue, sans

recourir au processus de l'amendement, entre 1997 et 1997, de façon à apurer tout déficit fédéral à cette date.

Ce type d'argument, appuyé par l'absence de nombreux lobbies anti-amendement, a convaincu suffisamment de représentants pour que le texte soit rejeté. De plus, il est vrai, au-delà des considérations techniques, le projet politique, en pleine période électorale, a certainement joué. Voter ce texte, dit le président américain, était fait le bérat quelques jours plus tôt au cours d'une conférence de presse équivalait à venir en aide au candidat Bush, actuellement en pleine campagne dans l'opinion publique face à son rival non déclaré, M. Bill Clinton, lequel attaque régulièrement l'administration républicaine sur la question du déficit.

Le président Bush en posture délicate

A plusieurs reprises ces derniers mois et bien avant que l'amendement à la Constitution soit soumis au vote, M. Bush avait préconisé des mesures techniques de réduction du déficit. Mais il n'a pas tenu ses promesses. L'année fiscale 1992, comme le préconise le projet qui vient d'être repoussé par la Chambre, a vu les dépenses augmenter de 100 milliards de dollars, tandis que les recettes, en baisse, ont diminué de 100 milliards de dollars.

Avec un marché en croissance de 22 %

L'Espagne, espoir de l'automobile européenne en 1992

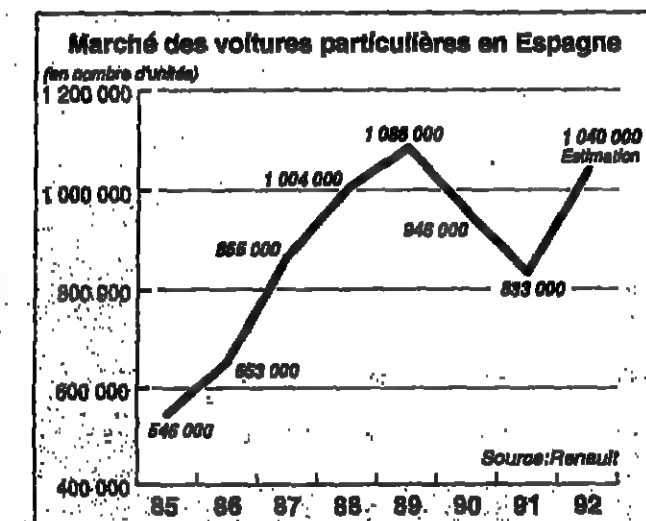
Depuis le début de l'année, le marché automobile espagnol a cru de 22 %. Cette croissance ne devrait pas se ralentir pour l'ensemble de l'exercice 1992, selon M. Océano Gastaud, secrétaire général de Fasa Renault, filiale espagnole de Renault. Pour l'année en cours, la péninsule ibérique devrait connaître une croissance de 22 %, contre 18 % en France. L'Espagne, en effet, a vu ses ventes d'automobiles augmenter de 24 %.

Au troisième rang des pays producteurs

Des raisons fiscales expliquent ce redémarrage du marché espagnol : le taux de TVA est passé de 33 % à 28 % le 1^{er} janvier 1992, tandis que les droits de douane continuent de baisser, à 3,6 % cette année contre 8,2 % en 1991. En outre, l'Espagne est sous-équipée : on n'y dénombre que 200 voitures par 1 000 habitants, contre 350 en France et 550 en Allemagne. Un marché potentiel de 1,5 million de voitures particulières s'offre aux constructeurs européens.

Peugeot-Citroën est l'instinct le plus évident sur le marché en 1991, un score qui s'est accru à 22,6 %, grâce à la culture aux ventes de la ZX.

Renault arrive en deuxième position avec 18,8 % du marché, suivi de près par le groupe Volks-



wagen (Seat) avec 18,25 %, Ford (14,13 %) et General Motors (11,92 %). Ces cinq constructeurs ont vu leurs implantations industrielles en Espagne augmenter de 1,774 million de voitures en 1991. Ce qui place l'Espagne au troisième rang des pays producteurs européens, derrière la France et l'Allemagne.

Ce développement est dû à la baisse des droits de douane sur les importations d'automobiles (elles s'élevaient à 30,67 % en

1985). En revanche, les droits de douane sur les importations de pièces automobiles ont augmenté de 12 % en avril par rapport au même mois en 1991, confirmant la reprise constatée en mai. Les exportations ont augmenté de 12 % en avril par rapport au même mois en 1991, confirmant la reprise constatée en mai. Les exportations ont augmenté de 12 % en avril par rapport au même mois en 1991, confirmant la reprise constatée en mai.

A titre d'exemple, l'exportation de 1,1 milliard de pesetas pour un chiffre d'affaires de 110 milliards de pesetas environ.

A. K.

INDICATEURS

ALLEMAGNE

Exportations : + 12 % en avril. - Les exportations allemandes ont augmenté de 12 % en avril par rapport au même mois en 1991, confirmant la reprise constatée en mai. Les exportations ont augmenté de 12 % en avril par rapport au même mois en 1991, confirmant la reprise constatée en mai. Les exportations ont augmenté de 12 % en avril par rapport au même mois en 1991, confirmant la reprise constatée en mai.

ETATS-UNIS

Ventes de détail : + 0,2 % en mai. - D'après les statistiques du département américain du commerce publiées le 11 juin, les ventes de détail ont augmenté de 0,2 % en mai. Après révision, la progression en avril n'a finalement été que de 0,4 %, alors que les chiffres initiaux indiquaient une augmentation de 0,9 %. Ces chiffres médiocres traduisent un certain manque de confiance des consommateurs américains face à l'irrégularité et à la faiblesse de la reprise observée outre-Atlantique. Il s'agit toutefois de la sixième hausse mensuelle consécutive de ce type de dépenses. De son côté, l'indice des prix de gros a augmenté de 0,4 % en mai, sa plus forte hausse depuis dix-neuf mois, à l'indice le 11 juin le département du travail. Cet indice préfigure l'évolution des prix de détail.

JAPON

Excédent commercial : + 89 % en un an. - L'excédent commercial japonais a augmenté en mai pour le dix-septième mois consécutif. Il s'élève ainsi à 7,86 milliards de dollars (43 milliards de francs), progressant de 89 % par rapport au mois de mai 1991. L'excédent du commerce d'exportation a augmenté de 7,16 milliards de dollars (39,5 milliards de francs). En mai, les exportations ont augmenté de 25,5 milliards de dollars (140 milliards de francs). Les importations ont chuté de 13 % à 17,6 milliards de dollars (96,8 milliards de francs).

Malgré un certain ralentissement de l'inflation

La Suisse ne retrouve pas le chemin de la croissance

Malgré un léger ralentissement de la hausse des prix, l'économie helvétique n'est pas sortie de la phase de stagnation qu'elle connaît depuis deux ans. Alors que le taux annuel d'inflation était ramené à 4,2 % en mai, le chômage a quant à lui continué d'augmenter pour atteindre 2,7 % de la population active, soit son niveau le plus élevé depuis 1975. Une véritable reprise se laisse toujours attendre après un recul de 0,5 % du produit intérieur brut (PIB) en 1991, la croissance ne dépassant vraisemblablement pas 0,5 % cette année.

BERNE

de notre correspondant

A en juger par le ralentissement de l'inflation, la politique monétaire restrictive de la Banque nationale suisse (BNS) semble porter ses premiers fruits. Avec une hausse mensuelle de 0,3 % de l'indice des prix à la consommation, le BLS enregistré, en mai, le taux d'inflation le plus faible depuis octobre 1990. En rythme annuel, l'augmentation du coût de la vie s'est élevée à 4,2 % contre 4,8 % en avril, 6,3 % en mai 1991 et 3,6 % en octobre 1990. Si le ralentissement de la hausse des prix semble depuis la mi-1991 se confirmer, l'inflation devrait se situer entre 3 % et 4 % à la fin de l'année.

Aujourd'hui comme hier, la lutte contre l'inflation demeure l'objectif prioritaire de l'Institut fédéral de statistique. La limite cependant la marge de manœuvre. Partie d'un accès de

faiblesse - depuis quinze mois le franc suisse a perdu 6,7 % par rapport aux monnaies des quinze principaux partenaires commerciaux - la Confédération - ne doute pas de sa capacité concurrentielle. Mais en rendant plus chers les produits importés, ce qui, en même temps, retarde le recul de l'inflation. Afin de contrecarrer, la Banque centrale entend ne pas relâcher sa politique monétaire restrictive. Elle maintient le taux d'intérêt élevé qui agit comme un frein conjoncturel.

Chômage record

Conséquence d'une récession prolongée, le chômage est en constante progression depuis une année. Alors que le taux était de 1,1 % en mai 1991, il avait franchi la barre de 2 % en janvier et atteint 2,7 % en mai 1992. 2,6 % en avril. Selon l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (OFIAMT), 82 121 personnes étaient inscrites au chômage fin mai, soit 1 000 de plus que le mois précédent. Un record pour la Suisse, qui n'avait jamais connu un nombre aussi important de demandeurs d'emploi depuis la dernière guerre. Pour les responsables de l'OFIAMT, la situation sur le marché du travail restera encore tendue au cours des prochains mois, et il ne faut guère s'attendre à une stabilisation durant l'hiver en raison de facteurs saisonniers. Si de timides signes de reprise se dessinent pour la fin de l'année, ce qui est plus tard que ses effets devraient se répercuter sur l'emploi.

JEAN-CLAUDE BUHRER

Bataille franco-allemande dans l'assurance

AGF-AMB : la guerre des audits

Les épisodes se succèdent dans le conflit qui oppose les Assurances générales de France (AGF) à l'assureur allemand Aachener und Münchener Beteiligungs (AMB). Exaspérés de ne pas se voir reconnaître les droits de vote de 16 % de ses actions AMB sur un total de 26 %, les AGF tentent depuis plusieurs mois de mettre en difficulté la direction du groupe allemand et notamment son président, M. Wolf Dieter Baumgartl.

La dernière offensive de la compagnie française porte sur une augmentation de capital d'AMB soumise par l'assureur italien Fondiaria en 1990. Les AGF soupçonnent la compagnie allemande d'avoir «subventionné» l'Italien afin de favoriser son entrée dans le capital d'AMB pour faire obstacle à la présence française. La direction allemande avait rejeté le 11 juin une expertise commandée par les AGF à Ernst and Young, qui metait en cause sa gestion. Menant une contre-offensive, AMB présentait jeudi 11 juin des extraits d'un audit demandé sur le même sujet à Price Waterhouse et dont les conclusions étaient très favorables à sa gestion. Retour à la case départ.

Mais l'audit a d'autres cours : la non-attribution de

droits de vote aux actions nominatives AMB possédées par les AGF. Après un jugement en première instance favorable à AMB du tribunal d'Albi-la-Chapelle (le Monde du 21 mai), la compagnie française a fait appel. Elle a aussi décidé de proposer des résolutions à l'assemblée générale des actionnaires d'AMB du 14 juillet prochain qui, pour la première fois, se tiendra en Suisse.

A première vue, le conflit semble l'emporter. Les AGF progressivement le poids de leurs actions, mais sans succès. Car les AGF ont jusqu'à leur conseil d'administration le droit de veto sur les décisions de l'assemblée générale. En outre, les AGF ont jusqu'à leur conseil d'administration le droit de veto sur les décisions de l'assemblée générale. En outre, les AGF ont jusqu'à leur conseil d'administration le droit de veto sur les décisions de l'assemblée générale.

Mis en service le 1^{er} juillet à Paris et à Lyon

France Télécom lance son téléphone numérique mobile

France Télécom a décidé de lancer, le 1^{er} juillet, le système de radiotéléphone numérique européen aux couleurs de l'opérateur public français sera mis en service le 1^{er} juillet. Sur une zone limitée toutefois : Paris et Lyon seront les premières équipées. A la fin de 1992, le système devrait fonctionner tout le long de l'axe Lille-Paris-Lyon-Nice pour couvrir, un an plus tard, les grandes métropoles régionales et que les principales axes de circulation.

France Télécom, qui va investir 4,5 milliards de francs en infrastructure (réseaux, par exemple), joue la carte de la progressivité. Personne n'a l'expérience de l'exploitation des réseaux GSM, nous préférons nous fixer dans un premier temps des objectifs de couverture limités pour ne pas créer de désillusions auprès de nos clients», explique l'exploitant.

Itinéraires répond spécifiquement GSM, norme européenne retenue en 1987 pour la téléphonie mobile, technique commune

des Vieux Continents pour but de favoriser l'interopérabilité des systèmes numériques. Le téléphone mobile mis en place à l'intérieur de la CEE. En clair, un abonné à un GSM peut utiliser son téléphone dans les autres pays, pour peu qu'il se situe dans la zone GSM.

Chaque abonné GSM recevra ainsi une carte à puce avec un numéro de téléphone personnel protégé par un code personnel. Il pourra, en théorie, introduire cette carte dans n'importe quel terminal GSM. Toutefois, ce qui n'est pas forcément réaliste. France Télécom doit pour cela négocier avec les différents exploitants de réseaux à l'étranger. Des négociations qui ont engagé avec l'Allemagne, qui a lancé le GSM, en 1991, avec D2 affecté à l'Allemagne.

CAROLINE MONNOT

La Vie claire : le tribunal a ordonné la saisie conservatoire de 15 millions de francs sur BTF. - Le tribunal de commerce de Créteil a confirmé en référé, jeudi 11 juin, la saisie conservatoire de 15 millions de francs, opérée à la demande de l'homme d'affaires lyonnais Pierre Bérégovoy, sur les comptes de BTF à la Banque de France (BTF). Le tribunal de commerce a en effet rejeté la demande de mainlevée défendue par les représentants de l'ex-ministre de la Ville. L'exploitant financier, le groupe M. Berton qui a racheté la chaîne de magasins diététiques M. Bernard Tapie, souhaite désormais la valeur de cette société et a fait saisir, mardi 15 millions de francs sur les comptes de BTF à la Banque de France (BTF). Le tribunal de commerce a en effet rejeté la demande de mainlevée défendue par les représentants de l'ex-ministre de la Ville. L'exploitant financier, le groupe M. Berton qui a racheté la chaîne de magasins diététiques M. Bernard Tapie, souhaite désormais la valeur de cette société et a fait saisir, mardi 15 millions de francs sur les comptes de BTF à la Banque de France (BTF).

M. Michel Sapin opposé à un nouvel «impôt européen»

Interrogé jeudi 11 juin lors de son point bi-mensuel avec la presse, M. Michel Sapin, ministre de l'Économie et des Finances, a fait part de son opposition à la création d'un nouvel «impôt européen», évoqué par le ministre de l'Économie, M. Jacques Delors, président de la Commission européenne. A la suite des débats qui ont eu lieu mardi au conseil des ministres des Douze, M. Sapin estime qu'il n'est pas souhaitable d'accroître les impôts budgétaires de l'Europe alors que la France comme d'autres pays font de gros efforts pour réduire leurs propres dépenses budgétaires. Selon le ministre français, «on ne vit pas en 1992 et 1994 avec le même type de ressources» au niveau européen que jusqu'à présent, c'est-à-dire sans créer de nouveaux impôts.

Réagissant à l'initiative de la Commission de l'Économie sur certains produits agricoles soumis par les Américains (le Monde du 12 juin), le ministre a déclaré que ces mesures de rétorsion n'étaient «pas la solution pour faire avancer les négociations» du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). «Le problème, plutôt, est de savoir si les Américains font des propositions sérieuses dans le domaine des services», a déclaré M. Sapin.

هكذا من البداية

ÉCONOMIE

SERVICES

Selon une étude franco-britannique

Les transports publics sont plus modernes à Paris qu'à Londres

Les conclusions d'une étude franco-britannique sur les réseaux de transport respectifs de Londres et Paris font apparaître un net avantage pour la seconde capitale, qu'il s'agisse de la modernité, de l'efficacité, de la densité du réseau, comme de ses perspectives d'avenir.

LONDRES

Le correspondant

Les transports de Londres ont été comparés conjointement par le London Research Institute et l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France (IAURIF) à ceux de Paris. Les londoniens, vieux habitués des retards quotidiens de leur métro. Il faut être parisien pour apprécier le fatalisme à peine teinté d'agacement avec lequel les usagers britanniques accueillent, après une longue attente sur un quai bondé, l'annonce de la suppression pure et simple de la rame.

Si la structure architecturale et administrative de Londres donne souvent l'impression d'une ville plus « humaine » et peut-être plus agréable à vivre que son homologue française (la faible hauteur des

habitations, la multiplication des jardins individuels et verts, l'« identité » plus prononcée de quartiers qui apparaissent comme une succession de « villages »), ce jugement s'inverse s'agissant des transports.

Des financements publics en baisse

Le retard de Londres s'explique par des choix politiques, lesquels montrent que les carences constatées aujourd'hui n'étaient pas inévitables. La philosophie qui a présidé au développement de la capitale britannique est largement politique : au-delà des transports, elle est inscrite par l'orientation libérale qui a été accordée au cours des années Thatcher, c'est-à-dire les choix de l'ancien premier ministre en faveur du secteur privé, par opposition au secteur public, la voiture individuelle et le rapport aux transports publics. Cela signifie que les seconds ont été négligés.

Le deuxième aspect important est la suppression, en 1986, du Conseil du Grand Londres (GLC), devenu le bastion du Parti travailliste, l'exécutif local de Londres était une menace pour le gouvernement conservateur, qui l'a aboli sous couvert de « décentralisation ».

Depuis, dépourvue d'autorité unique en matière de gestion et de coordination municipales, Londres - qui est la seule capitale de ce type - est gouvernée par trente-trois autorités distinctes (les municipalités - boroughs - et la Cité). Les financements publics ne cessent, d'autre part, de croître à Paris, et de diminuer à Londres, où le coût des transports est le plus élevé d'Europe (deux à trois fois plus élevé qu'à Paris). Il est essentiellement supporté par les utilisateurs, l'Etat ne contribuant qu'à concurrence de 10 % à 15 % des dépenses d'exploitation, alors que 34 % du budget de la région Ile-de-France était consacré, en 1991, aux transports.

Le réseau est plus étendu à Londres, mais plus dense à Paris : le métro parisien est long de 196,9 kilomètres contre 124,7 kilomètres pour le tube, la différence s'expliquant par une densité de population dans le centre de Paris et une politique de restriction de stationnement beaucoup plus stricte à Londres.

D'autre part, alors que Londres est dépourvue d'un réseau équivalent au RER, la capitale britannique dispose d'un maillage d'autobus plus développé, Paris bus ayant le nombre de stations varie du simple au double (292 à Paris, 153 à Londres).

publics sont plus modernes et plus efficaces que la capitale française. La fréquence des rames de métro est deux fois plus importante, elle s'inverse à l'extérieur de l'Ile-de-France. La ponctualité est également à l'avantage de Paris : le pourcentage des trains arrivant à l'heure (+ ou - cinq minutes) varie de 88 % à 98 % à Paris, contre 83 % et 91,5 % à Londres, cette différence s'expliquant par la vétusté des trains londoniens et leur encombrement.

L'avenir incertain des Docklands

La fluidité du trafic est, en revanche, meilleure dans le centre de Londres, mais moins bonne à l'extérieur (mais moins bonne à l'extérieur), les moyennes sont de 16,8 kilomètres-heure, contre 19,3 kilomètres-heure, la différence s'expliquant par une densité de population dans le centre de Paris et une politique de restriction de stationnement beaucoup plus stricte à Londres.

Alors que les londoniens utilisent davantage le train que les parisiens, ces derniers voyagent nettement plus avec leur voiture individuelle. Enfin, s'agissant des zones de développement de chaque

ville, Paris semble détenir un avantage pour attirer les investissements internationaux : c'est la capitale britannique, la principale zone de développement est celle des Docklands, située à l'extérieur de la capitale.

Mais, outre que l'avenir du projet est incertain, les investissements immobiliers dans le complexe Canary Wharf (le projet d'extension du métro - la Jubilee Line - est, en fait, remis en cause). Les perspectives d'avenir ne sont pas très favorables à Londres.

Lorsque la capitale de la Grande-Bretagne sera reliée au continent, elle ne disposera pas de la même liaison aérienne que Paris - d'une liaison directe vers la Manche. Ensuite, tunnel n'y a aucune raison de penser que les « tendances lourdes » observées dans le passé seront modifiées : en vingt-cinq kilomètres de métro, 150 kilomètres de voies ferrées, 107 kilomètres de routes dans l'agglomération parisienne.

LAURENT ZECCHINI

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescour, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guille
directeur de la gestion
Manuel Luciani
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(indépendants au directeur de la rédaction)

Yves Agnès
Jacques Amis
Thomas Ferenzi
Philippe Hermon
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1980)
Jacques Fauvet (1980-1982)
André Laurens (1982-1988)
André Fontaine (1988-1991)

RÉDACTION ET SOCIAL :
15, RUE FALGÈRE
75008 PARIS CEDEX 16
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-60-30-10

Publié

les meilleurs escargots de Paris

Ce sont les chroniqueurs gastronomiques qui disent qu'on les trouve à LA MAISON DE L'ESCARGOT. Avez-en toujours d'avance. Seul le lundi, de 8 h 30 à 20 heures et le dimanche de 9 heures à 18 heures, 78, rue Fondary (15^e). M^{me} Emile-Zola, bus 80. Tél. : 46.78.31.02.

A saisir.



Pour interruption définitive de l'image, 1 directrice commerciale, 4 directeurs de département commercial, 1 directeur du sponsoring, 1 directrice de planning, 5 directeurs de clientèle, 7 chefs de publicité, 1 technico-commercial, 1 administratif juridique sponsoring, 4 assistantes commerciales, habitués à des situations extrêmes, parfait état de fonctionnement, agressivité intacte.

Contacter Elisabeth Descombès
47 83 95 02
(repreneur non motivé s'abstenir)

L'équipe commerciale de Régie 5, de bas en haut et de gauche à droite :
Monique PASGRENAUD - Didier CHAGNAT - Nicole SARFATI - Elisabeth
DESCOMBES - Olivier GRANGE - Catherine GAY - Sylvain RICHON
Eric GRUBSON - Régine REMACHE - Eric BAHARI - Pascale GIMEL
Jordi DELERINE - Claudine COQUET - Catherine BARDOUX - Pierre
SACCHETTER - Isabelle LEFRANÇOIS - Jacques FOULAIN - Eric PAGES
POLGA - Jérôme MARECHAL - Véronique MARTINOT - Catherine
FREDERIQUE LEBEC - Nicole LAUDARI - Maryline MARTINOT - Catherine
HAUME - Sylvie AGHO - Elisabeth COMBEAU - Sylvie CURELIER - Marie
Christine SIRDEY - Monia RASNEUR
Fax : 47 30 03 84



-Alors comme cela,
mon aspirateur marche
au nucléaire.
Vous ne seriez pas
prêt à tout pour me
le faire passer, vous ?

Le nucléaire est là.
Là, sous la lumière qu'on tamise.
Là, entre chaque note de musique.
Dans le ronronnement familial
de la machine à laver. Derrière la T.V.
Même là, dans les petites plats.
Car, aujourd'hui, c'est le nucléaire qui
3/4 de nos besoins en électricité.
C'est le nucléaire qui nous offre
abondance à cette indépendance
dont on aurait plus le plaisir.
Et ce bien-être, cette autonomie
et sérénité-là, c'est EDF qu'on les doit.
EDF qui vous invite à vous faire une idée
par vous-même sur le nucléaire.
Venez visiter centrale. Venez nous voir.
Nous sommes là pour vous informer.

Là pour dialoguer,
3614 EDF.

Aujourd'hui, 75% de l'électricité est nucléaire.

VIE DES ENTREPRISES

Avec l'introduction de la mise en page sur écran

«Nice-Matin» licencie pour la première fois de son histoire

NICE

■ **EMET** correspondant régional

Pour la première fois de son histoire, le quotidien *Nice-Matin* va procéder à un licenciement économique collectif dû à l'évolution de la chaîne éditoriale. Le secteur presse. Cette mesure concerne 80 des 130 salariés de ce secteur, situé entre rédaction et impression, allant de la saisie et de la correction au montage : 50 salariés mis en retraite ou en préretraite, tandis qu'une trentaine bénéficieront de reconversions dans le journal.

Après l'information de la rédaction le 11 juin 1992, la direction veut poursuivre la modernisation de l'entreprise en passant à la mise en page à l'écran. Elle s'appliquera d'ici le printemps 1994 à l'ensemble du journal, qui varie de 80 à 120 pages. Le projet prévoit 20 millions de francs d'investissements mais doit permettre un gain

de productivité de 50 % sur un total de huit cents salariés. Le plan social prévoit pour les salariés mis en préretraite ou en retraite - âgés de plus ou moins soixante ans - le versement d'un complément de ressources assurant 95 % du salaire net (1).

Les représentants de la CGT, du Syndicat national des journalistes (SNJ) et de la CGC au comité d'entreprise de *Nice-Matin* se sont prononcés contre les licenciements envisagés par la direction. Dans un avis du 9 juin, ils indiquent s'être « opposés, par principe, à la mise en œuvre d'une nouvelle phase d'information, à condition qu'une autre logique et que d'autres conditions économiques et sociales soient respectées ». Ils estiment que le quotidien est en bonne santé et que la direction « n'apporte aucune réponse aux faiblesses constatées (...) qui sont l'érosion de sa (...) - 4,78 % entre 1990 et 1991 - pour s'établir à une diffusion payée de 244 487

plaires, selon l'Union de justification de la diffusion) et sa dépendance croissante des (...) publicitaires (47,26 % en 1991, au lieu de 49,91 % en 1983).

« Nous savons où nous allons, nous a déclaré M. Jean-Claude Cherpin, de la direction de la diffusion, lors de la réunion. Les économies (...) serviront (...) à la diffusion (portage et marketing). Il n'y a pas de « bataille » tirée, comme ailleurs : les personnels techniques qui seront intégrés à la rédaction (...) des journalistes à part entière. »

GUY PORTE

(1) Ce complément sera versé aux préretraités jusqu'à 50 ans pendant une durée minimum de deux ans ainsi qu'aux (...) jusqu'à soixante-cinq ans. Coût : 12 millions de francs.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RACHAT

■ BSN prend la contrôle majoritaire des verreries VMC. - Le groupe BSN va porter, pour 155 millions de francs, de 48,2 à 49,9 % sa participation dans les verreries VMC. Avec une production en 1991 de 200 000 tonnes environ de verre alimentaire, le verre de table sous une marque Le Parfait, Verreco et Crescendo, VMC a réalisé en 1991 un chiffre d'affaires de 1,016 milliard de francs pour un bénéfice net de 18 millions de francs. Outre le verre français de l'agroalimentaire, les principaux acheteurs de VMC sont jusqu'à présent le groupe de droit néerlandais TAG International (18 %) et le groupe américain Newell (14 %). Les actionnaires minoritaires ne verront proposer 20 francs par action dans le cadre d'une procédure de rachat en cours. La cotation de VMC sur le marché hors cote de l'Euro est suspendue. BSN est le deuxième producteur européen d'emballages en verre avec une capacité de 7,1 milliards de tonnes l'an.

SCANDALE

■ La filiale financière de General Motors impliquée dans un scandale financier. - Selon le *Financial Times*, un distributeur d'automobiles de la région de New-York, M. John McNamara aurait détourné à des fins personnelles 400 millions de dollars empruntés à GMAC (General Motors Acceptance Corporation), la filiale financière de General Motors. Ces fonds devaient permettre à M. McNamara, de financer des achats de véhicules devant être exportés en Chine. En fait, ces voitures n'ont jamais existé et les fonds ainsi obtenus ont servi à payer des créances plus anciennes. A la suite de ce scandale, le constructeur automobile américain General Motors a démis de leur fonction la PDG et le directeur financier de sa filiale financière ainsi que quatre autres cadres supérieurs de cette filiale. Selon une enquête réalisée par le service de la firme, il apparaît pourtant qu'aucun employé de GMAC ne soit impliqué dans ce scandale.

RÉSULTATS

■ Saint-Gobain table sur un bénéfice 92 supérieur à celui de 91. - Le groupe français Saint-Gobain prévoit un bénéfice net consolidé pour 1992 de 1,1 milliard de francs, contre 911 millions de francs en 1991. Le PDG du groupe M. Jean-Louis Boffa, qui s'exprimait lors d'une conférence de presse, a souligné l'importance de cette augmentation. Il a indiqué que des signes clairs de reprise étaient d'ores et déjà perceptibles aux États-Unis. Le groupe a annoncé un chiffre d'affaires consolidé de 19,3 milliards de francs au premier trimestre 1992, en progression de 8,5 % par rapport aux 17,8 milliards de francs réalisés à la même période de 1991. L'année 91 a été une année particulièrement difficile pour le groupe qui a vu son bénéfice net passer de 25 % par rapport à celui de 1990 et son chiffre d'affaires de 1,8 % (à structure comparée).

■ Girard Pasquier International : le bénéfice net consolidé en 1991. - Le bénéfice net consolidé du groupe de prêt-à-porter Girard Pasquier International a reculé en 1991 à 4,37 millions de francs contre 4,48 millions l'année précédente. Le chiffre d'affaires consolidé a, lui aussi, reculé en 1991 atteignant 123 millions de francs contre 124 millions en 1990. « Nous ne sommes pas satisfaits de nos résultats. Nous avons fait l'année 1991 du mieux que nous avons pu, sans faire de miracles », commente M. Alain Boucheron, PDG du groupe. L'année de ce qui est l'image de l'entreprise est « un peu passée » et a été « son originalité », les dirigeants de Girard Pasquier International souhaitent moderniser le style de la production et cibler une clientèle plus jeune que la femme de cinquante ans, traditionnelle cliente du groupe.

SOCIAL

■ L'imprimerie Jean Didier s'apprête à 106 emplois dans son unité de Strasbourg. - Le groupe d'imprimerie Jean Didier a annoncé la suppression de 106 emplois (dont 94 licenciements) dans son unité de Strasbourg, qui compte 331 salariés. Cette unité spécialisée en édition générale et pour les périodiques dépendait largement des « surplus » venus d'autres imprimeries du groupe (qui réalise 2,3 milliards de chiffre d'affaires sur 7 sites avec 1 700 salariés). La récession publicitaire et donc la réduction de pagination des périodiques a fait baisser ces surplus, entraînant des pertes de 31 millions de francs en 1991 à Strasbourg, selon M. Jean Didier.

CAPITAL

■ GFF : augmentation de capital. - Le Groupement foncier français (GFF), un des grands promoteurs immobiliers de la place, qui affiche une perte consolidée de 245,7 millions de francs (part du groupe) pour 1991, va procéder à une augmentation de capital de 223 millions de francs réservée à sa holding GFF-SA, qui regroupe l'essentiel de ses actionnaires institutionnels. Cette mesure va lui permettre de porter ses fonds propres à 864 millions. L'assemblée générale des actionnaires a aussi décidé d'attribuer gratuitement à chaque action un bon de souscription donnant droit à souscrire à une action du GFF dans un délai de trois ans expirant le 15 juin 1995. Les actions résultant de l'augmentation de capital réservée ainsi que les bons de souscription ont fait l'objet d'une demande de cotation au second marché à compter du 15 juin prochain.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS :

PARIS, 12 juin

La baisse se ralentit

Après quatre séances consécutives de baisse importante, le mouvement de repli se ralentissait quelque peu vendredi à la Bourse de Paris. A l'ouverture, des volatilités de reprise ont permis à l'indice CAC 40 d'afficher un gain de 0,22 %, très vite rempli en cause, car en fin de matinée l'indice s'inscrivait en repli de 0,17 %. Plus tard dans la séance aux alentours de 14 heures, les valeurs françaises se dépréciaient en moyenne de 0,19 %.

Les dernières nouvelles économiques ou financières ne sont pas de nature à redonner confiance aux investisseurs : Wall Street a rétrogradé vendredi à afficher un bilan positif après l'annonce d'une hausse plus forte que prévu des prix de gros en mai (+ 0,4 %) et une progression plus faible que prévu des ventes au détail (+ 0,2 %).

Par ailleurs, les analystes sont nettement moins optimistes. Ils révisent à la baisse leurs prévisions pour le deuxième trimestre après le « syndrome Schneider ». Certains craignent qu'à la suite des mauvaises performances réalisées par le secteur des pneumatiques aux États-Unis, les dernières semaines Michelin n'aient « de mauvaises surprises ». Ceux qui ont été les vedettes de la cote depuis le début de l'année continuent à reculer. Le groupe de la presse, par exemple, perdait à la mi-journée 1,5 % dans un repli de 177 000 titres. En revanche, l'Eurotunnel se revalorise, gagnant 2,5 % pour 1,3 million de titres. Selon certains observateurs, cette reprise serait consécutive à l'augmentation de la Surotunnel de saisir la Chambre des Lords dans le conflit qui l'oppose à TML.

NEW-YORK, 11 juin

Reprise en clôture

Après avoir évolué en baisse durant l'essentiel de la séance en raison de la publication de statistiques économiques décevantes, Wall Street est repartie en hausse dans la dernière demi-heure d'échanges grâce à l'annonce d'indices au programme informatique. Au total, les échanges, l'indice Dow Jones a gagné 0,4 % et s'est établi à 3 381,64, en hausse de 8,32 points, soit un léger gain de 0,25 %.

Le département du travail a annoncé que les prix de gros américains avaient enregistré une hausse plus forte que prévu en mai (+ 0,4 %), réduisant d'une unité le déficit de la balance commerciale à 2,2 milliards de dollars. D'autre part, les ventes au détail ont augmenté de 0,2 % équivalant au cours du même mois.

VALEURS	Cours de 10/11	Cours de 11/11
Alcatel	480	480
Amstel	245	245
Amstel Assoc.	42	40 30
B.S.C.	780	780
Bouygues	474 90	468
Bouygues (par)	227	227
CAI de P. (C.C.U.)	780	749
Carrefour	400	395 10
Cardif	840	840
CEGEF	170	170
CEPI	128	1270
CHIM	289 90	289
Comptex	250	250
Concorde	1219	1219
Croix	188	188 20
Dagblat	305	315
Danone	100	100
Danone (par)	370	370
Danone (par)	1255	1250
Debut	180	181
Dole	117 10	117
Dole	133	147
Edisons Belford	198	198 80
Carap. Populaire	113	113
Financ	113	113
G.F.F. (group. fon.)	88 80	82
G.L.M.	385	385
Geographie	130	133
Gentel	88	88
I.C.C.	200	200
Immo	88 20	88 20

LONDRES, 11 juin

Recul

Le 11 juin, au cours duquel la Bourse de Londres a enregistré un recul de 11 points, la cotation de Wall Street et la réévaluation d'un certain nombre de valeurs ont entraîné une baisse de l'indice britannique en mai. L'indice des 100 premières valeurs a reculé de 22 points (0,8 %) à 2 614,1, son plus bas niveau depuis sept semaines. Les échanges ont porté sur 595,9 millions d'actions contre 472,9 millions la veille.

L'enquête mensuelle de la Confédération des industries britanniques sur le commerce extérieur a enregistré une hausse de la vente la mois dernière par rapport à mai 1991, décalant les gestionnaires. La plupart des secteurs ont baissé.

TOKYO, 12 juin

Nouveau recul

Pour la troisième séance consécutive, la Bourse de Tokyo a poursuivi son mouvement de recul vendredi 12 juin. A l'issue des transactions, l'indice Nikkei a cédé 325,37 points à 17 383,68 points, soit une baisse de 1,84 %, contre 1 700 millions de titres ont été échangés.

VALEURS	Cours de 11/11	Cours de 12/11
Alcatel	1 270	1 260
Amstel	1 170	1 160
Amstel Assoc.	1 410	1 390
Carrefour	1 400	1 380
Cardif	1 400	1 400
CHIM	1 400	1 390
Comptex	1 400	1 390
Concorde	1 400	1 390
Croix	1 400	1 390
Dagblat	1 400	1 390
Danone	1 400	1 390
Danone (par)	1 400	1 390
Danone (par)	1 400	1 390
Dole	1 400	1 390
Dole	1 400	1 390
Edisons Belford	1 400	1 390
Carap. Populaire	1 400	1 390
Financ	1 400	1 390
G.F.F. (group. fon.)	1 400	1 390
G.L.M.	1 400	1 390
Geographie	1 400	1 390
Gentel	1 400	1 390
I.C.C.	1 400	1 390
Immo	1 400	1 390

Second marché

(diffusion)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	480	480	Immo. Habitat	1070	1050
Amstel	245	245	Immo. Computer	158	158
Amstel Assoc.	42	40 30	I.P.B.M.	62	62
B.S.C.	780	780	Loire	70 05	70 05
Bouygues	474 90	468	Meca Com.	213	218
Bouygues (par)	227	227	Meca	178	174
CAI de P. (C.C.U.)	780	749	Par. Figeac	490	485
Carrefour	400	395 10	Rhone-Alp. (E.)	340	340
Cardif	840	840	Saint Invest. (E.)	99	99
CEGEF	170	170	Serbis	279	279
CEPI	128	1270	Sups	323 80	322
CHIM	289 90	289	TFI	510	500
Comptex	250	250	Thomson H. (E.)	355	360
Concorde	1219	1219	Unipac	254	243
Croix	188	188 20	Val et Ce	107	107
Dagblat	305	315	Y. St-Laurent Group	882	838
Danone	100	100			
Danone (par)	370	370			
Danone (par)	1255	1250			
Debut	180	181			
Dole	117 10	117			
Dole	133	147			
Edisons Belford	198	198 80			
Carap. Populaire	113	113			
Financ	113	113			
G.F.F. (group. fon.)	88 80	82			
G.L.M.	385	385			
Geographie	130	133			
Gentel	88	88			
I.C.C.	200	200			
Immo	88 20	88 20			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

National 10 % - Cotation en pourcentage du 11 juin 1992

Nombre de contrats estimés : 207 742

COURS	10/11	11/11	12/11
Dernier	107,28	107,50	107,78
Précédent	107,44	107,74	107,98

Options sur national

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
109	0,26	0,36
	1,80	1,88

CAC 40 A TERME

(MATIF)

COURS	10/11	11/11	12/11
Dernier	1 929,50	1 930	1 971,50
Précédent	1 934,50	1 938	1 977,50

CHANGES

Dollar : 5,301 F

Le dollar s'est échangé en fixant en baisse vendredi 12 juin, à 5,301 francs contre 5,358 francs la veille à la cotation officielle. Le cours du billet vert a été affecté par l'absence d'assouplissement du crédit en Allemagne.

FRANCOF.	11/11	12/11
Dollar (en DM)	1,2913	1,2799
TOKYO	11/11	12/11
Dollar (en yen)	127,38	126,67

MARCHÉ MONÉTAIRE

(cote privée)

Paris (12/11)	9 776 - 10 %
New-York (11/11)	3 344

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

Valeurs françaises	112,50	113,30
Valeurs étrangères	104,00	103,90
(SBF, base 100 : 31-12-91)		
Indice global CAC	538,92	534,41
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 953,73	1 928,84

NEW-YORK (Index Dow Jones)

Indice	10/11	11/11
Indice	3 381,64	3 351,54

LONDRES (Index Financial Times)

100 valeurs	2 636,10	2 614,10
30 valeurs	2 657,30	2 639,50
Mixte d'or	113,60	113,10
Poids d'or	86,67	86,71

FRANCOF.

Dollar	10/11	11/11
Dollar	1 785,76	1 782,81

TOKYO

Dollar	11/11	12/11
Dollar	17 789,05	17 383,68
Indice global	1 345,54	1 328,36

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT	COURS TERME TROIS MOIS
	Demandé	Offert
\$ E-U	5,3180	5,3280
Yen (100)	4,2013	4,2082
Yen (100)	4,2013	4,2082
Yen (100)	4,2013	4,2082
Yen (100)	4,2013	4,2082
Yen (100)	4,2013	4,2082
Yen (100)	4,2013	4,2082
Yen (100)	4,2013	4,2082
Yen (100)	4,2013	4,2082
Yen (100)	4,2013	4,2082

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
	Demandé	Offert	Demandé
\$ E-U	5,3176	5,3176	5,3176
Yen (100)	4,2016	4,2016	4,2016
Yen (100)	4,2016	4,2016	4,2016
Yen (100)	4,2016	4,2016	4,2016
Yen (100)	4,2016	4,2016	4,2016
Yen (100)	4,2016	4,2016	4,2016
Yen (100)	4,2016	4,2016	4,2016
Yen (100)	4,2016	4,2016	4,2016
Yen (100)	4,2016	4,2016	4,2016
Yen (100)	4,2016	4,2016	4,2016

Ces cours indicatifs, publiés sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Vendredi 12 juin : Bernard Coupy, directeur de Vadette.	Lundi 15 juin : Edouard Sakiz, président du directeur des laboratoires Roussel-Uclaf. « Le Monde l'Économiste » publie un article consacré au « mariage japonais » de Roussel-Uclaf.
---	--

Règlement mensuel

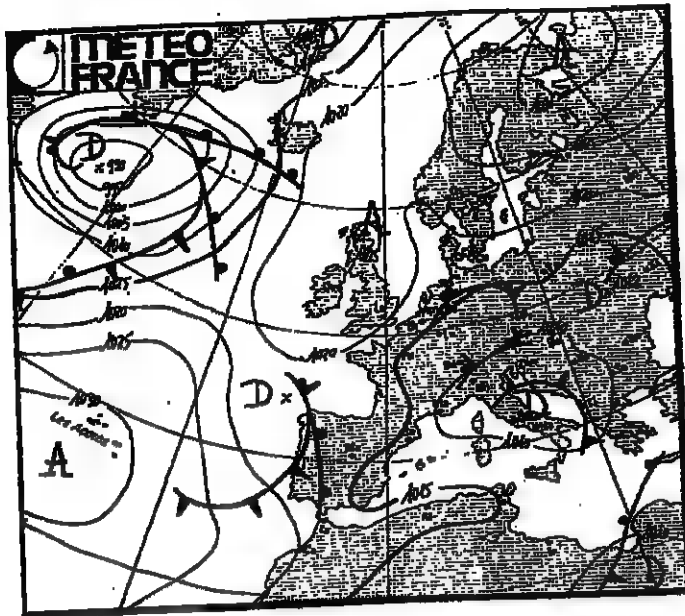
SICAV (selection)**SICAV** (selection)**SICAV** (selection)

Marché libre de l'Europe		
TERMINALES	COURS	CC

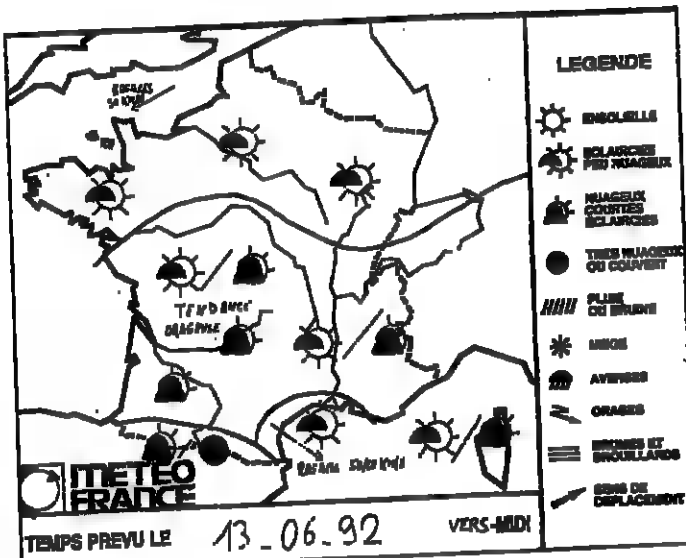
— : déposé - o : offert - d : droit déposé - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 12 JUIN 1992 À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 13 JUIN 1992



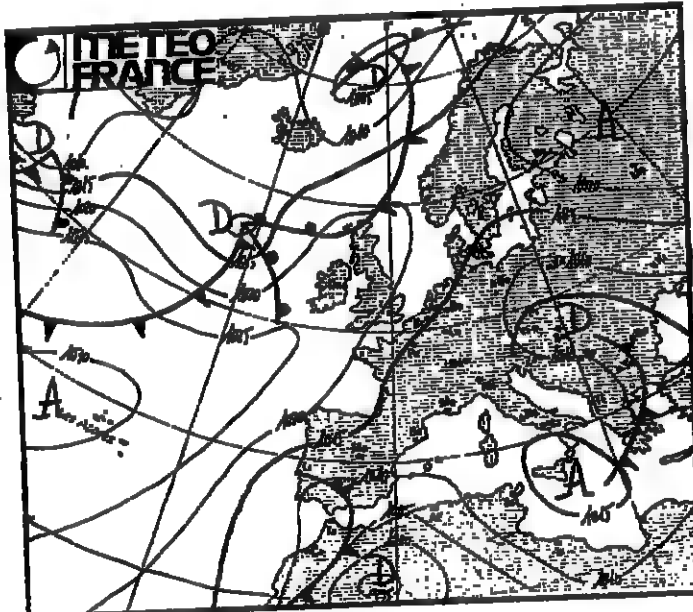
Samedi 13 juin : soleil au Nord, orageux au Sud. Le matin, le soleil sera prédominant de la région de la Loire à la région de la Méditerranée. Des nuages au Nord-Est au Sud-Est, le ciel sera nuageux avec des éclaircies plus belles en fin de matinée. Du Nord-Est au Massif central jusqu'au Sud-Ouest, le soleil fera de belles apparitions. Des Alpes aux Pyrénées, le temps sera très nuageux avec quelques ondées. Sur le pourtour méditerranéen, le soleil sera généreux.

L'après-midi, au nord de la Loire, le temps sera bien ensoleillé. Plus au sud et en Corse, le ciel sera très nuageux avec des orages en fin de journée. Le soleil se maintiendra sur le golfe du Lion avec de la brume ou du brouillard à 40 kilomètres/hours.

Les températures minimales avoisneront 10 à 12 degrés en général, 13 à 15 degrés sur la Méditerranée.

L'après-midi, le thermomètre indiquera 22 à 25 degrés au Nord et 21 à 24 degrés au Sud.

PRÉVISIONS POUR LE 14 JUIN 1992 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 12-6-92

FRANCE				TOURNAI				LUXEMBOURG								
AJACCIO	15	12	N	17	12	A	21	21	12	12	12	12	12	12	12	12
BIARRITZ	16	10	D	18	13	A	22	22	13	13	13	13	13	13	13	13
BORDEAUX	16	10	D	18	13	A	22	22	13	13	13	13	13	13	13	13
BOURGESS	15	11	N	17	12	A	21	21	12	12	12	12	12	12	12	12
BRESCIA	15	11	N	17	12	A	21	21	12	12	12	12	12	12	12	12
CARIN	16	11	N	17	12	A	21	21	12	12	12	12	12	12	12	12
CHRONINGHAM	15	11	N	17	12	A	21	21	12	12	12	12	12	12	12	12
DALOR	22	22	N	17	12	A	21	21	12	12	12	12	12	12	12	12
GENOÈVE	15	11	N	17	12	A	21	21	12	12	12	12	12	12	12	12
LIMOGES	15	11	N	17	12	A	21	21	12	12	12	12	12	12	12	12
LYON	21	17	D	18	13	A	22	22	13	13	13	13	13	13	13	13
MARSEILLE	21	17	D	18	13	A	22	22	13	13	13	13	13	13	13	13
NANCY	21	17	D	18	13	A	22	22	13	13	13	13	13	13	13	13
NANTES	15	11	N	17	12	A	21	21	12	12	12	12	12	12	12	12
PARIS-MONTRE	21	15	D	18	13	A	22	22	13	13	13	13	13	13	13	13
PAU	16	11	N	17	12	A	21	21	12	12	12	12	12	12	12	12
PERPIGNAN	16	11	N	17	12	A	21	21	12	12	12	12	12	12	12	12
REIMS	15	11	N	17	12	A	21	21	12	12	12	12	12	12	12	12
ST-ETIENNE	14	12	N	17	12	A	21	21	12	12	12	12	12	12	12	12
STRASBOURG	21	14	C	19	14	D	23	23	14	14	14	14	14	14	14	14
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								
				TOURNAI				LUXEMBOURG								

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CARNET DU Monde

Naissances

- Sophie MIKALOFF et Simon ROTENSTAJN ont le plaisir d'annoncer la naissance de Alexandre, le 10 juin 1992.

- M. Jean Hugues CARBONNIER, Guillaume et Edouard, ont la joie d'annoncer la naissance de Vincent, le 19 mai 1992.

- Christine MENDES ANTUNES et Olivier BOUQUILLARD ont le plaisir d'annoncer la naissance de Rodolphe, le 23 mai 1992.

10, rue de Richelieu, 75001 Paris.

Fiançailles

- M^{lle} Christine YIU et M. Vincent LAHUEC ont la joie de faire part de leurs fiançailles, le 14 juin 1992.

24, rue de la République, 92100 Nanterre.

Mariages

- Cécile COUDRY et Christophe VAUCHER ont le plaisir d'annoncer leur mariage, le 29 mai 1992.

40, rue Océanique, 33000 Grenoble.

Décès

- M^{lle} prié d'annoncer le décès de

Hélène LAMAZOU,

survenu le 10 juin 1992, à l'âge de soixante-sept ans.

Une cérémonie religieuse aura lieu le samedi 13 juin, à 15 h 30, en l'église d'Arctus (Pyrénées-Atlantiques).

Selon sa volonté, elle a été inhumée, et ses cendres seront déposées dans le caveau familial, dans le cimetière de Laxou (Lorraine).

De la part de M^{lle} Marie-Thérèse et José Lamazou.

- Marc Simon, son épouse, Cécile et Emmanuel, ses filles, Suzanne et Baptiste, ses petits-enfants, Eric et Cyrille, ses gendres, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Suzanne SIMON.

19, rue Emile-Dubois, 75014 Paris.

- Charles SOULIER, ingénieur des Arts et Métiers, président du groupement filiales de la Libre-Pensée, est décédé le 6 juin 1992, dans sa soixante-neuvième année.

Monique Soulier, son épouse, ses enfants et petits-enfants.

6, rue de Paris, 97700 Maracaj-Barrail.

Anniversaires

- Il y a dix-sept ans, Françoise PEPIN LEHALLEUR née Ducas.

Elle demeure dans notre mémoire.

- Il y a onze ans disparaissait Szilvia PRESBURGER.

Que ceux qui l'ont connu aient une pensée pour lui.

- Les amis et élèves de Marie-Thérèse RABE ont le regret d'annoncer son décès, survenu à Illiers-Evry (Eure) le 3 juin 1992.

L'inhumation a eu lieu à Nonancourt le 7 juin 1992.

Jehanne Bolon, 1-118, clos Saint-Vigor, 78100 Virvray.

Raymond Ducas, 58, avenue Gallieni, 78110 Le Vésinet.

- Il y a maintenant un an Charles WOHRLE nous quitte.

Il est toujours dans nos cœurs.

Remerciements

- Marie-Françoise Gay, ses enfants et sa famille, remercient tous ceux qui leur ont apporté le réconfort de leur présence et de leur amitié lors du décès de

Jean-Claude GAY.

Soutenances de thèses

- M^{lle} Nathalie-Barbara B... le 11 mai 1992, à l'université Toulouse-II, sa thèse de doctorat en philosophie politique intitulée : « L'État, une esthétique de la politique 1792-1799 ». Elle a obtenu la mention très honorable avec les félicitations du jury. Le directeur de thèse est M^{lle} Lucie Sala-Molins, professeur à Toulouse-Le Mirail.

- M^{lle} Agnès Chailier présentera, le lundi 15 juin 1992, à 14 heures, sa thèse de doctorat de la section des sciences humaines de l'École pratique des hautes études, Sorbonne, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

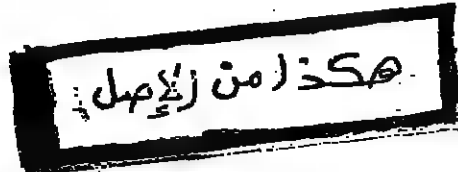
- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques de l'IEP de Paris, soutiendra la thèse de doctorat de M^{lle} Lucie Sala-Molins, intitulée : « L'État à gauche, 45, rue des Écoles, Paris-5, une thèse de doctorat intitulée : « La notion de destin selon Wang Chang et l'idée de critique à l'époque des Han orientaux ».

- Institut d'études politiques de Paris, Faculté des Sciences sociales et politiques



RADIO-TÉLÉVISION

Ombre et lumière

Vendredi 12 juin

Dimanche 14 juin

orchestre en ré majeur K 218,
de Mozart; Symphonie n° 5
en si bémol majeur op. 100,
de Prokofiev.

هكذا من الرحيل

Le Monde

S A N S • V I S A

La bataille du Horn



A bord de la Françoise-d'Amboise, en 1908.

Une route maritime existait-elle au-delà du détroit de Magellan ? L'Atlantique se heurtait-il à l'Océan Pacifique et sous quelle forme ? On s'interrogea longtemps jusqu'au jour où l'on trouva le passage. A Saint-Servan, près de Saint-Malo, un musée raconte l'histoire des hommes qui fréquentèrent l'endroit. Une aventure assez salée.

ES cartographes le nomment le Horn, les marins, eux, l'appellent le cap Dur. Un rocher qu'il fallait doubler quels que fussent la saison, le temps et la constance bornée du vent et des courants à fuir dans l'Est à longueur d'année. Un exploit, une épreuve banale que les capitaines devaient renouveler autant de fois que l'impérieuse nécessité de livrer la marchandise à l'heure et à bon port le commandait. Le Horn, point

chaud d'un voyage jamais joué d'avance et où l'on ne pouvait entreprendre qu'avec le poids d'un ombreux courage qui a toujours persuadé les hommes de la mer qu'ils étaient plus sages que d'autres à se mesurer aux sentiers rebelles qui verrouillaient à jamais les océans.

Discipline, prudence et témérité mêlées, tous les récits concordent : on devait s'engager dans ce corridor du diable, plus de trois cents jours par an rugit le saccato des tempêtes, que l'espérance d'un long apprentissage et une puissante détermination, les réflexes et l'instinct tendus à vif. Dans les marges et entre les lignes de leurs sobres et sombres livres de bord, les officiers caphorniens avaient prévu les jeunes promotions qui s'engageaient après eux à l'assaut de la grande muraille. Ici, c'est l'indécision qui vous perdait, la mollesse de caractère qui tue. Jour et nuit, ne pensez qu'à une seule et même chose : passer le plus rapidement possible dans l'Ouest. Réglez à outrance quand la chance vous sourit. Faites toute la toile. Demandez le pire à votre équipage et à votre bâtiment, jusqu'à vous faire maudire, mais ne laissez échapper aucune occasion de forcer la passe. Foncez ! Quand vous serez à Valparaiso, vous aurez le temps de réfléchir à la route du retour. Tout aussi périlleuse, mais moins criminelle.

La volonté de conquête ce passage peu recommandable avait été un acte politique avant de porter la marque de l'exploration maritime. Magellan, en offrant à l'Espagne (1492) le détroit qui s'ouvrait miraculeusement sur le Pacifique, avait autorisé celle-ci à

considérer comme pirate tout importun qui entrerait dans les eaux découvertes par le Portugais. Il fallait se méfier de ce passage large. Mais quel large ? Il n'y avait pas plus que ce qui était permis avec les cap-horniens, fermant ainsi toute tentation de circumnavigation par le sud. Durant un siècle, personne ne se permit d'aller narguer les cinquantièmes harlants jusqu'à ce que les Provinces unies, agacées, tout comme l'Angleterre, d'être tenues à l'écart du très catholique et romain traité de Tordesillas - arbitre, Alexandre VI Borgia ; objet, le partage du monde ; bénéficiaires, l'Espagne et le Portugal, - ne se décident à des voiles luthériennes en direction de ce fond d'océan dans l'espoir d'y percer un couloir qui aurait ouvert une route toute nouvelle pour rallier les Moluques et mettre plus commodément en cale l'or de la cannelée.

Un huguenot réfugié en Hollande, Jacques Lemaire, arme deux navires dont il confie le commandement à Cornelius Schouten, qui, en janvier 1616 et en sa compagnie, découvre, par 57 degrés de latitude sud, un flot qu'il baptise du nom du port dont il est parti au Pays-Bas : Horn. C'était le Pacifique qui battait contre sa coque. Incident diplomatique gravissime - des hérétiques viennent de violer les « accords » internationaux - mais les marins savent qu'ils peuvent désormais risquer leur vie en partant à l'assaut d'un lieu où toutes les fantasmagories sont possibles, toutes les frayeurs admises ; un endroit où l'on est presque toujours sûr de pouvoir mesurer l'héroïsme dont on se croit habité. L'instinct de survie

ingénueuse. Le Horn, qui ne commercialement défilé que beaucoup plus tard, est dès lors inscrit dans le Livre des records et chacun de ses vainqueurs salués par les cap-horniens, que l'on pourrait presque comparer aux as de l'aviation d'aujourd'hui, leur nom est gravé sur la carte. En conformité avec les intérêts marchands de l'époque, forçant le mortel fanal à supporter, devant et écumant, l'après-résolution des armateurs très semblable à la leur, eux les fins manœuvriers qui quittent Liverpool, Bremerhaven sans se retourner, la casquette pointée vers leur vieil ennemi qui, là-bas, les attend.

Hardi ! les gars, vive en gait-deux ! Farewell, good bye farewell ! Hardi les gars, adieu Bordeaux ! Hourra ! ho ! Mexico ! Ho ! ho ! ho ! On connaît tous ça, même natif de Saint-Flour, même fonctionnaire. Du grand vent pour pas cher, des fins de banquet qui languent à la cadence, et des robes de sous-préfets qui s'accrochent à des laines d'hommes, des durs à belle voix avec des vestons. Tous embarqués dans le refrain, marloches. Au cap Horn il ne fera pas chaud ! Hardi ! Ho ! Oula Tchalez ! à faire la pêche au cachalot ! Ho ! Ho ! Ho !

C'était une chanson à l'usage, une chanson pour se donner du muscle à l'ouvrage, un remontoir qui faisait oublier la rage de dents et les mains gantées de froid. Tant qu'on avait encore la force de lancer la brutale complainte, car certains voyages se poussaient mal et toutes les ardeurs devaient être

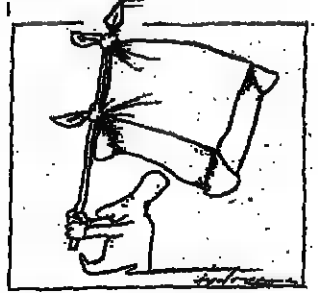
économisées, le moindre effort rationné, comme pour cet équipage du *La Rochefoucauld*, pris en 1909 sur le rail du détroit du Horn, dans une tourmente de vents et de courants. Il mit près de quarante jours à se sortir, 365 milles marins pour plus d'un mois de navigation. Sa route - reproduite à l'exemple à éviter - ressemble à la mise en chantier d'un carreau de dentellière... Il n'était déjà plus question depuis longtemps du détroit de Magellan,

la taille des navires ne permettait plus de l'embarquer, et le canal de Panama ne s'ouvrit qu'en 1914.

Le Horn restait une providence et tous s'y jetaient furia et appréhension, jasant le montre pour rendre leur cargaison dans les plus courts, décrochant des records, forçant les courtiers londoniens à se lever tôt et à se coucher tard. A partir de 1850, les clippers américains font la loi. Jamais on a navigué aussi rapidement, avec une telle ivresse de se coller à la mer et une telle frénésie d'en découdre avec ses grands chahuts. Pour ces capitaines, qui tiennent la barre le colt à la ceinture et font régner la terreur sur leur bâtiment, le Horn devient une *Luna-Park* qu'on attaque comme on s'attaque à la fête foraine avant de terminer la soirée dans des parties de poker dont on émerge riche ou coulé. C'était le jeu.

Jean-Pierre Quénin
Lire la suite page 29

AU SOMMAIRE



Voyage, de retour	p. 28
Venezuela, au cœur de l'Eldorado	p. 30
Table, Artisans et chef	p. 33
Collioure, Fanves en liberté	p. 34
Escapes (p. 28) • Table (p. 33)	

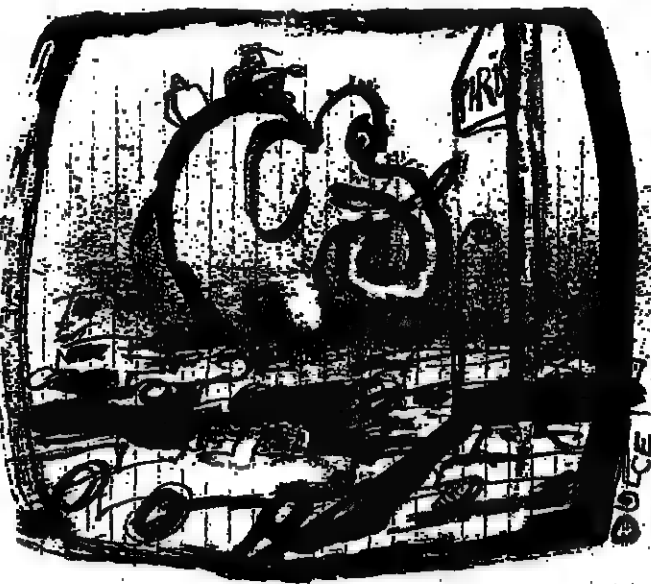
PARIS - NEW YORK A/R 2280 F

ACCESS

vend des vols réguliers à prix réduits. La concurrence apprécie.

6, RUE PIERRE LESCOT, 75001 PARIS. TEL. (1) 40 02 02 et (1) 42 21 46 94
LYON : TOUR CREDIT LYONNAIS - LA PART-DIEU. TEL. 78 78
OU CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES

De retour...



N'IMPORTE quel voyageur revenant d'une destination lointaine ou d'un long séjour à l'étranger... fait, un jour, l'expérience : le taxi ou le bus qui le ramène, au petit matin, vers le centre, c'est un peu comme si l'on se trouvait d'origine s'effaçait pour la première fois à ses yeux. Des choses qu'on ne remarquait plus à force d'avoir la nez dessus redevenaient soudainement évidentes. Que l'architecture de cette ville soit banale ou, au contraire, originale ! dit-on. Comme les gens y vivaient indolents ou, à l'inverse, affrétés ! Et ces immeubles, au bord du périphérique, devant lesquels on a passé mille fois auparavant sans voir, quelle poésie ils dégagent ! Autant que des détails, c'est l'âme, voire le parfum du lieu qu'on sent dans ensemble, naturellement, sans effort. Un peu comme si, dans le café qu'on venait d'avaler à la descente de l'avion, quelque esprit espiègle avait versé des gouttes d'une subtile hallucinogène qui, en affinant notre perception, nous rendait l'autre monde des choses, le monde qu'on ne voit habituellement pas. Ce que l'on remarque dépend bien sûr de ce que l'on a vu au cours du voyage qui vient de s'achever.

Si l'on revient des États-Unis, c'est la multitude des voitures et des embouteillages qui frappent. Si l'on revient d'un voyage en Asie, c'est la pollution et les calendriers des Postes réunis. Troisième île de la Méditerranée, après la Sicile et la Sardaigne, avant la Corse et la Côte d'Ivoire, l'île d'Odessa, se veut aussi belle et attirante que Vénus qui naquit sur ses rives, de l'écluse des vagues.

Mais Chypre n'est pas Cythère. Point de paysages grandioses ni d'étendues infinies. Au contraire, c'est Lilliput ! Avec l'impression d'être chaussé de bottes de sept lieues. En quatre enjambées, on parcourt les forêts de cèdres et de pins qui couvrent la chaîne du Troodos ; d'un bond, on franchit les ruisseaux pour se retrouver sur les collines calcaires et desséchées où poussent la vigne et le caroubier. A deux pas, dans la plaine fertile, bananes, citrons et oranges.

Et puis la mer, la mer qui danse au bord des golfes trop verts et des piscines trop bleues, une mer parfois cachée par les hôtels, batis en si grand nombre que le gouvernement a décidé d'en interdire désormais la construction pour ne pas défigurer complètement les côtes. Côtes hospitalières ! est vrai. Depuis dix millénaires, les hommes, ceux du néolithique comme ceux du néorépublicain, n'ont cessé d'y accoster.

Les civilisations s'y croisent et s'y entremêlent. Chypre, qui fut ainsi grecque, byzantine, franque, vénitienne et ottomane, se présente comme un fabuleux conservatoire de l'histoire du bassin méditerranéen. Un paradis pour les amateurs de vieilles pierres et d'histoire de l'art. On y trouve encore, bien conservées, à Khirokitia comme à Kalavassos, les huttes circulaires préhistoriques des premiers habitants venus de l'Orient voisin.

Les Grecs, à partir de 1400 avant Jésus-Christ, s'établissent dans l'île par vagues successives. Ils apportent avec eux leur langue et leur culture qui, malgré les influences successives, n'ont jamais cessé d'exister. Ainsi, à Paphos, délicieux petit port sur la côte

comme de la tranquillité apparente des rues, de pouvoir appeler d'une cabine téléphonique publique qui marche bien, dans le premier magasin où on se rend, d'avoir presque à justifier au vendeur que finalement on n'a rien. Les gens dans la rue semblent très riches ou très pauvres, bien habillés ou ternes, très modernes ou un tantinet arriérés, selon l'endroit dont on revient. Si l'on arrive du nord d'un pays froid, s'étonne que l'on se trouve devant tant les uns les autres dans les yeux ; si l'on revient d'un pays du sud, qu'ils se parlent si peu entre eux dans le métro ou le bus. Même la langue que l'on emploie depuis son enfance prend des allures de dialecte étranger : si l'on a baigné pendant des semaines dans un univers de sons durs et brutaux, on aura l'impression que le français est d'une douceur et d'une lenteur qui confinent à de la fadeur. Et ainsi de suite : c'est comme si l'on avait, au lieu de la trop grande habitude qui les avait endormis, se réveillaient neufs.

On ne peut pas prévoir les réactions que l'on aura à l'arrivée. Elles sont de l'ordre de la sensation spontanée et brutale, et non de l'analyse. Tout se passe même comme si le voyage qu'on venait de terminer se scindait en deux : une partie se

nous est rentrée, tandis que l'autre voyage continue à nous observer. Étonnante schizophrénie qui fait affluer en nous les réactions diverses sur un sujet qui appartient autant à la grande philosophie qu'à la vie du commerce : ce que l'on appelle les « nationalités ». L'on se découvre ainsi hyper-latins ou, au contraire, peuples du nord, libéraux ou, à l'inverse, vivant par trop les uns

sur les autres, étonnés par le regard lucide. Bref, c'est comme si le voyage avait fait de nous à la fois un acteur parmi les autres et un spectateur : presque un penseur.

Il ne faut pas de raisons rationnelles à l'émergence de ces sentiments irraisonnés : en nous déportant à nous-mêmes, le voyage nous offre un recul sans lequel nous ne pourrions véritablement nous voir.

Comme un trauma qui fait resnaître en nous des sensations enfouies, il est cette technique qui nous permet, nous, Occidentaux, d'opérer ce recommandant presque tous les aspects de la sagesse de l'Orient : porter quelque chose à notre « périphérie » afin de mieux nous connaître nous-mêmes. Ou encore, pour reprendre un vocabulaire philosophique contemporain, il s'agit d'un changement de « paradigme » personnel qui, en nous insérant dans un autre « contexte », renverse la vision habituelle du monde et du monde que nous vivons. Ce n'est pas pour rien que Montaigne se livre à des « Pensées » pour évoquer la réalité française, ou encore que l'on utilise le même mot « voyage » pour désigner un déplacement dans l'espace ou l'intérieur de soi à l'aide d'une drogue. Le résultat est, sous un certain aspect, le même : pratiquer de la distance par rapport à son état habituel, « normal », d'insensibilité.

A ces séquences d'un voyage ajoute sans doute une autre : même que c'est souvent au moment où la femme se voit le quitter qu'un amoureux prend conscience des qualités que, malgré tout, elle avait ; de même la valeur du voyage n'est dans une aisance de perte qui, d'un coup, redonne du prix à ce que l'on avait momentanément quitté. Tout

voyage s'effectue les deux sens. Et il en va d'un voyage fructueux exactement comme d'un bon film policier : on ne s'en rend compte qu'au moment où, le « fin » s'inscrivant sur l'écran, on connaît enfin le coupable qu'on se rend compte de ses indices indiscutables de sa culpabilité que le réalisateur avait habilement « semés » dans les toutes premières images. Si on avait été plus malin, on aurait pu partir dès la fin de la première image : tout s'y trouvait, même si nous n'en avions rien vu.

Ne pourrait-on pas alors s'épargner tout le déplaisir du déplacement concret, ces valises qui n'arrivent pas à fermer, ces avions qui les-quel il faut se dépêcher d'aller si tant qu'on ne découvre jamais un voyage que l'on sait depuis toujours avoir conscience ? Vieil argument des paresseux du voyage : puisque le retour est la plus partie intéressante, sur le plan intérieur, du voyage, ne vaudrait-il pas mieux se contenter de vagabonder, par la pensée, dans un monde fantasmé ? C'est à voir. Car si l'on restait encore, dans ce monde, l'illusion d'un ailleurs. Peut-être ne voyageons-nous, au fond, que pour nous convaincre de ce que nous sommes restés chez nous. Voyager, c'est tuer en nous le désir du déplacement...

Patrice Boulton

ESCALES

Chypre la belle Hellène

La vert des hautes herbes, le jaune des boutons d'or, le rouge des myrtilles et la mer irisée font de Chypre, au printemps, une palette de couleurs à l'envie des post-impressionnistes et des calendriers des Postes réunis. Troisième île de la Méditerranée, après la Sicile et la Sardaigne, avant la Corse et la Côte d'Ivoire, l'île d'Odessa, se veut aussi belle et attirante que Vénus qui naquit sur ses rives, de l'écluse des vagues.

Mais Chypre n'est pas Cythère. Point de paysages grandioses ni d'étendues infinies. Au contraire, c'est Lilliput ! Avec l'impression d'être chaussé de bottes de sept lieues. En quatre enjambées, on parcourt les forêts de cèdres et de pins qui couvrent la chaîne du Troodos ; d'un bond, on franchit les ruisseaux pour se retrouver sur les collines calcaires et desséchées où poussent la vigne et le caroubier. A deux pas, dans la plaine fertile, bananes, citrons et oranges.

Et puis la mer, la mer qui danse au bord des golfes trop verts et des piscines trop bleues, une mer parfois cachée par les hôtels, batis en si grand nombre que le gouvernement a décidé d'en interdire désormais la construction pour ne pas défigurer complètement les côtes. Côtes hospitalières ! est vrai. Depuis dix millénaires, les hommes, ceux du néolithique comme ceux du néorépublicain, n'ont cessé d'y accoster.

Les civilisations s'y croisent et s'y entremêlent. Chypre, qui fut ainsi grecque, byzantine, franque, vénitienne et ottomane, se présente comme un fabuleux conservatoire de l'histoire du bassin méditerranéen. Un paradis pour les amateurs de vieilles pierres et d'histoire de l'art. On y trouve encore, bien conservées, à Khirokitia comme à Kalavassos, les huttes circulaires préhistoriques des premiers habitants venus de l'Orient voisin.

Les Grecs, à partir de 1400 avant Jésus-Christ, s'établissent dans l'île par vagues successives. Ils apportent avec eux leur langue et leur culture qui, malgré les influences successives, n'ont jamais cessé d'exister. Ainsi, à Paphos, délicieux petit port sur la côte



Le site antique de Kourion.

ouest, on découvre une impressionnante nécropole hellénistique, le Tombeau des rois, ainsi que de superbes mosaïques romaines inscrites au patrimoine de l'humanité par l'UNESCO.

Après la division de l'empire romain, Chypre devient byzantine. Elle se couvre de monastères et d'églises orthodoxes - Saint-Lazare de Larnaca, - riches en fresques et en icônes rassemblées pour la plupart au Musée byzantin de Nicosie. La région du Troodos, agréablement fraîche en été, et qui est, par ailleurs, sillonnée de chemins de randonnée, recèle neuf chapelles, également protégées par l'UNESCO.

En route pour la troisième croisade, Richard Cœur de Lion s'empare de l'île en 1191, sur un coup de tête. Rachetée par le Pontevin Guy de Lusignan, un des chevaliers français des Croisades, Chypre, catholique et franque (1192-1489), voit s'élever des églises gothiques comme l'abbaye de Bellapais, et la cathédrale Sainte-Sophie de Nicosie. Devenue vénitienne, ses gouverneurs, dont Christophe Moro, l'« Othello de Shakespeare », construisent, devant la menace

turque, des forteresses militaires qui, dit-on, inspirèrent Vauban. Peine perdue : les Ottomans envahissent et annexent Chypre (1571-1878). Minaret et mosquée. En dépit de révoltes périodiques, l'île, devenue province turque, s'assoupit pour se réveiller colonie britannique (1878-1960).

Chypre savourait brièvement les joies de l'indépendance. Istanbul, sous prétexte de défendre les intérêts turcophones, lui arrache 40 % de son territoire, en 1974. Dans l'indifférence générale. Aujourd'hui, certains des plus beaux sites (Salamine, Famagouste) se trouvent en territoire turc.

Pour découvrir Chypre, il faut s'éloigner des côtes trop occidentalisées, flâner dans les petits villages de l'intérieur, boire le vin et, sous la tonnelle d'une taverne de campagne, goûter le meze, plat de résistance composé de quelque trente spécialités différentes. Participer aussi aux célébrations villageoises, aux fêtes des fleurs en mai, à celle du vin et de Dionysos, en septembre. Assister à un mariage paysan et boire de bon cœur à la santé des époux. Une

chose est certaine : Hellène orientale aux charmes emmêlés, Chypre mérite mieux qu'un banal séjour balnéaire.

Spécialiste, depuis plus de vingt ans, du tourisme en Orient, le voyageur Découvrir (23, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris, tél. : 45-44-48-80 et dans les agences de voyages) propose, dans une brochure spéciale, plusieurs formules, du simple séjour en bord de mer, à Ayia-Napa, Limassol ou Paphos (à partir de 700 F par personne, de Paris à Paris, en chambre double, pour sept nuits avec petit déjeuner) aux itinéraires à la carte avec l'avion, les transferts, la location de voiture et l'hébergement en hôtels de grand luxe comme le Méridien, le Golden Bay, l'Ambassade ou l'Onda Beach. Depuis Chypre, Découvrir propose également des mini-croisières (à partir de 1 160 F par personne en cabine double, pour trois jours) vers l'Égypte, Israël et le Liban.

Pour se renseigner sur Chypre : l'Office du tourisme, 15, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-61-42-49.

A.C.

TELEX

Évasion ferroviaire dans le Massif Central avec les trains touristiques mis en circulation l'été prochain par la SNCF, au départ de toutes les gares de la Haute-Loire. Trois circuits commentés, avec arrêts photos et repas du terroir : tour de la Lozère (haut Allier, Gévaudan, Camargue), les 12 juillet et 9 août (370 F la journée avec les repas), Cantal et Causse (en boucle de Neussargues via Saint-Flour, Marvejols, Rodez, Figeac et Aurillac), les 28 juin et 23 août (390 F) et « Les grands viaducs construits par Eiffel », en Combrailles, avec la chaîne des pays, les 26 juillet et 20 septembre (290 F). Renseignements : Jean-Paul Delorme (tél. : 71-50-11-51), gare SNCF, 43100 Brioude. De son côté, le Rail étampois (place du général Leclerc, 91150 Etampes) propose, au départ de Paris, les 20 et 21 juin, une escapade à Mulhouse pour découvrir les musées de l'automobile, du chemin de fer et de l'impression sur étoffes ainsi que l'écomusée local : 1 090 F en chambre double.

Week-ends flâneurs dans l'Eure (Normandie) en juin et jusqu'au 5 juillet. Visites d'entreprises (recyclage du plastique, laboratoire de duplication à grande vitesse de vidéo, élaboration de fils spéciaux anti-feu) et manifestations traditionnelles (expositions, visites de châteaux, abbayes et manoirs, concerts) présentées dans la plaquette *Eure en fleurs*. La brochure *Hôtels-étapes de charme* sélectionne des établissements de caractère (de deux à quatre étoiles), à l'écart des grandes routes. A demander au Comité départemental du tourisme de l'Eure (tél. : 05-27-00-27).

Nuits de feu dans l'Oise lors du sixième concours international de feux d'artifice (160 000 spectateurs l'an dernier), vendredi 19 et samedi 20 juin, dans le parc du château de Chantilly. Prix : 60 F la soirée (80 F le billet couplé), gratuit pour les moins de douze ans. Réservations à la FNAC, dans les offices de tourisme locaux, et au 44-45-82-12.

« Christophe Colomb, le navire et la mer », thème d'une exposition internationale

présentée à Gènes, patrie du découvreur de l'Amérique. L'amiral François Belle, directeur du Musée de la marine et historien des grandes découvertes, sera le guide éclairé de ce week-end proposé par Kort (86, boulevard des Batignolles, 75017 Paris, tél. : 42-93-28-58). Du 26 au 29 juin, 3 930 F avec voyage en wagon-lit première classe, demi-pension, une journée pour l'exposition, une autre pour la ville.

Lillique. Le verre moulé fut sa spécialité. A Wingen, en Alsace, dans la cristallerie qui porte son nom, furent réalisées les pièces qui ornent l'Orion-Express. Ce train de luxe se rendra, le vendredi 26 juin prochain, via Strasbourg, à Wingen, afin de rendre hommage à celui que l'on appelle « le Rodin des transparents ». Départ à 7 heures de la gare de l'Est, petit déjeuner, déjeuner et dîner gastronomiques à bord du train, conférence et film, visite de la cristallerie et circuit en car à travers l'Alsace. Une journée transparente, 3 690 F, préparée par Tapis rouge (6, rue Quentin-Bauchard, 75008 Paris, tél. : 47-23-65-94).

Découverte nocturne de l'abbaye du Mont-Saint-Michel dans le cadre d'une animation baptisée « Les imaginaires », promenade insolite « rythmée par la musique et le silence, l'ombre et la lumière, l'architecture médiévale et l'art contemporain ». Parcours libre à travers une vingtaine de salles : cryptes, chapelles souterraines, cloîtres, réfectoires, jardins, église abbatiale. Du 12 juin au 3 octobre, tous les soirs, sauf le dimanche, de 22 h à 1 h du matin. Prix : 60 F, gratuit pour les moins de douze ans. Renseignements au 33-60-14-14, réservations dans les FNAC, à l'agence Nitro (33-60-08-23) et auprès des hôteliers locaux.

Sélection établie par Patrick François et Danielle Tramard.

هكذا من لاجل



NATIONAL PHOTO AGENCY IN HOMMES ET NAVIRES AU CAP HORN

La bataille du Horn

Page 27

Tout tard, quand, trop vite avec du bois trop vert, les fins voiliers de ces trompe-la-mort se mettaient à goudoyer, le Horn commençait son travail de démolition de manière plus sérieuse avec des victimes de choix, celles que l'Europe lui envoyait pour aller faire provision de bois en bord de souffrance dans les îles de Portland ou de nitrates chiliens formellement nécessaires à l'agriculture et à la fabrication de poudre à canon. La flûte fleur de soufre du Vieux-Horn était une machine à traverser les trajectoires incertaines en lançant vers l'ouest les grands et remarquables navires composés d'équipages d'engagés volontaires et d'engagés...

Volpaires servait d'escalier de capitale à ceux qui rescapés qui s'endormaient la tête dans les étoiles, le Horn se bécota, buté à la fatigue, l'ombre des seins lourds de filles à moitié qui remplissaient sobriement leur office en veillant à ce que les hommes ne puissent pas se laisser aller à des semaines de précarité et d'effroi, de dévotion et de...

Ouessant-San Francisco : 2000

cent vingt et une jours. Le beau voyage... Dès les premières manœuvres, le bosco, le maître d'équipage, avait à qui il avait à commencer à prendre des dispositions pour ne pas se laisser déborder dans son rôle d'intermédiaire entre les officiers et sa petite troupe. Il avait qu'elle ne devait pas toujours vaillamment à la tâche qu'en ces premiers jours pour quitter le port, des légumes encore frais dans la cuisine du cuisinier, le « coq », appelé aussi le « docteur », avait à sa main sur les réserves du seul médicament vraiment efficace contre tout : le vinaigre. Le bosco, d'adjutant, dont dépendait en grande partie la cohésion des hommes de pont et la bonne marche du navire. On le reconnaît presque toujours aux photos-souvenirs de la traversée. Un peu plus que les autres, un peu plus en avant, posant, mais posant que le capitaine et ses seconds, plus chevelés, aux visages au centre, assis, les jambes croisées, dans une pose d'images, le moussu. Il a douze ou treize ans, avec pour seul diplôme en poche sa première communion. Dans l'océan, il est au premier...

de la page 27

de la page 27

de la page 27

de la page 27



de la page 27

de la page 27

de la page 27

de la page 27

de la page 27

de la page 27

de la page 27

de la page 27

de la page 27

COURRIER

Varègues et Russes

J'ai eu l'impression, écrit-il, que l'illustration l'accompagnant était symbolique du ruydoyant l'Histoire !... Les erreurs les plus flagrantes concernent l'affirmation qu'« en fin de compte, depuis quand les Scandinaves ont des comptoirs en Russie »... Les auteurs soviétiques se refusent à ce que je sache, à communiquer leurs résultats : ceux-ci sont consignés dans des centaines de publications (livres et articles) qui traitent des trouvailles archéologiques et compris scandinaves (...)

« problème » normandiste/antinormandiste est un problème qui, en historiographie moderne, se pose dans de très autres termes qu'autrefois et rend l'affrontement Varègues-Slaves à fait désuet...

« Fluctuat »

A propos de « La vigie du Pont-Neuf » (« Le Monde sans visa » du 30 mai), M. Hubert Comte à Paris, remarque : « Fluctuat » est une devise, tenace, la capitale ne l'a ni enroulé, mais navigue dans l'imperceptiblement que sûrement, la fameuse devise latine « fluctuat nec mergitur ». Or, parlant du navire, « fluctuat » signifie : « Il secoue ». Autrement dit : « Il est battu par les flots mais il ne coule pas, il tient bon. » Tout le monde...

dit « il flotte » plus ou moins machinalement... et on réfléchit, on voit que la devise n'en serait plus une... ou seulement la définition du flège... Détail, bien sûr.

Les secrets d'Henri de Monfreid

L'amiral Henri Labrousse, de l'Académie des sciences d'outre-mer, nous a adressé la lettre suivante : Dans la recension de mes Récits de la mer Rouge (« Le Monde sans visa » du 16 mai), Jean-Pierre Péroncel-Hingoz a notamment évoqué la figure d'Henri de Monfreid (...)

de transport d'armes et d'esclaves, de bagarres et de belles escroqueries. C'était un truand de l'espèce la plus rare. Il était un admirateur inconditionnel de Napoléon qui l'avait décoré de la croix de guerre 1870-1871 pour son rôle comme correspondant pendant la guerre d'Éthiopie. Le général l'avait également promu chevalier de la Légion d'honneur. Monfreid était un homme à l'âme noire, et Monfreid m'a sorti un jour une photo de lui en tenue de défiler en uniforme, en tête du Fashio de Dire-Daoua en Éthiopie (...)

au moins brouillés pour une histoire de poney, soit-disant non payé par Monfreid. J'ai entendu les deux versions, celle de Monfreid et celle de Monfreid. Je n'ai jamais découvert la vérité, ils étaient tous les deux d'une mauvaise foi phénoménale. En 1961, je me trouvais à la mer Rouge et dans l'Inde du Nord lorsque Monfreid sollicita mon appui pour venir à Djibouti. Il avait besoin de mon intervention car il était interdit de séjour dans ces deux pays. Il voulait superviser le tournage de son film Les Secrets de la mer Rouge qui fut diffusé en épisodes par la télévision. J'obtiens, sans mal, du gouverneur de Djibouti la levée de l'interdiction de séjour, mais je préviens Monfreid qu'il y avait dans ce territoire au moins cinq personnes qui voulaient « lui...

faire la peau », dont son ancien cuisinier auquel il devait 20 ans de poney. A Aden, je lui reçus par le gouverneur britannique, un responsable sorti tout droit d'un roman de Kipling qui avait son bureau sur une plaque en bois verni sur laquelle était gravé en anglais un mot : « Il fait chaud, je le sais, ne m'en parlez pas ! » Il y avait également sur son bureau un portrait d'Henri de Monfreid. Pendant quarante ans, il a fait de la mer Rouge d'armes au profit de son royaume de l'Empire britannique. Vous direz : « Monfreid de quatre-vingts ans malgré son âge s'il vient à Aden, je le mettrai au trou. » En définitive, Monfreid reconquerra son voyage à Djibouti à Aden (...)

lanoman

Aprinda, Chimata, Akopan, Socopopan, Parupa, Kukenan, Roraima : les cerros qui s'allignent entre la frontière brésilienne et la bouche du puissant Caroni ont tous des noms indiens. Moins du quart d'entre eux ont été véritablement sérieusement. Le piste qui mène de Ciudad-Guayana à Santa-Elena-de-Uaiquen, bourgade frontalière, et au-delà à la ville brésilienne de Boa-Vista, traverse en partie la grande savane mais elle serpente assez loin des principaux massifs des *tepuyes*.

هكذا من الجبل

SANS VISA

Le Monde • Samedi 13 juin 1992 31

PEUPLES

Eldorado des

Yanomamis

Le survol de ce territoire, presque vide d'habitants, à la vie animale riche mais cachée, permet seul d'en apprécier l'immensité et l'originalité.

La menace des *garimpeiros*, chercheurs d'or, ne peut cependant être ignorée. Leur nombre grandissant, leurs méthodes de travail, comme au Brésil voisin, contribuent à la détérioration de l'environnement et à la spoliation des dernières populations indiennes (on compte 14 000 Indiens Yanomamis au Venezuela contre 9 000 seulement au Brésil dans ce secteur frontalier). Le gouvernement vénézuélien a interdit récemment l'emploi du mercure, facteur majeur de pollution, pour la recherche de l'or dans les rivières du bassin du Caroni, mais cette activité demeure en fait hors de tout contrôle réel. Les campements de *garimpeiros*, proches d'El Dorado, au nord de la savane, ou d'Ikabarú, au sud, à peu de distance du Brésil, sont des bourgades du Far West : pistes en terre rouge, beuglants, bordels, titchons de tout poil et de tous pays. La légion étrangère des conquérants modernes de l'eldorado.

Rien de comparable pourtant avec un passé légendaire ! La fièvre de l'or a commencé ici en même temps qu'en Californie, vers 1849. La découverte près de Callao de pépites d'une exceptionnelle teneur (50 onces d'or par tonne) attira des milliers d'aventuriers, Vénézuéliens, Noirs des Antilles et de la Trinité, Français évadés du bagne de Cayenne, dans les plaines tropicales basses couvertes de forêts qui précèdent le plateau, d'une altitude moyenne de 1 000 mètres.

au fameux kilomètre 88, dernier poste d'essence avant la grande savane, où les campements de *garimpeiros* avaient été décimés par la fièvre jaune et le paludisme dans les années 40.

Malheureusement, toute la région fut sévèrement contaminée par le cyanure et le mercure utilisés par ces sociétés. Un soleil de feu brûle aujourd'hui les carcasses d'acier abandonnées sur le terrain, les toits de zinc du village, la façade blanche de l'église anglicane, la plus ancienne du pays. Le dimanche, à la messe de Callao, les fidèles, descendants des mineurs venus de la Trinité, portent des gants et des chapeaux. Le *garimpo* n'est pas mort, mais il est redevenu artisanal et sauvage. Le mythe de l'eldorado continue d'enflammer les esprits. Et les autorités doivent s'efforcer, sans grand succès, de freiner le flot d'hommes venus du Brésil et qui s'infiltrèrent en dépit des sierras Paracaima et Parima, où le mot frontière n'a aucun sens. Ni pour les *garimpeiros* ni pour les Indiens. Mais les premiers sont surnommés et sans scrupules, les seconds sans défense et condamnés à l'extinction sur leurs propres terres.

Pilote, guide, sauveur, Alejandro est aussi un peu le facteur de la grande savane. Depuis son QG de Ciudad-Guayana, siège d'EDELCA (société d'écotourisme du Caroni dépendant de la CFG, corporation vénézuélienne de la Guyane), il vole jusqu'à Ciudad-Bolívar, au-dessus du barrage géant du Guri, se faufile avec son hélicoptère sur les montagnes, se pose dans les arrière-cours des missions religieuses. Nous voici

nouvelles « du monde extérieur tel qu'il va ».

Plusieurs carrioles paraissent à l'abandon dans le patio. Deux religieuses, la tête baissée sous la coiffe, passent furtivement dans la cour. « Je suis bien seul maintenant, soupire Ramon, et bien fatigué ».

Toutes les communautés *pemonas* ont un « capitaine », patron, arbitre, leader tribal, conseiller, interprète. « Si j'allais dans la terre, dit l'un d'eux, je parlerais la langue. Comme tu viens chez moi, parle la mienne puisque tu es si intelligent et tache de me comprendre ». Pedro, « capitaine » de Kavanayen, modeste hameau de quelque quatre cents âmes, et où chantent les coqs, a un visage noble et sévère ; il répugne manifestement à laisser l'étranger s'entretenir librement avec les habitants présents. « Pas question de s'opposer à ses décisions », murmure Alejandro. Pedro est le vrai chef de la mission, son autorité semble plus grande que celle du *padre* frileusement serré dans sa vieille soutane noire. On distingue à peine les *comenras*, les clairières défrichées par les Indiens en contrebas du plateau, et l'amorce de la méchante piste en terre qui mène à El Dorado. Ambiance identique à la mission de Kamaratá, au pied du versant sud-est de l'Auyantepuy, dans une vallée harmonieuse, à Wonken ou à Santa-Elena. L'épopée des missions du Caroni, étroitement liées à la colonisation de la Guyane vénézuélienne, semble à bout de souffle face à la nouvelle prise de conscience des communautés indiennes et à l'offensive des multiples sectes nord-américaines.

Les capucins ont toujours été très actifs au Venezuela (on leur doit la majorité des quelque trois cents villages fondés aux dix-septième et dix-huitième siècles). En Guyane, ils s'installèrent d'abord sur l'Orénoque, à Santo-Tomé (aujourd'hui ville d'Orénoque). Au début du dix-neuvième siècle, en pleine guerre d'indépendance, ils disposaient de biens importants réquisitionnés sans façon par les « patriotes » de Carlos Piar, en lutte contre les Espagnols. En 1828, Simon Bolívar, le libre-penseur, rétablit les missions franciscaines, et les capucins du Caroni retrouvent un statut canonique, la même année, grâce au Vatican. Leur arrivée sur le haut plateau est récente. La première fondation, Luepa, sur ce que Carlos de Barcelona appelait, en 1771, « les terres désertes », a lieu en 1933. « Je me sens transporté au premier jour de l'humanité », s'exclama alors son chef, Cesar de Armellada.

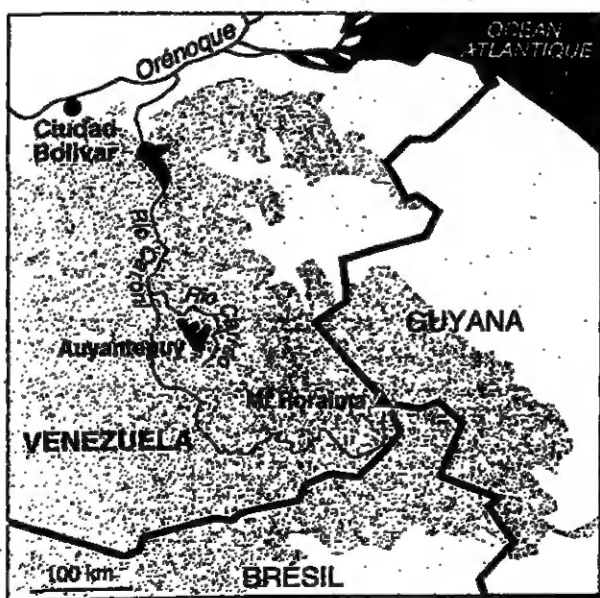
De fait, la grande savane a enflammé l'imagination des hommes depuis le seizième siècle. Anglais, Hollandais et Français étaient convaincus que la « lagune de Paroa », empli d'or, devait se trouver quelque part dans cet « empire des Guyanes » rêvé plus que décrit par Walther Raleigh, échappé en 1616 de sa prison de la tour de Londres pour monter une expédition de sept navires et de huit cents hommes vers l'Orénoque. Il pilla Santo-Tomé, à l'embouchure du Caroni, mais ne va guère au-delà. Il sera exécuté à son retour à Londres en 1618.

Le premier Européen qui approcha le Roraima est un naturaliste allemand, Robert Schomburgk. Il tenta en vain son ascension en 1850. C'est un Anglais, Everard im Thurn, qui réussit l'exploit en 1884. Conan Doyle, le père de Sherlock Holmes, s'inspire de son récit pour écrire *Le Monde perdu*. En 1912, ouvrage qui rapporte les aventures, quelque part en Amérique du Sud, d'explorateurs anglais affrontant dinosaures et reptiles de l'ère secondaire, gardiens de diamants gros comme le poing. Ils captèrent un sautier géant, le transportèrent à New-York, où il s'échappa et sema la panique. Le précurseur de King Kong.

La réalité est moins hallucinante, mais reste étrange. L'Auyantepuy suit le dôme, le Roraima fascine. Il ressemble à un navire de haut bord échoué dans les brumes de la préhistoire. On y



PHOTOS BARBARA BRANDLI IN « LOS HIJOS DE LA LUNA », ED. ARTE.



On exporta de ce seul secteur 55 tonnes d'or de 1874 à 1888. Callao bénéficia de l'électricité avant Caracas et disposait d'une bibliothèque. Des caravanes de mules escortées d'hommes fortement armés transportaient le trésor vers les embouchures de l'Orénoque. Upatá, Guasipati, El Dorado – les premières cités sournoises que l'on rencontre au sud de Ciudad-Guayana, sur la piste de Santa-Elena – étaient alors des villes actives et vivantes. Upatá, au cœur de cette prospérité, eut un théâtre où l'on jouait l'opéra comme à Manaus. Guasipati, à une vingtaine de kilomètres au sud de Callao, connut pendant une trentaine d'années un boom favorisé par la liberté totale accordée à tout aspirant travailleur muni d'une simple batte de bois pour tenter sa chance dans les rivières. Cette *bonanza* commença à décliner au début de ce siècle ; en 1950, l'or redevenant l'affaire et l'espoir de *garimpeiros* disposés à prendre tous les risques en grattant dans des galeries désaffectées à 200 mètres sous terre. Le gouvernement amorça pourtant, en 1974, une relance de l'exploitation intensive pour profiter de la hausse des prix. Des sociétés anglaises s'inscrivent sur la colline de Peru, une localité proche de Callao (des noms donnés par les migrants en souvenir de l'or attaché aux mines péruviennes par les Espagnols). Et

donc, ce soir, sous une pluie torrentielle à Kavanayen, à mi-chemin entre l'Auyantepuy et le Roraima. A une altitude de 1 200 mètres et au pied du majestueux Sororopan Tepuy, la mission Sainte-Thérèse-de-Kavanayen a été fondée en 1942 par des prêtres catalans capucins. C'est l'une de la demi-douzaine de modestes missions au contact des communautés *pemonas* majoritaires. Les Yanomamis, plus frustes, et les Marikitaras, fameux pour leurs exceptionnelles qualités de navigateurs de rivière, se rencontrent dans les forêts du sud et du sud-ouest du haut Caura et dans les sierras frontalières.

Accroché au bord de son plateau herbeux, Kavanayen est un lieu magique dans son cirque pur de tepuy. Vers le sud, dans la brume des horizons lointains, se dresse la seule cime en forme de cône de la grande savane, le Weitupuy, la montagne sacrée du soleil des Indiens. Surprise : dans ce site isolé, la petite chapelle élégante et soignée et la mission elle-même, un long bâtiment en pierre, ne dépareraient pas un village de l'Espagne profonde. Comment une telle construction a-t-elle été possible ? Ramon, le *padre*, un vieillard fragile et chenu, à la barbe blanche, à l'œil clair, vif et malicieux. Il répond avec un sourire désarmant : « Avec l'aide de tous les fidèles. » Il semble surtout avide de

trouver la flore la plus bizarre : des plantes carnivores couleur de sang, des criquets aquatiques, des reptiles minuscules, des crapauds noirs, des insectes amphibies, deux cents espèces d'oiseaux. Comme si la vie s'était accrochée au sommet de ces colonnes rocheuses et s'était développée, inchangée, depuis des millions d'années.

Des singes géants, des reptiles, des dinosaures, mais en pierre sculptée par l'érosion et les lichens, campent sur le plateau sommital de grès rouge du Roraima, crevasse, couvert de petites lagunes et de marécages fangeux. Une vision fantasmagorique accrue par le brouillard presque permanent et par le froid pénétrant qui surprenait au cœur même d'une zone tropicale. Brewer-Carías, qui a participé depuis 1976 à plusieurs expéditions, appelle le Roraima la « montagne de cristal », dont l'escalade était jugée impossible, sauf en ballon, par une demi-douzaine d'explorateurs anglais jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle. L'histoire de sa conquête évoque celle de certaines faces nord-alpines (des dalles verticales de 600 mètres protégeant le plateau sommital à 2 800 mètres d'altitude).

Géologiquement, ce que les géographes appellent la « formation roraima » se retrouve dans tous les tepuyes de la grande savane et du

haut Orénoque : le Duida, le pic du brouillard (1), qui culmine à 3 000 mètres. Y a-t-il un éden entre Orénoque et Amazone ? Des milliers de cascades à découvrir, des piscines de jade, des pelouses d'orchidées ? Est-ce un hasard si Alexandre Humboldt et Jules Verne ont partagé le même enthousiasme pour le « superbe Orénoque » ?

Alain Geerbrant a séduit plusieurs générations en contant son aventure, la première liaison Orénoque-Amazone (il en a tiré, en 1950, un long-métrage). Crapahutages épiques sur le haut Ventuari et dans la sierra Parima. Il a vécu, lui, chez les Marikitaras et les

Yanomamis qu'on appelle aussi Guaharibos, et n'a jamais refusé le rôti de singe ramené par les chasseurs. Il dénonce aujourd'hui, à propos de l'année Christophe Colomb, « l'or ou l'assassinat du rêve (2) », parce que le territoire de ses amis se rétrécit chaque jour davantage.

De notre envoyé spécial
Marcel Niedergang

(1) Charles Brewer-Carías a consacré un ouvrage exhaustif à l'expédition qu'il a dirigée de 1983 à 1987 au pico de la Neblina. Éditions Brewer-Carías, Caracas.
(2) Éditions Actes Sud, 1992.

Avec Le Monde sur Minitel

GAGNEZ UN SÉJOUR AUX ANTILLES

avec **Jet-tours**

36.15 LE MONDE

Tapez JEUX

Bridge

no 1488

LE COUP DU LAPIN

Voici une donne qui présente un des aspects du coup du lapin. Elle a été distribuée dans un tournoi à Nice et aucun défenseur n'a su résister à la dernière manœuvre du déclarant. Bien entendu, si on regarde les quatre jeux, la défense d'Est (pour faire chuter le chelem) n'offre pas de difficulté.

♠ 87432	♥ 963	♦ 84	♣ RD7
♠ DV10	♥ 963	♦ 84	♣ RD7
♠ 10973	♥ 963	♦ 84	♣ RD7
♠ 109542	♥ 963	♦ 84	♣ RD7

Ann. : S. don. N-S vain.

Sud	Ouest	Nord	Est
♠ 87432	♥ 963	♦ 84	♣ RD7
♠ DV10	♥ 963	♦ 84	♣ RD7
♠ 10973	♥ 963	♦ 84	♣ RD7
♠ 109542	♥ 963	♦ 84	♣ RD7

Ouest ayant entamé la Dame de Pique, Sud coupe et tire l'As de Cœur (sur lequel Ouest défait le 2 de Trèfle), puis l'As de Trèfle (pour le 4, le 7 et le 9). Le déclarant rejette le 10 de Cœur, Ouest jette le 5 de Trèfle et Est refuse de prendre avec le Valet de Cœur. Enfin Sud tire l'As de Cœur sur lesquels Ouest fournit le 3, puis le Valet de Cœur. Comment Est doit-il jouer pour faire chuter ce PETIT CHELEM A CŒUR ?

Réponse
Il est indispensable de reconstruire la main du déclarant : chelem à Pique, sept Cœurs et en principe cinq Carreaux par A R D. En effet, en fournissant le 3, Ouest a montré un nombre impair de Carreaux (3 ou 5) et, par conséquent, cinq (puisque Sud aurait 14 cartes s'il en avait plus de cinq). D'autre part, en fournissant le Valet, Ouest a indiqué qu'il avait le 10, mais pas la Dame. Conclusion : Sud a deux piquettes à Carreau et l'As de Trèfle son. Est peut ainsi comprendre pourquoi le déclarant cherche à monter au mort par le 9 de Cœur. En refusant de prendre le 10 de Cœur, Est a détruit cette rentrée qui aurait permis d'utiliser Roi Dame de Trèfle.

(pour jeter les deux petits Carreaux). Cependant tout n'est pas fini car il faut également éviter le coup du lapin lorsque Sud, en jouant un gros Carreau, vous incite à utiliser en coupe un de vos petits atouts.

En fait, tous les joueurs qui (en Est) n'avaient pas pris le 10 de Cœur, n'ont pas poussé ensuite le raisonnement plus loin, et ils n'ont pas résisté à la tentation de couper le Roi de Carreau, et cette coupe les a tués car le 9 de Cœur a finalement pu servir de rentrée.

LA DONNE PRÉPARÉE DE KANTAR

Cette donne a été « préparée » par le fameux champion américain Kantar pour un grand tournoi universitaire, et le résultat fut assez décevant car un seul concurrent fit onze levées au contrat de 4 Cœurs.

Cachez les mains d'Est-Ouest pour vous mettre à la place du déclarant.

♠ AD62	♥ V4	♦ V4	♣ V4
♠ 32	♥ 32	♦ 32	♣ 32
♠ AR	♥ AR	♦ AR	♣ AR
♠ D8432	♥ D8432	♦ D8432	♣ D8432

Ann. : N. don. Tous vain.

Sud	Ouest	Nord	Est
♠ AD62	♥ V4	♦ V4	♣ V4
♠ 32	♥ 32	♦ 32	♣ 32
♠ AR	♥ AR	♦ AR	♣ AR
♠ D8432	♥ D8432	♦ D8432	♣ D8432

Ouest ayant entamé le Valet de Carreau, le déclarant a tiré le Roi de Pique et la Dame de Pique (sur lesquels les deux adversaires ont fourni) ; ensuite il a joué le 2 de Trèfle pour le 7, le Valet et le 5 de Trèfle d'Ouest. Comment Kantar propose-t-il de jouer pour gagner QUATRE PIQUETTES avec une levée de mieux contre toute défense ?

Note sur les enchères
Les quatre annonces de Nord-Est sont normales et toute autre déclaration (sauf si on joue un système spécial) n'aurait que des inconvénients.

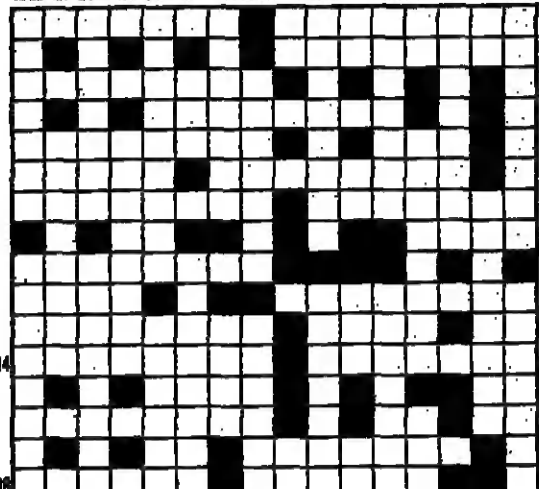
Philippe Bregnon



Anacroisés

no 719

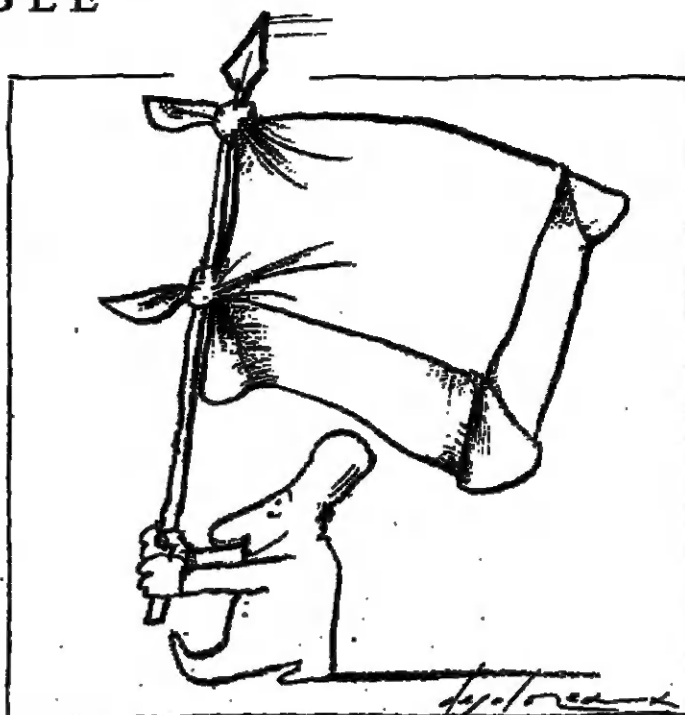
Les anacroisés sont des mots croisés dont les lettres sont remplacées par des chiffres de 1 à 9. Les chiffres qui se suivent dans les tirages correspondent au nombre de lettres de la case.



HORIZONTALEMENT

1. ABBONNÉ - 2. ACTEUR (10) - 3. ABBONNÉ (10) - 4. ACTEUR (10) - 5. ABBONNÉ (10) - 6. ACTEUR (10) - 7. ABBONNÉ (10) - 8. ACTEUR (10) - 9. ABBONNÉ (10) - 10. ACTEUR (10) - 11. ABBONNÉ (10) - 12. ACTEUR (10) - 13. ABBONNÉ (10) - 14. ACTEUR (10) - 15. ABBONNÉ (10) - 16. ACTEUR (10) - 17. ABBONNÉ (10) - 18. ACTEUR (10) - 19. ABBONNÉ (10) - 20. ACTEUR (10) - 21. ABBONNÉ (10) - 22. ACTEUR (10) - 23. ABBONNÉ (10) - 24. ACTEUR (10) - 25. ABBONNÉ (10) - 26. ACTEUR (10) - 27. ABBONNÉ (10) - 28. ACTEUR (10) - 29. ABBONNÉ (10) - 30. ACTEUR (10) - 31. ABBONNÉ (10) - 32. ACTEUR (10) - 33. ABBONNÉ (10) - 34. ACTEUR (10) - 35. ABBONNÉ (10) - 36. ACTEUR (10) - 37. ABBONNÉ (10) - 38. ACTEUR (10) - 39. ABBONNÉ (10) - 40. ACTEUR (10) - 41. ABBONNÉ (10) - 42. ACTEUR (10) - 43. ABBONNÉ (10) - 44. ACTEUR (10) - 45. ABBONNÉ (10) - 46. ACTEUR (10) - 47. ABBONNÉ (10) - 48. ACTEUR (10) - 49. ABBONNÉ (10) - 50. ACTEUR (10) - 51. ABBONNÉ (10) - 52. ACTEUR (10) - 53. ABBONNÉ (10) - 54. ACTEUR (10) - 55. ABBONNÉ (10) - 56. ACTEUR (10) - 57. ABBONNÉ (10) - 58. ACTEUR (10) - 59. ABBONNÉ (10) - 60. ACTEUR (10) - 61. ABBONNÉ (10) - 62. ACTEUR (10) - 63. ABBONNÉ (10) - 64. ACTEUR (10) - 65. ABBONNÉ (10) - 66. ACTEUR (10) - 67. ABBONNÉ (10) - 68. ACTEUR (10) - 69. ABBONNÉ (10) - 70. ACTEUR (10) - 71. ABBONNÉ (10) - 72. ACTEUR (10) - 73. ABBONNÉ (10) - 74. ACTEUR (10) - 75. ABBONNÉ (10) - 76. ACTEUR (10) - 77. ABBONNÉ (10) - 78. ACTEUR (10) - 79. ABBONNÉ (10) - 80. ACTEUR (10) - 81. ABBONNÉ (10) - 82. ACTEUR (10) - 83. ABBONNÉ (10) - 84. ACTEUR (10) - 85. ABBONNÉ (10) - 86. ACTEUR (10) - 87. ABBONNÉ (10) - 88. ACTEUR (10) - 89. ABBONNÉ (10) - 90. ACTEUR (10) - 91. ABBONNÉ (10) - 92. ACTEUR (10) - 93. ABBONNÉ (10) - 94. ACTEUR (10) - 95. ABBONNÉ (10) - 96. ACTEUR (10) - 97. ABBONNÉ (10) - 98. ACTEUR (10) - 99. ABBONNÉ (10) - 100. ACTEUR (10) - 101. ABBONNÉ (10) - 102. ACTEUR (10) - 103. ABBONNÉ (10) - 104. ACTEUR (10) - 105. ABBONNÉ (10) - 106. ACTEUR (10) - 107. ABBONNÉ (10) - 108. ACTEUR (10) - 109. ABBONNÉ (10) - 110. ACTEUR (10) - 111. ABBONNÉ (10) - 112. ACTEUR (10) - 113. ABBONNÉ (10) - 114. ACTEUR (10) - 115. ABBONNÉ (10) - 116. ACTEUR (10) - 117. ABBONNÉ (10) - 118. ACTEUR (10) - 119. ABBONNÉ (10) - 120. ACTEUR (10) - 121. ABBONNÉ (10) - 122. ACTEUR (10) - 123. ABBONNÉ (10) - 124. ACTEUR (10) - 125. ABBONNÉ (10) - 126. ACTEUR (10) - 127. ABBONNÉ (10) - 128. ACTEUR (10) - 129. ABBONNÉ (10) - 130. ACTEUR (10) - 131. ABBONNÉ (10) - 132. ACTEUR (10) - 133. ABBONNÉ (10) - 134. ACTEUR (10) - 135. ABBONNÉ (10) - 136. ACTEUR (10) - 137. ABBONNÉ (10) - 138. ACTEUR (10) - 139. ABBONNÉ (10) - 140. ACTEUR (10) - 141. ABBONNÉ (10) - 142. ACTEUR (10) - 143. ABBONNÉ (10) - 144. ACTEUR (10) - 145. ABBONNÉ (10) - 146. ACTEUR (10) - 147. ABBONNÉ (10) - 148. ACTEUR (10) - 149. ABBONNÉ (10) - 150. ACTEUR (10) - 151. ABBONNÉ (10) - 152. ACTEUR (10) - 153. ABBONNÉ (10) - 154. ACTEUR (10) - 155. ABBONNÉ (10) - 156. ACTEUR (10) - 157. ABBONNÉ (10) - 158. ACTEUR (10) - 159. ABBONNÉ (10) - 160. ACTEUR (10) - 161. ABBONNÉ (10) - 162. ACTEUR (10) - 163. ABBONNÉ (10) - 164. ACTEUR (10) - 165. ABBONNÉ (10) - 166. ACTEUR (10) - 167. ABBONNÉ (10) - 168. ACTEUR (10) - 169. ABBONNÉ (10) - 170. ACTEUR (10) - 171. ABBONNÉ (10) - 172. ACTEUR (10) - 173. ABBONNÉ (10) - 174. ACTEUR (10) - 175. ABBONNÉ (10) - 176. ACTEUR (10) - 177. ABBONNÉ (10) - 178. ACTEUR (10) - 179. ABBONNÉ (10) - 180. ACTEUR (10) - 181. ABBONNÉ (10) - 182. ACTEUR (10) - 183. ABBONNÉ (10) - 184. ACTEUR (10) - 185. ABBONNÉ (10) - 186. ACTEUR (10) - 187. ABBONNÉ (10) - 188. ACTEUR (10) - 189. ABBONNÉ (10) - 190. ACTEUR (10) - 191. ABBONNÉ (10) - 192. ACTEUR (10) - 193. ABBONNÉ (10) - 194. ACTEUR (10) - 195. ABBONNÉ (10) - 196. ACTEUR (10) - 197. ABBONNÉ (10) - 198. ACTEUR (10) - 199. ABBONNÉ (10) - 200. ACTEUR (10) - 201. ABBONNÉ (10) - 202. ACTEUR (10) - 203. ABBONNÉ (10) - 204. ACTEUR (10) - 205. ABBONNÉ (10) - 206. ACTEUR (10) - 207. ABBONNÉ (10) - 208. ACTEUR (10) - 209. ABBONNÉ (10) - 210. ACTEUR (10) - 211. ABBONNÉ (10) - 212. ACTEUR (10) - 213. ABBONNÉ (10) - 214. ACTEUR (10) - 215. ABBONNÉ (10) - 216. ACTEUR (10) - 217. ABBONNÉ (10) - 218. ACTEUR (10) - 219. ABBONNÉ (10) - 220. ACTEUR (10) - 221. ABBONNÉ (10) - 222. ACTEUR (10) - 223. ABBONNÉ (10) - 224. ACTEUR (10) - 225. ABBONNÉ (10) - 226. ACTEUR (10) - 227. ABBONNÉ (10) - 228. ACTEUR (10) - 229. ABBONNÉ (10) - 230. ACTEUR (10) - 231. ABBONNÉ (10) - 232. ACTEUR (10) - 233. ABBONNÉ (10) - 234. ACTEUR (10) - 235. ABBONNÉ (10) - 236. ACTEUR (10) - 237. ABBONNÉ (10) - 238. ACTEUR (10) - 239. ABBONNÉ (10) - 240. ACTEUR (10) - 241. ABBONNÉ (10) - 242. ACTEUR (10) - 243. ABBONNÉ (10) - 244. ACTEUR (10) - 245. ABBONNÉ (10) - 246. ACTEUR (10) - 247. ABBONNÉ (10) - 248. ACTEUR (10) - 249. ABBONNÉ (10) - 250. ACTEUR (10) - 251. ABBONNÉ (10) - 252. ACTEUR (10) - 253. ABBONNÉ (10) - 254. ACTEUR (10) - 255. ABBONNÉ (10) - 256. ACTEUR (10) - 257. ABBONNÉ (10) - 258. ACTEUR (10) - 259. ABBONNÉ (10) - 260. ACTEUR (10) - 261. ABBONNÉ (10) - 262. ACTEUR (10) - 263. ABBONNÉ (10) - 264. ACTEUR (10) - 265. ABBONNÉ (10) - 266. ACTEUR (10) - 267. ABBONNÉ (10) - 268. ACTEUR (10) - 269. ABBONNÉ (10) - 270. ACTEUR (10) - 271. ABBONNÉ (10) - 272. ACTEUR (10) - 273. ABBONNÉ (10) - 274. ACTEUR (10) - 275. ABBONNÉ (10) - 276. ACTEUR (10) - 277. ABBONNÉ (10) - 278. ACTEUR (10) - 279. ABBONNÉ (10) - 280. ACTEUR (10) - 281. ABBONNÉ (10) - 282. ACTEUR (10) - 283. ABBONNÉ (10) - 284. ACTEUR (10) - 285. ABBONNÉ (10) - 286. ACTEUR (10) - 287. ABBONNÉ (10) - 288. ACTEUR (10) - 289. ABBONNÉ (10) - 290. ACTEUR (10) - 291. ABBONNÉ (10) - 292. ACTEUR (10) - 293. ABBONNÉ (10) - 294. ACTEUR (10) - 295. ABBONNÉ (10) - 296. ACTEUR (10) - 297. ABBONNÉ (10) - 298. ACTEUR (10) - 299. ABBONNÉ (10) - 300. ACTEUR (10) - 301. ABBONNÉ (10) - 302. ACTEUR (10) - 303. ABBONNÉ (10) - 304. ACTEUR (10) - 305. ABBONNÉ (10) - 306. ACTEUR (10) - 307. ABBONNÉ (10) - 308. ACTEUR (10) - 309. ABBONNÉ (10) - 310. ACTEUR (10) - 311. ABBONNÉ (10) - 312. ACTEUR (10) - 313. ABBONNÉ (10) - 314. ACTEUR (10) - 315. ABBONNÉ (10) - 316. ACTEUR (10) - 317. ABBONNÉ (10) - 318. ACTEUR (10) - 319. ABBONNÉ (10) - 320. ACTEUR (10) - 321. ABBONNÉ (10) - 322. ACTEUR (10) - 323. ABBONNÉ (10) - 324. ACTEUR (10) - 325. ABBONNÉ (10) - 326. ACTEUR (10) - 327. ABBONNÉ (10) - 328. ACTEUR (10) - 329. ABBONNÉ (10) - 330. ACTEUR (10) - 331. ABBONNÉ (10) - 332. ACTEUR (10) - 333. ABBONNÉ (10) - 334. ACTEUR (10) - 335. ABBONNÉ (10) - 336. ACTEUR (10) - 337. ABBONNÉ (10) - 338. ACTEUR (10) - 339. ABBONNÉ (10) - 340. ACTEUR (10) - 341. ABBONNÉ (10) - 342. ACTEUR (10) - 343. ABBONNÉ (10) - 344. ACTEUR (10) - 345. ABBONNÉ (10) - 346. ACTEUR (10) - 347. ABBONNÉ (10) - 348. ACTEUR (10) - 349. ABBONNÉ (10) - 350. ACTEUR (10) - 351. ABBONNÉ (10) - 352. ACTEUR (10) - 353. ABBONNÉ (10) - 354. ACTEUR (10) - 355. ABBONNÉ (10) - 356. ACTEUR (10) - 357. ABBONNÉ (10) - 358. ACTEUR (10) - 359. ABBONNÉ (10) - 360. ACTEUR (10) - 361. ABBONNÉ (10) - 362. ACTEUR (10) - 363. ABBONNÉ (10) - 364. ACTEUR (10) - 365. ABBONNÉ (10) - 366. ACTEUR (10) - 367. ABBONNÉ (10) - 368. ACTEUR (10) - 369. ABBONNÉ (10) - 370. ACTEUR (10) - 371. ABBONNÉ (10) - 372. ACTEUR (10) - 373. ABBONNÉ (10) - 374. ACTEUR (10) - 375. ABBONNÉ (10) - 376. ACTEUR (10) - 377. ABBONNÉ (10) - 378. ACTEUR (10) - 379. ABBONNÉ (10) - 380. ACTEUR (10) - 381. ABBONNÉ (10) - 382. ACTEUR (10) - 383. ABBONNÉ (10) - 384. ACTEUR (10) - 385. ABBONNÉ (10) - 386. ACTEUR (10) - 387. ABBONNÉ (10) - 388. ACTEUR (10) - 389. ABBONNÉ (10) - 390. ACTEUR (10) - 391. ABBONNÉ (10) - 392. ACTEUR (10) - 393. ABBONNÉ (10) - 394. ACTEUR (10) - 395. ABBONNÉ (10) - 396. ACTEUR (10) - 397. ABBONNÉ (10) - 398. ACTEUR (10) - 399. ABBONNÉ (10) - 400. ACTEUR (10) - 401. ABBONNÉ (10) - 402. ACTEUR (10) - 403. ABBONNÉ (10) - 404. ACTEUR (10) - 405. ABBONNÉ (10) - 406. ACTEUR (10) - 407. ABBONNÉ (10) - 408. ACTEUR (10) - 409. ABBONNÉ (10) - 410. ACTEUR (10) - 411. ABBONNÉ (10) - 412. ACTEUR (10) - 413. ABBONNÉ (10) - 414. ACTEUR (10) - 415. ABBONNÉ (10) - 416. ACTEUR (10) - 417. ABBONNÉ (10) - 418. ACTEUR (10) - 419. ABBONNÉ (10) - 420. ACTEUR (10) - 421. ABBONNÉ (10) - 422. ACTEUR (10) - 423. ABBONNÉ (10) - 424. ACTEUR (10) - 425. ABBONNÉ (10) - 426. ACTEUR (10) - 427. ABBONNÉ (10) - 428. ACTEUR (10) - 429. ABBONNÉ (10) - 430. ACTEUR (10) - 431. ABBONNÉ (10) - 432. ACTEUR (10) - 433. ABBONNÉ (10) - 434. ACTEUR (10) - 435. ABBONNÉ (10) - 436. ACTEUR (10) - 437. ABBONNÉ (10) - 438. ACTEUR (10) - 439. ABBONNÉ (10) - 440. ACTEUR (10) - 441. ABBONNÉ (10) - 442. ACTEUR (10) - 443. ABBONNÉ (10) - 444. ACTEUR (10) - 445. ABBONNÉ (10) - 446. ACTEUR (10) - 447. ABBONNÉ (10) - 448. ACTEUR (10) - 449. ABBONNÉ (10) - 450. ACTEUR (10) - 451. ABBONNÉ (10) - 452. ACTEUR (10) - 453. ABBONNÉ (10) - 454. ACTEUR (10) - 455. ABBONNÉ (10) - 456. ACTEUR (10) - 457. ABBONNÉ (10) - 458. ACTEUR (10) - 459. ABBONNÉ (10) - 460. ACTEUR (10) - 461. ABBONNÉ (10) - 462. ACTEUR (10) - 463. ABBONNÉ (10) - 464. ACTEUR (10) - 465. ABBONNÉ (10) - 466. ACTEUR (10) - 467. ABBONNÉ (10) - 468. ACTEUR (10) - 469. ABBONNÉ (10) - 470. ACTEUR (10) - 471. ABBONNÉ (10) - 472. ACTEUR (10) - 473. ABBONNÉ (10) - 474. ACTEUR (10) - 475. ABBONNÉ (10) - 476. ACTEUR (10) - 477. ABBONNÉ (10) - 478. ACTEUR (10) - 479. ABBONNÉ (10) - 480. ACTEUR (10) - 481. ABBONNÉ (10) - 482. ACTEUR (10) - 483. ABBONNÉ (10) - 484. ACTEUR (10) - 485. ABBONNÉ (10) - 486. ACTEUR (10) - 487. ABBONNÉ (10) - 488. ACTEUR (10) - 489. ABBONNÉ (10) - 490. ACTEUR (10) - 491. ABBONNÉ (10) - 492. ACTEUR (10) - 493. ABBONNÉ (10) - 494. ACTEUR (10) - 495. ABBONNÉ (10) - 496. ACTEUR (10) - 497. ABBONNÉ (10) - 498. ACTEUR (10) - 499. ABBONNÉ (10) - 500. ACTEUR (10) - 501. ABBONNÉ (10) - 502. ACTEUR (10) - 503. ABBONNÉ (10) - 504. ACTEUR (10) - 505. ABBONNÉ (10) - 506. ACTEUR (10) - 507. ABBONNÉ (10) - 508. ACTEUR (10) - 509. ABBONNÉ (10) - 510. ACTEUR (10) - 511. ABBONNÉ (10) - 512. ACTEUR (10) - 513. ABBONNÉ (10) - 514. ACTEUR (10) - 515. ABBONNÉ (10) - 516. ACTEUR (10) - 517. ABBONNÉ (10) - 518. ACTEUR (10) - 519. ABBONNÉ (10) - 520. ACTEUR (10) - 521. ABBONNÉ (10) - 522. ACTEUR (10) - 523. ABBONNÉ (10) - 524. ACTEUR (10) - 525. ABBONNÉ (10) - 526. ACTEUR (10) - 527. ABBONNÉ (10) - 528. ACTEUR (10) - 529. ABBONNÉ (10) - 530. ACTEUR (10) - 531. ABBONNÉ (10) - 532. ACTEUR (10) - 533. ABBONNÉ (10) - 534. ACTEUR (10) - 535. ABBONNÉ (10) - 536. ACTEUR (10) - 537. ABBONNÉ (10) - 538. ACTEUR (10) - 539. ABBONNÉ (10) - 540. ACTEUR (10) - 541. ABBONNÉ (10) - 542. ACTEUR (10) - 543. ABBONNÉ (10) - 544. ACTEUR (10) - 545. ABBONNÉ (10) - 546. ACTEUR (10) - 547. ABBONNÉ (10) - 548. ACTEUR (10) - 549. ABBONNÉ (10) - 550. ACTEUR (10) - 551. ABBONNÉ (10) - 552. ACTEUR (10) - 553. ABBONNÉ (10) - 554. ACTEUR (10) - 555. ABBONNÉ (10) - 556. ACTEUR (10) - 557. ABBONNÉ (10) - 558. ACTEUR (10) - 559. ABBONNÉ (10) - 560. ACTEUR (10) - 561. ABBONNÉ (10) - 562. ACTEUR (10) - 563. ABBONNÉ (10) - 564. ACTEUR (10) - 565. ABBONNÉ (10) - 566. ACTEUR (10) - 567. ABBONNÉ (10) - 568. ACTEUR (10) - 569. ABBONNÉ (10) - 570. ACTEUR (10) - 571. ABBONNÉ (10) - 572. ACTEUR (10) - 573. ABBONNÉ (10) - 574. ACTEUR (10) - 575. ABBONNÉ (10) - 576. ACTEUR (10) - 577. ABBONNÉ (10) - 578. ACTEUR (10) - 579. ABBONNÉ (10) - 580. ACTEUR (10) - 581. ABBONNÉ (10) - 582. ACTEUR (10) - 583. ABBONNÉ (10) - 584. ACTEUR (10) - 585. ABBONNÉ (10) - 586. ACTEUR (10) - 587. ABBONNÉ (10) - 588. ACTEUR (10) - 589. ABBONNÉ (10) - 590. ACTEUR (10) - 591. ABBONNÉ (10) - 592. ACTEUR (10) - 593. ABBONNÉ (10) - 594. ACTEUR (10) - 595. ABBONNÉ (10) - 596. ACTEUR (10) - 597. ABBONNÉ (10) - 598. ACTEUR (10) - 599. ABBONNÉ (10) - 600. ACTEUR (10) - 601. ABBONNÉ (10) - 602. ACTEUR (10) - 603. ABBONNÉ (10) - 604. ACTEUR (10) - 605. ABBONNÉ (10) - 606. ACTEUR (10) - 607. ABBONNÉ (10) - 608. ACTEUR (10) - 609. ABBONNÉ (10) - 610. ACTEUR (10) - 611. ABBONNÉ (10) - 612. ACTEUR (10) - 613. ABBONNÉ (10) - 614. ACTEUR (10) - 615. ABBONNÉ (10) - 616. ACTEUR (10) - 617. ABBONNÉ (10) - 618. ACTEUR (10) - 619. ABBONNÉ (10) - 620. ACTEUR (10) - 621. ABBONNÉ (10) - 622. ACTEUR (10) - 623. ABBONNÉ (10) - 624. ACTEUR (10) - 625. ABBONNÉ (10) - 626. ACTEUR (10) - 627. ABBONNÉ (10) - 628. ACTEUR (10) - 629. ABBONNÉ (10) - 630. ACTEUR (10) - 631. ABBONNÉ (10) - 632. ACTEUR (10) - 633. ABBONNÉ (10) - 634. ACTEUR (10) - 635. ABBONNÉ (10) - 636. ACTEUR (10) - 637. ABBONNÉ (10) - 638. ACTEUR (10) - 639. ABBONNÉ (10) - 640. ACTEUR (10) - 641. ABBONNÉ (10) - 642. ACTEUR (10) - 643. ABBONNÉ (10) - 644. ACTEUR (10) - 645. ABBONNÉ (10) - 646. ACTEUR (10) - 647. ABBONNÉ (10) - 648. ACTEUR (10) - 649. ABBONNÉ (10) - 650. ACTEUR (10) - 651. ABBONNÉ (10) - 652. ACTEUR (10) - 653. ABBONNÉ (10) - 654. ACTEUR (10) - 655. ABBONNÉ (10) - 656. ACTEUR (10) - 657. ABBONNÉ (10) - 658. ACTEUR (10) - 659. ABBONNÉ (10) - 660. ACTEUR (10) - 661. ABBONNÉ (10) - 662. ACTEUR (10) - 663. ABBONNÉ (10) - 664. ACTEUR (10) - 665. ABBONNÉ (10) - 666. ACTEUR (10) - 667. ABBONNÉ (10) - 668. ACTEUR (10) - 669. ABBONNÉ (10) - 670. ACTEUR (10) - 671. ABBONNÉ (10) - 672. ACTEUR (10) - 673. ABBONNÉ (10) - 674. ACTEUR (10) - 675. ABBONNÉ (10) - 676. ACTEUR (10) - 677. ABBONNÉ (10) - 678. ACTEUR (10) - 679. ABBONNÉ (10) - 680. ACTEUR (10) - 681. ABBONNÉ (10) - 682. ACTEUR (10) - 683. ABBONNÉ (10) - 684. ACTEUR (10) - 685. ABBONNÉ (10) - 686. ACTEUR (10) - 687. ABBONNÉ (10) - 688. ACTEUR (10) - 689. ABBONNÉ (10) - 690. ACTEUR (10) - 691. ABBONNÉ (10) - 692. ACTEUR (10) - 693. ABBONNÉ (10) - 694. ACTEUR (10) - 695. ABBONNÉ (10) - 696. ACTEUR (10) - 697. ABBONNÉ (10) - 698. ACTEUR (10) - 699. ABBONNÉ (10) - 700. ACTEUR (10) - 701. ABBONNÉ (10) - 702. ACTEUR (10) - 703. ABBONNÉ (10) - 704. ACTEUR (10) - 705. ABBONNÉ (10) - 706. ACTEUR (10) - 707. ABBONNÉ (10) - 708. ACTEUR (10) - 709. ABBONNÉ (10) - 710. ACTEUR (10) - 711. ABBONNÉ (10) - 712. ACTEUR (10) - 713. ABBONNÉ (10) - 714. ACTEUR (10) - 715. ABBONNÉ (10) - 716. ACTEUR (10) - 717. ABBONNÉ (10) - 718. ACTEUR (10) - 719. ABBONNÉ (10) - 720. ACTEUR (10) - 721. ABBON

TABLE



Artisans et chefs !

La géographie gourmande de Paris est bouleversée depuis quelques années. Hier il y avait les « grands » (restaurants aux additions salées, renommés pour leur luxe et, quelquefois, leur cuisine, toujours « grande » mais plus ou moins bonne), les autres restaurants, les brasseries et les bistrot. Souvent ces bistrot et aussi des restaurants avaient, au « piano », le patron ou la patronne, et c'étaient ces artisans de la cuisine qui lui donnaient sa valeur. Paris était tout à la fois la ville des grands chefs et des bonnes petites adresses.

Aujourd'hui, les brasseries se banalisent, les « grands » demeurent, aux additions de plus en plus extravagantes, quelques bons chefs se sont « installés » restaurateurs et ont du mal, trop de mal hélas ! à respecter les valeurs gourmandes de l'artisanat. Les bistrot de même. Alors, face à la mac-donaldisation yankee et au pizzérisme italien, ils cèdent à la manie (ou nécessité ?) du jour : la succursale.

Je ne dirai pas qu'il y a de la chaîne il n'y a point de plaisir. Mais encore une fois nous sommes loin, ici, de l'artisanat, qui devrait être l'essence même de la cuisine et de la table. On peut certes saluer le groupe Flo, ou la bienfaisante d'établissements de M. Gérard Joulé, de la Taverne Dab aux Congrès, passant par les deux Sébillon, jusqu'aux Batifol (ils sont dix, et l'on en annonce trois ou quatre à venir, dont un place du Marché-Saint-Honoré remplaçant la charcuterie Châteauneuf, et un autre place d'Orléans). Ces Batifol proposent une carte simple à prix raisonnables et un service en général de grande amabilité, ce qui est assez rare.

Mais revenons à l'artisanat. Il pourrait, il devrait être, le « drapeau » des grands chefs s'ils étaient, en général, moins occupés de leur image médiatique (ou de leurs annexes : succursales obligées). L'artisanat appliqué à la grande cuisine, Claude Peyrot en est l'exemple-type en son Vivarois.

Il en est d'autres, heureusement, notamment un dont je voudrais parler ici, c'est Daniel Bouché. Ignoré comme il se doit du Michelin, exécuté par d'autres, il mérite, sinon plus, son étoile au Bistrot gourmand et ses trois toques chez Gault-Millau. Venu il y a quelques années de son minuscule bistrot de la rue de Montmorency, où il s'était déjà fait connaître des gourmets « dénichés », il a eu la malchance de voir sa rue Rabelais barricadée par les CRS protégeant l'ambassade d'Israël, et l'on n'arrive plus chez lui que par un détour par la rue Jean-Mermoz (mais il vient d'acquiescer la boutique du coin, ce qui lui permet de s'agrandir et d'avoir pignon sur ladite rue Mermoz). Daniel Bouché est un véritable artisan de la cuisine, toujours présent dans la sienne, toujours à l'affût du meilleur produit, toujours méditant sur la sagesse de l'harmonie des saveurs ou la fantaisie des accords.

Alors évidemment les prix, ici, sont ceux des « grands », et le

sno, sans se satisfaire de la plaisante simplicité du décor, regrettera les nappes de dentelle de chez Chose, le sommelier en grande tenue de chez Machin, les cristaux éblouissants de chez Truc... Oubliant l'axiome de Carnovsky : « On ne mange pas le linge ! ». Mais le gourmand aura compris que l'enthousiasme de Daniel pour les truffes (en saison), les morilles (qui leur succèdent), les cèpes, giroles ou mousserons

sur les accents exaltant le produit.

La sauce « calamar » accompagnant la lotte rôtie, les langoustines sur coussin de nouilles citronnées, la côte de veau « avec son rognon », etc. Avec un plateau de fromages affinés accompagnés de raisins, noix et petits sablés aux épices extraordinaires (un chef qui respecte les fromages, c'est de plus en plus rare !)... Et les desserts, dont de superbes feuilletés et glaces (caramélisées au miel et croûtons de pain d'épice, par exemple). Belle carte des vins, et le sourire « naturel » de Nicole Bouché là-dessus. Voilà de quoi faire oublier qu'aujourd'hui plus que jamais le plaisir se paie. Et qu'il n'a pas de succursales !

La Reynière

► Le Petit Montmorency, 5, rue Rabelais (9^e). Tél. : 45-81-01-28. Fermé samedi et dimanche. Parking, 1, rue Rabelais, ou Rond-point des Champs-Élysées. Carte bleue.

Semaine gourmande

L'Estournel

En dehors des palaces, les grands hôtels de classe, de confort et de charme ne sont point si nombreux à Paris. Le Baltimore remis à neuf fait partie de ceux-là (et de la chaîne Demeure-hôtel). L'Estournel est toujours son restaurant lui aussi « rétro », au clair décor moderne. On y retrouvera le directeur Michel Devaux, homme de métier, un jeune remarquable sommelier J.-L. Jannozik et, au piano, Daniel Le Quéré (frère de Paul Le Quéré, l'étoile d'Angers).

Chantal Jacob, animatrice du Baltimore, peut être heureuse et fière de cette équipe.

La carte propose des blinis au saumon et une crème au raifort avec le saumon fumé, un sabaudet lyonnais aux pommes « ratées », le foie gras d'oie au torchon et sa bricole de poivre noir, l'omble-chevalier aux noix de cajou, les rougets en chartreuse, le poulet cocotte aux lentilles du Puy, etc., avec des fromages de chez Dubois et de très remarquables desserts. Il faut compter entre 400 et 500 francs, mais un « Menu du marché » (entrée, plat, dessert, café et mignardises) est à 250 francs, au déjeuner.

► L'Estournel, 1, rue Léo-Delibes (8^e arr., avenue Kléber, 16^e). Tél. : 44-34-54-34 (fermé samedi et dimanche). Salon : cent dix couverts. A.E. - D.C. - C.B.

La Flambée

On se croirait presque en province, dit Gilles Padowski ! Mais on y est ! Ce coin du douzième, entre la place Daumesnil, la rue de Charanton, la rue de Wattignies est la province de la gare de Lyon et de la Bastille. Cette auberge aux poutres astiquées, aux murs solides, aux rideaux obscurs nous ramène à un autrefois bien agréable. Avec une carte elle aussi provinciale, du Sud-Ouest, que surveille le chef-patron Michel Roustan : salade occitane, salade de gésiers confits et haricots rouges, carpaccio de magret, fenillette d'escargots au roquefort, foie gras, morue aux lentilles, cassoulet landais, méd-mé de ris et rognons de veau au madiran, bœuf fermier des Pyrénées. Mais aussi un superlatino de saumon enrobé de saumon fumé d'une saveur délicate exceptionnelle que je vous conseille d'accompagner, comme je l'ai fait, d'un Glenfiddich pure malt. Menu gourmet à 120 francs (avec grand choix d'entrées, plat et dessert), dégustation à 170 francs (avec fromage et dessert) et un menu Sud-Ouest les jeudis et dimanches (175 francs arrosé de gaillat rouge). A la carte compter 250-350 francs.

► La Flambée, 4, rue Tolos (12^e). Tél. : 43-43-21-30. Fermé dimanche soir et lundi. A.E. - D.C. - C.B. Chiens acceptés.

Bistrot du vingtième

Un peu « rétro », ce vrai bistrot a le mérite (celui de son chef-patron Le Chevalier) de présenter un bon rapport qualité-prix. Pâté de tête, blanc de volaille au Xérès, crème caramel et un quart de vin pour 75 francs, qui dit mieux ? Un menu à 100 francs et la carte ou l'addition, si l'on aborde le foie de canard maison et son verre de sauternes, le cassoulet, la raté proposée ou le pot-au-feu de canard crème d'ail, voire les ris et rognons de veau en ragout, peut frioler les 300 francs mais vous régaler. Service bon enfant.

► Bistrot du vingtième, 44, rue du Surmelin (20^e). Tél. : 48-97-20-30. Fermé samedi et dimanche. A.E. - C.B. Chiens acceptés.

Paul Chêne

Le cher Paul Chêne nous a quittés, le mois dernier. Après des débuts à la Tour d'Argent, il s'installa à son compte près de la Bastille, avant de s'affirmer ici, durant près d'un quart de siècle, faisant de sa petite maison une des grandes du Paris gourmand. Il avait (peut-être aussi dégoûté d'avoir perdu son étoile Michelin) laissé quelque peu sa maison à son gendre David Soufflé, également homme de métier. Mais son personnel aux petits soins et ses plats classiques sont toujours là : escargots maison, macarons frais au muscadet, beignets de brandade à la rouille, merlan frit en colère, poule au pot Henri-IV, gâteau de lapin en gelée au riesling, daube à l'ancienne, jusqu'aux beignets de pommes et aux crêpes suzette. Le

chef André Ravigneau est à l'aise en cette carte, aussi dans les suggestions du jour et dans le menu du marché (250 francs midi et soir). Très belle cave avec un vin sélectionné du mois. Compter 400-500 francs.

► Paul Chêne, 120, rue Lauriston (16^e). Tél. : 47-27-83-17. Fermé samedi et dimanche. Parking : 123, rue Lauriston. A.E. - D.C. - C.B. Chiens acceptés.

Le Petit Duc

Ne cherchez pas dans les guides cette bonne petite adresse connue des bonnes fourchettes du quartier. Rémy Breux a climatisé sa petite salle coquette mais simplette et son chef cuisine sagement (foie gras et cassoulet ont la « patte » confiée par Lamazère), les viandes viennent d'en face (Boucheries nivernaises), le service de Brigitte est efficace et avenant et je me suis régalé d'une fricassée de foies de volaille au madiran, d'un filet de rascasse poêlé vinaigrette tiède, et après les moules de fromage en salade d'une tartelette aux pommes tièdes (165 francs). A la carte, mes voisins choisirent l'une hûtres, cassoulet et nougat glacé saucé à l'abricot, l'autre terrine de saumon et rascasse, confit pommes sarladaises et profiteroles au chocolat amer. Le tout parfait. Petite carte des vins. A la carte compter 250-350 francs. Excellent endroit pour gourmandiser tranquille le soir.

► Le Petit Duc, 34, rue de Penthièvre (9^e). Tél. : 43-59-15-49. Fermé samedi et dimanche. Parking : Bristol. A.E. - D.C. - C.B.

L. R.

GASTRONOMIE

ONS ELY
Marchez sur l'eau...
Aquarium géant sous vos pieds
SPECIALITES CHINOISES
et THAILANDAISES
Accueil chaleureux - Tables sur 7
Surtout entrée jusqu'à 24 h 30.
11, RUE DE BEAUFORT (8^e) - Tél. 42 69 35 10
prix des Champs-Élysées

LE NOUVEAU VILLAGE TAO TAO
189, boulevard Vincent Auriol (13^e)
Tél. 45 86 40 08

ALLIGATORS
BAR AMÉRICAIN
Restaurant - cuisine Italienne.
Diner avec orchestre de jazz
de 21 h à 2 h du matin.
Réservation : 42 34 11 77
23, rue de la Harpe (13^e)

LE SOUFFLÉ
Menu à 210 F
et sans soufflé
31, rue de Valenciennes
(près de la place Vendôme)
Dimanche : 42 80 22 19
Tous les dimanches.

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.

Grâce à son extrême pureté issue du filtre naturel des volcans d'Auvergne, l'eau de VOLVIC respecte et garde intacte les saveurs les plus fines. C'est certainement pour cette qualité que l'on rencontre aujourd'hui VOLVIC sur la plupart des grandes tables en France, comme PIC à Valence.

volvic. L'EAU DES SAVEURS INTACTES

la Taverne
L'Ambassade d'Alsace
des grands boulevards.
24 Bd des Italiens. Paris 9^e
Tél. : 47.70.16.64

Aux quatre coins de France

CHAMPAGNE BRUT MILLÉSIMÉ ET ROSÉ
• les Almanachs • 51480 Venteuil
Tél. : 26-58-48-37. Fax : 26-58-63-46.
Élaboré en foudre de chêne
• Cave LE RÉDEMPTEUR Brut 1985 •
Offre spéciale - Tarif
visite/rendez-vous.

CHAMPAGNES SANGER & VAUBECOURT
Lycée Viticole • 51190 AVIZE
Prestige - Millésimes - Rosé
Blanc de Blancs - Brut - Demi-sec
Tarif sur demande.
Tél. : 26-57-79-79.
Visite des caves sur rendez-vous.

* L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, consommez avec modération. *

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Alsace

68590 SAINT-HIPPOLYTE
HOSTELLERIE MUNSCH***
« Aux Ducs de Lorraine »
piéd du Haut-Koenigsbourg
séjour agréable, promenade, 1/2 pension.
Tél. 89-73-00-89 - FAX. 89-73-05-46.

Côte d'Azur

06500 MENTON
HÔTEL VILLA NEW-YORK***
FORFAIT SOLEIL 7 J/7 nuits en 1/2 pens.
Grand confort. TV couleur, climatisé.
tél. Van pouranique, jardin exotique.
Parking clos. La TRANQUILLITÉ à
100 m des plages.
Tél. : 93-35-78-68. Doc. Fax : 93-38-55-67.

NICE

HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-59-60.
Plein centre-ville, calme
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, cflble.
Téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
HTES-ALPES - STATION VILLAGE
A 5 km de Saint-Véran
HÔTEL LE CHAMOIS***
LOGIS DE FRANCE
Soleil, calme, toutes randonnées
Dans le parc régional du QUEYRAS
Tél. : 92-45-83-71.
Fax : 92-45-80-58.

SAVOIE

Saint-Jean-d'Arves
Accueil authentique, plein du soleil
d'été à 1 600 m. Randonnées,
tir à l'arc, équitation, tennis, mini-golf.
Plaisir des traditions agricoles :
fromage à l'alpage - Fêtes du village,
animations quotidiennes,
journées enfants. Nombreux chalets,
appartements, studios, en location.
Chambres d'hôtes, Hôtes***NN
Tous renseignements : Office de tourisme
73330 Saint-Jean-d'Arves
Tél. & Fax. 79-59-72-97.
Hôtel de FOULE ROUGE***NN
Logis de France (guide Auto-Journa).
Cuisine et vins savoyards
où les disciples d'Epicure se retrouvent.
« Famille Surrier », tél. : 79-59-70-99.

Paris

SORBONNE
HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques.
Chambres avec bains, w.c.
Tél. direct. TV couleur. De 300 F à 450 F
Fax : 46-34-24-30.
Tél. : 43-34-92-53.

Sud-Ouest

PÉRIGORD-DORDOGNE
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
***NN LOGIS DE FRANCE
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE
24330 VILLEFRANCHE-DUPÉROD.
Tél. : 53-25-95-94 - Fax : 53-25-93-84.

Grenadines

CANOUAN
île préservée
Le rêve des mers du Sud,
le sable blanc, les cocotiers,
le bleu turquoise, le soleil
ROBINSON TOUT CONFORT
CANOUAN BEACH HOTEL
Minibar : 3615 CHT
Tél. : 16 (1) 34-45-41-02

Italie

VENISE
Hôtel LA FENICE
ET DES ARTISTES***
San Marco N. 1936
Tél. : (41) 52-32-333 Fax. 52-03-721
et son restaurant
nouvelle ambiance « bohème »
Taverna LA FENICE
Tél. : (41) 52-23-856 Fax. 52-37-866.

Suisse

CH-1110 MORGES Lac Léman
HÔTEL DU MONT-BLANC AU LAC
Entre Lausanne et Genève, situation
tranquille sur les quais.
Hôtel d'affaires et vacances.
2 restaurants - terrasse.
Tél. : 19-47/21/82 38 72
Fax : 19-47/21/801 51 22
A 800 m sortie autoroute.

SLS-MARIA (Engadine)
HÔTEL KDELWIKSS***
L'hôtel aux 4 étoiles.
Pour vos vacances d'été ou d'hiver.
NOUVEAU : Grand Whirlpool avec
cascade et environnement aquatique.
Bain de vapeur, Sauna, Solarium, etc.
Tous les sports.
Tél. : 1941-82-4 52 22 Fax. 4-55-22
Hôtel et maison d'appartements
Bâle/Metz/Alstern CH-7514 SLS-Maria

St-Moritz (Engadine)
KULM-HÔTEL
L'hôtel de 5 étoiles dans
la grande tradition.
Centre mondain et sportif.
CH 7500 St-Moritz - Tél. : 1941 82/2 11 51.
Fax 3 27 38.

TOURISME

CANADA EN ONTARIO
Stage cours d'anglais et golf.
14 à 18 ans - 9 au 31 juillet.
Excursions, hébergement en famille.
Encadrement et cours par professionnels.
GOLF ÉVASIONS, 6, rue de Solferino,
75007 Paris. Tél. : (1) 47-53-88-21.

VENISE

à LOUER
APPARTEMENTS aménagés
sur GRAND CANAL et Central
pour long week-end, semaine et plus
2/4 pers. - transports/jours/hôtels
Vivre à Venise
6, rue de Solferino, 75007 Paris
Tél. : (1) 47-53-88-21.

Pour Jean-Louis Vila, directeur de l'École des beaux-arts de Perpignan, « le vingtième siècle s'est joué ici ». De quoi être surpris, car ce n'est pas tout à fait écrit dans les manuels de l'histoire de l'art. Mais « ici », c'est où ? A Collioure.

DANS ce petit port des Pyrénées-Orientales, le vent souffle fort, aujourd'hui, il tord les stores rageusement. Mais sans parvenir à balayer un soleil qui éclaire sereinement les pierres du quai de l'Amirauté. Même vers la mer — si boueuse — le ciel n'a rien d'effrayant.

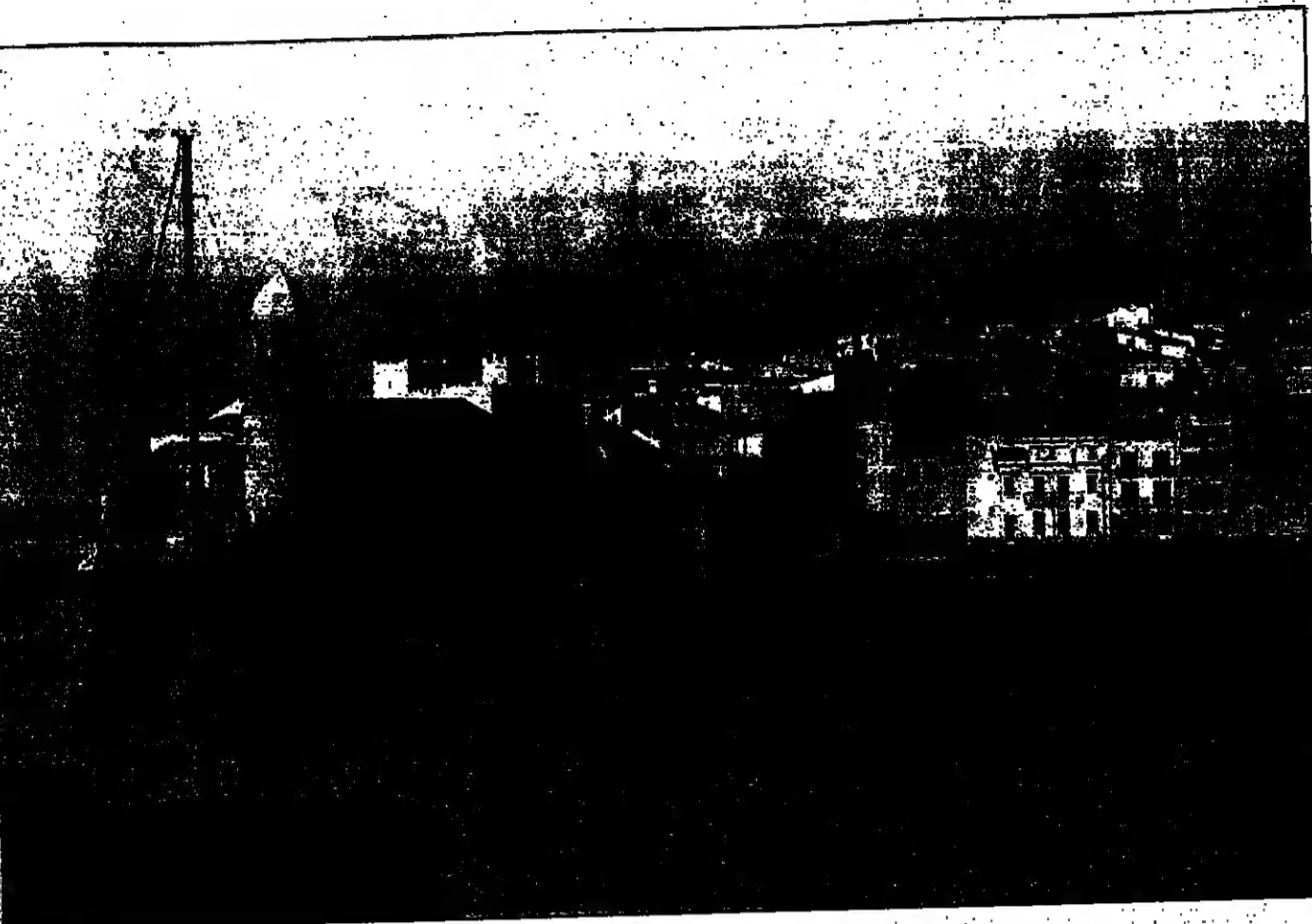
« Alors ? » Cette fois, l'accent est nettement plus catalan, chantant, et le regard, lui, assez adolescent. C'est Jojo, soixante-cinq ans, l'homme qui « ici » détient en partie la preuve de ce que Vila vient d'affirmer.

Jojo Pous accepte de nous montrer le livre d'or de son établissement, l'hôtel-restaurant des Templiers. « Je reviens », dit-il, nous laissant plonger librement dans un monde d'enluminures, car, de page en page, on découvre un véritable musée miniature où presque tous les grands sont présents : de Matisse à Picasso en passant par Zadkine, Pignon, Dufy — qui légende son aquarelle avec ces mots : « Collioure sans voiles, c'est un bon sans étoiles » —, Degas... il faut les citer dans l'ordre où ils apparaissent !

Dessins, gouaches, poèmes, aquarelles, tous sont originaux ! Et quand ce n'est pas le cas, on a résumé le cœur qui bat. Ainsi en découvrant que le poète Jean Cassou se sentit tenu de recopier la sonnette de Matisse — en réalité composé avec l'aide de la mémoire, sans stylo ni papier, dans l'ombre des prisons de Franco — dédié à un autre poète, espagnol, Antonio Machado, enterré ici, à Collioure, et dont la tombe ne cesse encore aujourd'hui d'être fleurie ; la petite boîte à lettres accrochée à la tombe débordait de messages, preuve que les poètes survivent, en cachette. Quelques années auparavant, travaillant à Collioure, le peintre Pignon fit sur ce livre une esquisse « Pour Antonio Machado ».

Quelques pages plus loin, Matisse, lui, a la mémoire qui flanche, un peu, quand un jour de 1950, prenant le relais, il réalise un dessin évoquant son arrivée à Collioure, datant celle-ci de l'année 1904 au lieu de 1905. On voit la locomotive du train par lequel il arrive — de Perpignan où, démuné, il a trouvé asile chez sa belle-sœur, — on aperçoit la pension de Dame Roussette où il descend, avenue de la Gare, son atelier haut perché et situé juste à côté.

Tout commence alors. En mai 1905, Derain surgit quelques jours plus tard, et il écrit aussitôt à Vianinck pour lui vanter la lumière de Collioure, « blonde, dorée ». Elle l'est toujours, toujours elle efface les plus tristes sur les visages ou les habits. Alors, cette clarté aide comme un don du ciel Matisse à se trouver enfin. Son meilleur spécialiste — Pierre Schneider — note que « le Matisse qui abonde le fauvisme en été 1905 se considère encore, après douze années de recherches intenses, comme un apprenti » (1). Deux ans plus tard, en 1907, il n'y a plus d'apprenti mais un maître, celui qui réalise, entre autres, à Collioure, son *Nu bleu*, œuvre charnière, à la frontière de l'art



Fauves de Collioure

noir, et qui inspire, dit-on, Picasso alors occupé à achever ses *Demotelles d'Avignon* (2) ; à Collioure, le fauvisme s'élance vers son apogée où la lumière et les couleurs libérées tiennent toute leur place, où les ombres venues d'ailleurs perdent la leur. Jojo, même s'il a son carnet de commandes à la main, nous fait remarquer que les différentes habitations que Matisse occupa avec sa famille correspondent à des « points stratégiques » par rapport à cette luminosité ; comme c'est vrai !

Durant l'été 1905, le peintre quitte, en effet, la pension de la Dame Roussette pour s'installer « plein sud », face à la plage Bormar, à droite du presbytère, « maison Soulier » ; aujourd'hui, sa façade a la modernité un peu fade, hélas ! C'est de sa terrasse à balustrade en terre cuite qu'à l'époque Matisse et Derain rivalisent et réalisent nombre de tableaux qu'on retrouve aujourd'hui à Moscou, New-York, Paris ou Nice (3). Autre demeure, au gré des aller et retour du peintre, qui quitte ce village de pêcheurs mais y revient, de préférence à la belle saison, pour peindre — ce va-et-vient durera une dizaine d'années, — c'est celle qu'il habite près de la tour de la Donane, en bordure du faubourg ; de là, il voit cette lumière sans pareille frapper le petit port ; les paysages de Collioure datent d'alors, pour la plupart de 1907. Autre lieu, plus caché, vrai rêve tropical, qui rappelle que Matisse aimait Tahiti, en 1930 : la villa Palmer, au pied du pont où passe la nationale, avec son jardin extraordinaire, doté d'un mangoustier géant, de cocotiers et palmiers qui tous grimpent très haut vers le ciel ; la maison est tout au fond, endormie.

René, le père de Jojo, alors jeune écolier, avait repéré ces deux « fauves » ; et si, gamin, il les suit et s'intéresse à leurs exploits, c'est que déjà ses propres parents aimaient la peinture, assez — bien qu'ils ne roulaient pas sur l'or —

pour posséder un tableau de bon niveau qui montre la mère, tout encauchonnée de noir, sévère Catalane. Fait avant la première guerre mondiale, le tableau est toujours là, dans un angle de l'hôtel-restaurant des Templiers. Car le père de Jojo, René, poursuivait l'aventure, l'amplifiait en collectionneur au goût sûr ; précurseur ; devenu employé de la compagnie d'électricité, il s'endocha du cubiste Surville, ce qui n'a rien d'évident, en 1924, qui que l'on soit ! Surville est à Collioure, à cette date, le demandeur à René de venir lui régler ses spots — les cubistes, en le sait, ne sont pas des amateurs de lumière naturelle — ce qu'il fait, et de bon cœur, refusant de toucher le moindre dédommagement.

Le sent bien de la famille Pous, c'est un café qui est aussi leur maison, le futur hôtel-restaurant, où Surville entre un beau jour et, pour remercier René Pous, exécute sur les miroirs chargés de publicités — elles sont effacées d'abord — des peintures à sa façon. Aujourd'hui, le lieu regorge de tableaux ! En son temps, René recut ici, dans ce repaire familial, nombre de grands peintres, d'écrivains attirés par le souvenir de Matisse, de Derain ou d'Antonio Machado. D'où ce livre d'or en deux tomes ! Où le grand écrivain Malaparte note que adolescent, tenu de choisir, il opta pour « la route de l'aventure, du hasard, du vice, de la tempête, de l'amour, de Collioure ».

Quel s'y vient pas, dans ce café ? C'est un point de ralliement, encore et toujours, y compris du jeune maître de Collioure et des joueurs de cartes. Voici que surgit, catalane jusqu'au bout des ongles, Joséphine Matamoros ; elle est la conservatrice du Musée d'art contemporain de Cérét. La ville de Cérét n'est qu'à une trentaine de kilomètres de Collioure, et c'est l'autre volet de ce périple.

Car Cérét, et alors on n'en comprend que mieux l'émouvante déclaration de Jean-Louis Vila, Cérét, c'est, même si les livres d'aujourd'hui, si savants, l'oublient quelquefois — mais ceux d'hier, plus émotifs, s'en souviennent — « La Mecque du cubisme » — pour reprendre le mot, à l'époque, du poète et critique André Salmon. Oui, c'est à Cérét qu'il faut aller en pèlerinage si l'on veut, après Matisse et Derain, prior Picasso, Braque ou Juan Gris.

En effet, tout se décente : Matisse et les fauves sont à Collioure, tandis que les cubistes occupent surtout Cérét, dans la montagne voisine. Comme deux bataillons qui se font face. Joséphine Matamoros trace pour nous la ligne de démarcation : « Collioure, c'est la couleur, la terre, l'abstraction. » Tout le vingtième siècle est alors en vue.

Picasso, de douze ans plus jeune, se posa très vite en rival de Matisse ; il arrive à Cérét durant l'été 1911, accompagné de Fernand, sa compagne, de Braque, de Max Jacob. C'est le sculpteur catalan Manolo qui lui a parlé de l'endroit ; si c'est encore la France, c'est déjà l'Espagne ; la France, c'est facile, pas chère — comme à Collioure, alors. Petite ville des eaux vives, des sources, Cérét a sa place taurine, ses terrasses de bistrot, son Grand Café, son boulevard où il faut bien travailler après le labeur. Cet enchantement est toujours présent, et la rue Saint-Férol, qui donne accès au cœur de Cérét, semble toujours vouloir escalader la montagne. Mais, par ici, la lumière se retranche, les couleurs s'estompent, aspirées par les collines voisines, rendues sombres par les pins, les chênes. On imagine mal l'inverse : le cubisme s'affirme à Collioure et les fauves à Cérét. Il est des fois plus éternelles qu'on ne croit.

Picasso lève à la sortie du village — en allant vers l'Espagne — la « maison Delcros », rue des Evadés-de-France, et y installe sa bande. Madame Déa Vargas veut bien nous servir de guide et nous montrer cette maison seigneuriale, dont la belle terrasse domine un grand parc protégé par un mur de bonne taille et fait face à la sérénité des Pyrénées. « Nous vivons en cellules séparées et vides. Pas d'excursions », écrit, depuis Cérét, Max Jacob à Apollinaire (4). Que Picasso ait pu louer un tel lieu laisse aussi penser qu'il n'était pas trop dépourvu, que Kahnweiler, avec qui il est sous contrat, s'est montré suffisamment généreux.

Cette année-là, 1911, le cubisme s'affirme ; il devient, selon le mot de Victor Castre, une « doctrine intransigeante » (5). Il se produit à Cérét — comme à Collioure trois ou quatre ans plus tôt — une scission et même une révolution artistique, proche, celle-ci, d'une ascèse. Chaque tableau, chaque dessin, chaque papier collé de Picasso ou de Braque transgressent les règles les mieux établies. Victor Castre rappelle ce mot, légèrement dégoûté, de Matisse, devant une toile de Braque rapportée de Cérét : « Trop de cubisme. » Le mot cubisme, en tout cas, entre dans les mœurs à partir de l'automne 1911.

Si Picasso interrompit ses séjours prolongés à Cérét avec la première guerre mondiale, le lieu est désormais consacré ; y viendront travailler Juan Gris, Auguste Herbin, mais aussi le peintre surréaliste André Masson — qui épouse en 1919 une Cérétane, — Kistling, Soutine, Krémégne... et Pierre Brune — qui sera, avec Francis Burty Haviland, à l'origine du Musée de Cérét (6). La liste n'est pas moins longue que celle inaugurée par Matisse, en bordure de mer.

On peut en quelques heures passer de Collioure à Cérét, de la « maison Soulier » à la « maison Delcros », faire, rien qu'en se baladant, de l'histoire de l'art appliquée. Réaliser combien l'esprit des lieux — une fois de plus — dut compter, favoriser le fauvisme à Collioure, et le cubisme à Cérét. Avant, ce sont des amorce, des quêtes encore imparfaites. Cette double consécration est rendue encore plus étonnante par la proximité des deux endroits et par la réalité des comportements.

quand Derain venait à Cérét, il n'y restait pas ; pas plus que Picasso ne s'attardait à Collioure.

Mais le vingt et unième siècle rôtie aussi par ici, murmure Jean-Louis Vila. Jojo nous laisse, de nouveau. Sur le mur du fond de son restaurant, peints à même l'enduit du mur, Claude Viallat, le leader historique de Supports/Surfaces, a réalisé une immense frise. Récemment, Et Viallat a un atelier non loin d'ici, au Boulou. Le père de Jojo avait accueilli Surville, ce qui, nous l'avons dit, n'avait rien d'évident ; son fils aujourd'hui livre sa salle à manger à l'obsession d'un peintre qui, lui, a révolutionné l'art contemporain, en dominant — avec ses amis — un grand rôle au négligable, à l'enfouir, à l'éphémère, car Viallat, outre ses « empreintes » qui envahissent et chassent tout ce qu'un tableau montre habituellement, prend en compte « les dessous de la peinture » : le châssis — le support — l'envers de la toile, les traces, les imperfections, laissant agir aussi, parfois, les intempéries : le soleil, la pluie, ou encore, comme ici, les fumées des plats — marines — que cuisine Jojo !

La frise est là, répétition d'empreintes de couleurs, rouge et bleu, choisies en hommage à Matisse. Et Joséphine Matamoros nous rappelle qu'en 1966 — elle était lycéenne — le musée dont elle a la charge aujourd'hui accueillit, provoquant son étonnante vitalité, cette exposition inaugurale, « Impact I », qui regroupa, pour la première fois, la plupart des artistes qui, de Ben à BMT et à Supports/Surfaces, alimentent le débat artistique en France, à la fin des années 60 et pendant les années 70 (7).

Collioure, Cérét. Dignité des femmes et des hommes qui les habitent. La Catalogne, où nous sommes, fut le berceau de la première démocratie européenne, aux douzième et treizième siècles, nous rappelle sur la tête. Et si c'était l'explication ; ce qui leur plus, à tous, à ceux qui croyaient à la mer comme à ceux qui croyaient aux cimes, une liberté inséparable de l'identité et de la terre catalane.

De notre envoyé spécial
Jean-Pierre Baros

(1) (3) In *Matisse et Derain à Collioure, été 1905*, François Bernatchi, Musée de Collioure, 1989.

(2) Cf. Jack D. Flax, « Matisse et les fauves », in *Le Primitifisme dans l'art du vingtième siècle*, Flammarion, 1987, pour l'hélios en ligne fasciste.

(4) Lettre de 1913 ; cette année-là, les Braques ne sont pas du voyage, et c'est Eux qui accompagnent Picasso.

(5) Victor Castre, *Naissance du cubisme, Cérét 1910*, Orléans, sans date d'édition.

(6) Le Musée d'art moderne de Cérét, actuellement en cours de rénovation et d'agrandissement, avec Jeanne Freix comme architecte, fut l'objet d'une nouvelle et importante inauguration en juillet 1991.

(7) Cf. Le catalogue de l'exposition *Supports/Surfaces, Musée d'art moderne de Saint-Etienne*, 1991.